

DIPLOMATIE

En contradiction avec les thèses occidentales

« Il n'existe pas de Grand Berlin »
déclare l'ambassadeur soviétique

M. Abramov, ambassadeur soviétique à Berlin-Ouest, a déclaré, jeudi 10 mars, au cours d'une conférence de presse, que l'accord quadripartite du 3 septembre 1971 s'appliquait pleinement et totalement à Berlin-Ouest. M. Abramov, qui est l'un des quatre négociateurs de cet accord, a ajouté : « Il est temps d'accepter le fait qu'il n'existe pas de « Grand Berlin », ni de « Berlin-Est » ou de « partie orientale de la ville », mais uniquement la capitale de la R.D.A., Berlin ». L'alpha et l'omega de l'accord quadripartite, a-t-il encore dit, c'est le principe que Berlin-Ouest, du fait de son statut particulier, n'appartient pas à la R.F.A. et ne saurait être gouvernée par elle. L'Union soviétique se mettra en travers de toute tentative de « rattacher » Berlin-Ouest à la R.F.A. M. Abramov a indiqué que son gouvernement avait enregistré, en 1976, quarante violations de l'accord, sans donner de précisions. Il a affirmé que l'Union soviétique n'avait aucun intérêt à une aggravation de la situation à Berlin.

L'ambassadeur de France à Bonn, M. Wormser, devait recevoir, ce vendredi 11 mars, M. Abramov dans sa résidence de Berlin-Ouest. Les observateurs estiment, à Paris, que les puissances occidentales, après s'être concertées, réaffirmeront, dès que l'occasion se présentera, leur interprétation de l'accord de Berlin.

De notre correspondant

Bonn. — Les déclarations de M. Abramov rappellent avec une solennité particulière les positions officielles de l'Union soviétique, mais c'est la première fois, à notre connaissance, qu'un représentant du gouvernement de Moscou soutient officiellement et publiquement la thèse selon laquelle l'accord quadripartite ne s'applique qu'à Berlin-Ouest. Les dirigeants est-allemands l'ont répété à toutes occasions, mais jusqu'à maintenant, seuls les moyens d'information soviétiques l'avaient soutenu ouvertement. Le gouvernement de Moscou se bornant à le rappeler dans les notes confidentielles envoyées aux chancelleries occidentales.

Pour la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, il ne fait aucun doute que l'accord de septembre 1971 concerne l'ensemble de Berlin. Le texte n'est certes pas d'une clarté lumineuse ; c'est ce qui l'a rendu acceptable par les quatre puissances signataires. Le préambule et la première partie ne mentionnent pas expressément Berlin, mais désignent la ville par une périphrase : « la région correspondante ». Il indique cependant que les « droits et responsabilités quadripartites » et les « accords et décisions correspondants au temps de la guerre et de l'après-guerre » (insultant une responsabilité quadripartite sur le Grand Berlin), « ne sont pas affectés » par l'accord (1). De plus, la deuxième partie stipule :

« Dispositions relatives aux secteurs occidentaux de Berlin » de qui laisse supposer que les autres parties ne concernent pas seulement ces secteurs.

Les Soviétiques et les Allemands de l'Est peuvent soutenir ce que Berlin-Est est « la capitale de la R.D.A. », il n'en reste pas moins que les membres des missions militaires des trois Occidentaux, à Berlin, continuent à posséder, dans le secteur oriental de la ville, des droits particuliers (libre circulation, possibilité de contrôle, etc.), qui montrent bien que la souveraineté de la R.D.A. sur Berlin-Est n'est pas totale.

Une approbation publique
de l'U.R.S.S.

La politique des dirigeants est-allemands tend cependant à effacer progressivement toute trace de ce statut particulier. Depuis la fin de l'année dernière, ils ont multiplié les initiatives en ce sens (le Monde des 27 janvier et 27-28 février). Avec la déclaration de M. Abramov, ils ont obtenu une approbation publique de leurs alliés soviétiques. Ces démonstrations servent, dans une large mesure, à compenser les difficultés intérieures dans lesquelles se débat la R.D.A. Mais le gouvernement de Berlin-Est tire de ces problèmes économiques et humanitaires une force supplémentaire et s'en sert comme d'un moyen de pression, à la fois sur les Soviétiques, les Allemands de l'Ouest et les alliés occidentaux. La marge de manœuvre de ses partenaires et interlocuteurs est limitée.

Il est probable, en effet, que les Soviétiques ne sont pas toujours les inspirateurs de la politique est-allemande, mais qu'ils se voient parfois obligés de « couvrir » a posteriori les agissements d'un de leurs alliés les plus sûrs pour maintenir la cohésion de leur « camp ». Pourtant, Moscou n'a sans doute pas intérêt à envenimer ses rapports avec les Occidentaux à quelques mois de l'ouverture de la conférence de Belgrade.

Un examen critique
des Allemands de l'Ouest

Le gouvernement de Bonn, pour sa part, ne peut hausser le ton sans risquer de mettre en cause les contacts humains entre les deux États allemands, seul acquis véritable de sa politique inter-allemande. Il se livre actuellement à un examen critique de ses relations avec la R.D.A., mais il est clair que des représailles il semble envisager des propositions susceptibles de relancer les négociations.

Quant aux trois occidentaux, même s'ils jugent en principe inacceptables les prétentions des Allemands de l'Est (et des Soviétiques), ils ne veulent mettre en danger ni l'Oslopolitik de Bonn ni l'ensemble de leurs relations avec Moscou.

Le petit jeu de Berlin-Est, à ce point, est limité. Tant qu'il consiste en coups d'épingle ou en proclamations, les trois peuvent se contenter de protester auprès de Moscou. Mais si le gouvernement est-allemand touchait aux privilèges des Occidentaux (la présence militaire allée à Berlin-Est fut-elle réduite à des visites symboliques), une crise majeure des relations Est-Ouest serait difficilement évitable.

DANIEL VERNET.

(1) Il s'agit, entre autres, du protocole de Londres du 13 septembre 1974 et de l'accord du 14 novembre 1974 entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'U.R.S.S. L'article premier du protocole déclare que l'Allemagne sera divisée en zones d'occupation et que à Berlin formeront une région spéciale occupée conjointement par les trois puissances. La France a adhéré à ces accords en 1951.

● M. Soares, premier ministre portugais, a déclaré au terme de sa visite à Luxembourg, jeudi 10 mars, être peu favorable à la « globalisation » des négociations entre la Communauté européenne et les pays candidats. « Les dossiers doivent être traités séparément, chaque pays ayant ses problèmes spécifiques », a dit le chef du gouvernement portugais.

LE CONTRAT NUCLÉAIRE GERMANO-BRÉSILIEN

Les démarches américaines à Bonn n'auraient pas abouti

Le gouvernement de Bonn a confirmé, jeudi 10 mars, que le chancelier Schmidt et le président Carter ont échangé des lettres au sujet de la vente par l'Allemagne fédérale au Brésil d'une usine de retraitement de l'uranium. Un court communiqué a d'autre part mis fin, jeudi, aux entretiens entre le sous-secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, et les secrétaires d'État onest-allemands, MM. Peter

Normes (affaires étrangères) et Hans Wilger Maunschild (recherche scientifique), consacrés à l'énergie nucléaire et à la non-prolifération. Selon l'A.F.P., la « sécheresse » de ce communiqué confirme que le problème posé par le contrat germano-brésilien et l'opposition qu'il soulève aux États-Unis n'a pas progressé. Les conversations reprendront sans doute à l'occasion du « sommet » de Londres, en mai.

Le gouvernement brésilien mobilise l'opinion publique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement brésilien a inauguré une nouvelle tactique. Le jeudi 10 mars, il a décidé de mobiliser l'opinion publique du pays en faveur du traité de coopération signé en juin 1975 à Bonn, et prévoyant la livraison de huit réacteurs nucléaires, ainsi que le transfert de technologie nucléaire et l'enrichissement de l'uranium et le retraitement des combustibles irradiés.

Dans un message à la nation, le chef de l'État, le général Geisel, a affirmé solennellement que les Brésiliens et leur gouvernement étaient responsables du développement du pays, et que pour l'obtenir, ils devaient créer des « sources adéquates d'énergie », au rang desquelles l'atome a une importance primordiale. Il a également assuré que le programme nucléaire brésilien était soutenu « par la volonté de la nation tout entière ».

Le message présidentiel accompagne un long rapport expliquant pourquoi le gouvernement de Brasília a opté en faveur de l'atome : « À l'avenir, le Brésil se propose de subvenir à ses besoins sans faire appel à des sources étrangères, de façon que ne se répète pas la situation actuelle » (allusion au fait que 64 % du pétrole consommé au Brésil est importé). Or, précisent les autorités, « des études techniques faites en 1973 et 1974 ont montré que notre pays

devrait, en 1990, opérer avec 10 millions de kilowatts de puissance nucléaire venant s'ajouter à une capacité hydraulique qui sera alors de 50 millions de kilowatts ». Après avoir exposé les termes de la coopération décidée avec Bonn, Brasília explique pourquoi celle-ci ne peut pas être modifiée : « L'accord avec la République fédérale d'Allemagne est essentiel au programme nucléaire brésilien. Il constitue un tout dont aucun élément, interdépendants et complémentaires, ne peut être détaché. Il est destiné à des fins pacifiques et offre toutes les garanties qu'il ne sera pas utilisé pour la prolifération des armes nucléaires ».

C'est donc au moment où l'accord est menacé par les pressions américaines que le gouvernement Geisel sort de son splendide isolement et décide de recourir à l'opinion nationale pour faire front à Washington.

CHARLES VANHECKE.

Les critiques
des scientifiques

Le gouvernement brésilien affirme donc qu'il est bien décidé à ne pas changer un iota de son traité avec l'Allemagne fédérale et, pour prouver à l'administration Carter qu'il a tous les Brésiliens derrière lui, il a demandé à ses représentants au Parlement et aux gouverneurs des États de donner la plus large publicité possible à sa position. Brasília a pris son initiative le jour où le sous-secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, débarquait à Bonn et tentait, une fois de plus, de convaincre le gouvernement de M. Schmidt de renoncer à la « partie sensible » de l'accord.

LA VISITE DE M. CALLAGHAN A WASHINGTON

Le président Carter aurait assuré
le premier ministre britannique
de sa compréhension des problèmes de la C.E.E.

De notre correspondant

Washington. — Les premiers entretiens de M. Callaghan avec les dirigeants américains ont, dans une large mesure, confirmé une identité de vues des deux gouvernements sur les principaux problèmes à la question la plus délicate, celle du droit d'atterrissage de Concorde, n'a été abordée, conformément, les Britanniques préférant éviter un affrontement, en attendant la décision des autorités portuaires de New-York.

La traditionnelle saveur d'attribution des chefs de gouvernement avait été mal. Etant donné que la police, craignant qu'elle ne déclenche des réactions imprévisibles et dangereuses des terroristes musulmans assés, le président Carter, dans son allocution d'accueil, a parlé des « relations spéciales que les États-Unis entretiennent avec la Communauté européenne ».

M. Callaghan a cependant noté qu'il représentait aussi la Communauté européenne.

La discussion a été dominée par la préparation du « sommet » économique de l'été prochain, à Madrid, données les difficultés économiques de la Grande-Bretagne. M. Callaghan voulait être assuré que le Royaume-Uni ne s'engageait pas dans un protectionnisme dangereux, qui pourrait affecter gravement les exportations de son pays. Le premier ministre britannique a répondu, en soulignant que la Grande-Bretagne, pour les membres de la Communauté européenne, « a un groupe de nations, aucune nation, a-t-il dit, ne saurait survivre comme une île de prospérité si le reste du monde est en récession ». Le président Carter avait rassuré son interlocuteur en indiquant qu'il était très conscient des dangers du protectionnisme et il avait souligné sa compréhension des problèmes de la C.E.E.

Le premier ministre et le président ont également discuté de la politique des droits de l'homme. M. Callaghan a recommandé la prudence, mais, de source britannique, on déclare que le président Carter a une appréciation très élevée d'une politique dont il connaît bien les limites. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, sans donner d'autres précisions, que les deux hommes d'État avaient discuté de la prochaine conférence de Belgrade et des moyens d'en assurer le succès.

Un sujet de la Rhodésie, les deux leaders anglo-saxons sont d'accord sur la nécessité de poursuivre leurs efforts en étroite coopération pour faire prévaloir la « règle de la majorité », c'est-à-dire l'accession à terme d'un gouvernement démocratique. De toute évidence, on était préoccupé à la Maison Blanche de souligner cette solidarité afin de compenser les déclarations de M. Young, nouveau représentant américain aux Nations unies, qui a affirmé, mardi, que « personne n'avait

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT
LES LETTRES DE CRÉANCE DES
AMBASSEURS DE FINLANDE,
DU BURUNDI ET DU MALAWI.

Le président de la République a reçu jeudi 10 mars les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Finlande, du Burundi et du Malawi.

FINLANDE

Répondant à l'allocution de l'allocution de l'ambassadeur finlandais, M. Aaro Kinnari, M. Giscard d'Estaing a d'abord rendu hommage « à la contribution capitale » apportée par la Finlande à la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Puis il a ajouté : « Nos deux pays savent que la voie de la détente est semée d'obstacles et que le chemin à parcourir sera long. Mais ils savent aussi qu'il n'en est pas d'autre qui offre l'espoir d'un développement pacifique ».

[Le Monde a publié, le 12 décembre 1976, la biographie de M. Kinnari.]

BURUNDI

Devant l'ambassadeur du Burundi, M. Wakarwa, M. Giscard d'Estaing a souligné l'attachement de la France et à la promotion de l'économie africaine et à la construction des jeunes États. Il a ajouté : « C'est en gardant présent à l'esprit nombre de vos problèmes, en particulier ceux qui posent l'enclavement ou l'absence de ressources minérales, que nous œuvrons pour parvenir à l'établissement d'un équilibre grand justice dans les relations économiques internationales. Tel est le sens de l'initiative prise en provoquant le dialogue nord-sud, telle est aussi l'une des préoccupations qui nous anime lors des conférences franco-africaines dont la prochaine se tiendra au mois d'avril à Dakar. Il s'agit de nos yeux de faire prendre conscience à chacun de la dimension des problèmes et de parvenir à établir quelques projets concrets et efficaces ».

M. Wakarwa est né en 1948 à Kitega, deuxième ville du Burundi. Docteur en droit, il a d'abord été magistrat avant d'entrer dans la diplomatie en 1973. Il a été secrétaire au Saire, en Algérie, en Roumanie, et était avant sa nomination, directeur général au ministère des Affaires étrangères.

MALAWI

L'ambassadeur du Malawi, M. T. Likuku, M. Giscard d'Estaing a déclaré que la France est « préoccupée au plus haut point par les problèmes de l'Afrique australe ». « Elle souhaite, a-t-il ajouté, que s'instaure dans cette région du monde un ordre fondé sur les principes qui nous sont communs de l'égalité des hommes, de la justice et de la liberté ».

[M. Likuku est également ambassadeur à Londres, où comme son prédécesseur, il réside.]

M. KENNETH RUSH : les États-
Unis n'ont pas de meilleur
ami que la France.

M. Kenneth Rush, ambassadeur des États-Unis à Paris, a déclaré, jeudi 10 mars, au cours d'un déjeuner organisé par l'American Club à l'occasion de son départ, que « les États-Unis n'ont pas de meilleur ami que la France ».

« Nous ne nous changeons pas », a-t-il déclaré, « nous nous améliorons ». M. Rush, et les Français ont joint de même. Nous avons essayé de les traiter à égalité, d'éviter les polémiques publiques. »

Selon M. Rush, le seul « nuage » entre les deux pays est la préoccupation d'affaires de Concorde. (1) L'ambassadeur des États-Unis estime que, pour les Français, la Concorde représente une lutte contre le monopole aéronautique des États-Unis, et pour les Américains un combat des écologistes et des rivaux de l'aéroport Kennedy. L'ambassadeur a dit en substance que si la firme Boeing avait fait construire un S.51 (projet d'avion supersonique américain), il n'aurait pu atterrir nulle part aux États-Unis.

M. Rush a d'autre part précisé que si Concorde a été autorisé à atterrir à Washington, c'est parce que le président Ford estimait vital pour les États-Unis d'avoir de bonnes relations avec la France et la Grande-Bretagne.

(1) Interrogé, mardi 8 mars, sur la proposition faite par M. Robert de Manoir de sortir de l'ailleur aéronautique des États-Unis, M. Giscard d'Estaing a répondu qu'il n'était pas à New-York, M. de Manoir a déclaré au maire de Paris, M. Duret, que « le projet de Concorde est irréalisable et le rôle de l'industrie aéronautique n'a pas été consacré ni aux bénéfices des États-Unis. Elle a été conçue pour la défense de l'Europe. Sortir de l'atlantique, ce n'est pas des représailles contre les États-Unis, c'est nous faire mal à nous-mêmes ».

M. JENKINS : la Communauté
devrait participer au « som-
met » de Londres.

Strasbourg. — M. Roy Jenkins a demandé jeudi 10 mars que la Communauté assiste « en tant que telle » les 7 et 8 mai à Londres au « sommet » des principales puissances industrielles occidentales.

Le président de la Commission, répondant à une question d'un membre du Parlement, a indiqué, dans une réponse écrite, que la Communauté devrait être représentée à Londres par le président en exercice du conseil et par lui-même. « Cette position est renforcée par le fait que l'ordre du jour, tel qu'on peut le prévoir, portera sur des problèmes relevant clairement de la compétence de la Communauté, tels que le dialogue Nord-Sud, les négociations commerciales multilatérales et l'énergie, ainsi que l'examen des perspectives économiques et monétaires générales », a précisé M. Jenkins.

Un cours d'une conférence de presse, M. Niels Kofas (libéral danois), parlant au nom d'autres parlementaires belges, luxembourgeois, irlandais et hollandais, a annoncé qu'une action serait engagée la semaine prochaine auprès des Parlements de ces pays pour protester contre l'absence de la Communauté à Londres. C'est le gouvernement français qui s'oppose à la participation de la Communauté à ce « sommet » (le Monde du 10 mars).

AMÉRIQUES

Cuba

UNE ORGANISATION AMÉRI-
CAINE LANCE UN APPEL POUR
LA LIBÉRATION DES MILLIERS
DE PRISONNIERS POLITIQUES.

New-York (A.F.P.). — Un appel pour la libération des prisonniers à Cuba a été lancé vendredi 11 mars par l'International Rescue Committee, la plus importante organisation américaine pour la protection des réfugiés. Le communiqué du comité souligne que le nombre des prisonniers politiques à Cuba est estimé entre cinq mille — chiffre donné par le premier ministre cubain, M. Fidel Castro — et cinquante mille. Il remarque que même si l'on s'en tient au chiffre avancé par M. Castro, le nombre des prisonniers politiques dans l'île est proportionnellement plus important que celui existant en Union soviétique, compte tenu de la population dans chaque pays. Le texte ajoute qu'aucune amnistie n'a été déclarée à Cuba depuis seize ans, que de nombreuses personnes sont emprisonnées depuis plus de dix ans et que les conditions de vie imposées aux détenus sont particulièrement pénibles.

Le comité, qui a aidé à l'installation aux États-Unis de six cent mille réfugiés cubains, souligne enfin que le problème des prisonniers politiques doit absolument être discuté dans le cadre de la normalisation apparentement prochaine des relations entre Cuba et les États-Unis.

BOUCHARD
PÈRE & FILS

Depuis 1731

80 Hectares
dont 68 hectares de
premiers crus et
grands crus

Documentation L.M.
sur demande à Maison

**BOUCHARD
PÈRE & FILS**
au Château Boite Postale 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. (80) 22.14.41
Télex Bouchard 350 830 F

ARTS MÉNAGERS
STAND 47 - ALLÉE C - NIVEAU 5

شخص النجل

EUROPE

AFRIQUE

Espagne

Plusieurs ministres pourraient se présenter aux élections

La situation est de nouveau tendue au Pays basque, après la mort de deux militants de l'ETA tués par la garde civile. Six mille personnes ont assisté, jeudi 10 mars, à leurs obsèques. D'autres manifestations ont eu lieu en Biscaye et dans le Guipuzcoa, pratiquement paralysées par la grève. A Saint-Sébastien, la police a fait usage de balles en caoutchouc pour disperser la foule. Plusieurs centaines de jeunes gens avaient dressé des barricades.

D'autre part, il se confirme que plusieurs membres du gouvernement, sinon M. Suarez lui-même, pourraient se présenter aux élections de juin.

De notre correspondant

Madrid. — Certains membres du gouvernement pourraient se présenter aux élections. Une déclaration en ce sens a été faite par M. Alfonso Osorio, second vice-président, qui a déclaré au quotidien ABC (conservateur) : « Nous prendrions notre décision au moment opportun, compte tenu des intérêts du pays et de notre institution politique. »

L'opposition de droite semble actuellement la plus forte. L'alliance populaire ne paraît guère de MM. Fraga et Lopez Roda a gagné plusieurs points alors que la gauche est divisée. Le président Suarez fonde-t-il lui-même un parti ? Cela ne semble guère possible, car un parti du gouvernement se serait aussi un parti du « régime ». M. Suarez, dit-on, jouera en tout cas la carte du centre gauche. La Fédération sociale indépendante formée par un groupe de « protecteurs indépendants » issus du S.E.U. (syndicat universitaire officiel) et très liés à M. Martin Villa, ministre de l'Intérieur, et ex-chef national du S.U., pourrait devenir ce parti gouvernemental. (Le Monde daté 6 et 7 mars).

M. Francisco Guerrero, l'un des promoteurs de la Fédération espagnole, le 10 mars dans El País (libéral), que ses membres « ne croient pas à une démocratie contrôlée », ajoutant : « L'expé-

rience politique du professeur Castano au Portugal nous fait dresser les cheveux sur la tête. » M. Guerrero précise : « Notre philosophie politique n'est guère éloignée de la philosophie de la social-démocratie suédoise ou allemande. »

Pour pouvoir se présenter aux élections, qui auront lieu au début du mois de juin, M. Suarez devrait abandonner le contrôle de la radio-télévision d'Etat et démanteler l'appareil bureaucratique du Mouvement (parti unique du franquisme). Si ces conditions ne sont pas remplies, l'opposition démocratique pourrait décider de ne pas se présenter aux élections, comme l'a déjà fait savoir le parti socialiste ouvrier et espagnol P.S.O.E., retirant ainsi toute crédibilité à ce processus.

Le roi est l'héritier de Franco. Il ne pourra éliminer cette « tâche » qu'en étant le garant d'une véritable évolution démocratique. La monarchie ne pourra s'enrichir en Espagne qu'à cette condition. Si le roi échoue, le problème ne poserait alors en termes de « république ou monarchie ». JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

Suisse

Les cantons sont de nouveau appelés à se prononcer sur l'immigration

De notre correspondant

Berne. — Les Suisses sont de nouveau appelés à se prononcer, le dimanche 13 mars, sur trois initiatives populaires et un contre-projet gouvernemental concernant l'immigration.

Par deux fois déjà, en 1970 et plus récemment encore en 1974, les citoyens helvétiques ont refusé des propositions visant à réduire brutalement le nombre des étrangers résidant en Suisse. En dépit de ces échecs successifs, et d'un recul de onze à six sièges au Parlement fédéral, les milieux nationalistes n'ont pas désarmé et ne cessent d'entretenir l'obsession de l'emprise étrangère.

Remuant du mouvement républicain de M. James Schwarzenbach, la première de ces initiatives, dite « pour la protection de la Suisse », préconise de ramener dans un délai de dix ans le nombre de résidents étrangers à 10 % au maximum de la population helvétique. Des exceptions seraient néanmoins prévues pour les salonniers, les artistes, les enseignants, les étudiants, les réfugiés politiques, les malades et les diplomates. Selon ce projet, le personnel étranger serait réservé en priorité aux établissements hospitaliers, aux services publics, à l'agriculture, à l'hôtellerie et à l'industrie. Une partie de l'emploi serait réservée aux citoyens suisses.

Présenté par l'Action nationale, le deuxième projet propose de limiter à quatre mille par an le nombre des naturalisations pour l'ensemble de la Confédération. Cette restriction resterait en vi-

guet aussi longtemps que la Suisse comptera plus de cinq millions et demi d'habitants, et que sa production de denrées alimentaires ne suffira pas à assurer l'approvisionnement de cette population. Une troisième initiative, dite « de l'acier », vise à limiter le nombre de travailleurs étrangers à 10 % de la population suisse.

Comme en 1974, ces initiatives sont combattues avec un bel ensemble par les autorités, la plupart des partis, les syndicats, les milieux économiques et les milieux politiques. Les initiatives sont donc considérées comme les plus importantes. Comme en 1974, ces initiatives sont combattues avec un bel ensemble par les autorités, la plupart des partis, les syndicats, les milieux économiques et les milieux politiques. Les initiatives sont donc considérées comme les plus importantes.

« Xenophobes, ras le bol »

Cette évolution n'a pas suffi à rassurer les dirigeants de l'Action nationale et du Mouvement républicain. Invokant « la sauvegarde de la Suisse », ils réclament les mesures les plus strictes. Les initiatives ne sont guère renouvelées d'une consultation à l'autre.

« Xenophobes, ras le bol », ce slogan lapidaire résume les sentiments des adversaires des nouvelles initiatives nationalistes. Par la voix de M. Kurt Furgler, président de la Confédération, le gouvernement helvétique a, lui aussi, tenu à réitérer les citoyens suisses contre les conséquences fâcheuses d'une acceptation de ces propositions : l'application du premier projet provoquerait le départ d'un million et demi de personnes par an, pendant dix ans. Outre ses répercussions économiques, elle poserait de délicats problèmes humains et d'immigration. Les nationalistes reprochent d'ailleurs au gouvernement de chercher, par ce biais, à réduire la population étrangère. Quant à la deuxième initiative, les traités internationaux, ses auteurs ne cachent pas que leur objectif est de remettre rétroactivement en cause l'accord d'immigration signé en 1964 avec l'Italie.

J.-C. R.

Tchécoslovaquie

LA PRESSE ACCUSE M. VACLAV HAVEL D'AVOIR TOUCHÉ DES FOND D'AGENCES D'ESPIONNAGE OCCIDENTALES

Prague (A.F.P.). — La presse tchécoslovaque a accusé, jeudi 10 mars, le dramaturge Vaclav Havel d'avoir touché des fonds d'agences d'espionnage américaines et occidentales.

M. Havel, qui est l'un des trois porte-parole de la Charte 77, est depuis le début de janvier dernier, en détention à la prison de Rudny, dans la banlieue de Prague, ainsi que deux autres signataires de la Charte, le journaliste Jiri Lederer et un ancien directeur de théâtre, Frantisek Pavlouk.

Des accusations assez voisines avaient été lancées récemment contre le dramaturge Pavel Kohout. La presse tchécoslovaque affirmait que son éditeur suisse — qui publie également d'autres auteurs tchécoslovaques — l'aurait été subventionné par les services secrets ouest-allemands. D'autre part, la venue et les entretiens de l'ancien secrétaire général du P.C. tchécoslovaque, Rudolf Slansky, pendu en 1962 à la suite des grands procès staliniens et réhabilité onze ans plus tard, ont attiré, il y a quelques jours, une lettre à la presse tchécoslovaque, dans laquelle il demandait de confirmer la validation des réhabilitations.

Cette démarche suit la publication d'un violent commentaire argumenté diffusé la semaine dernière par la presse tchécoslovaque remettant, semble-t-il, en cause la réhabilitation d'Oto Sima, ancien secrétaire du P.C. pour la ville de Brno, qui avait été pendu avec Slansky et deux autres dirigeants du P.C.

Zaire

La polémique s'envenime entre Kinshasa et Luanda

Le Zaire a officiellement informé M. Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., qu'une armée de mercenaires à la solde du gouvernement angolais s'était attaquée à des villes du Shaba et au centre minier de Kiseng, dans le but manifeste de paralyser cette partie névralgique du pays. (nos dernières éditions du 11 mars). Cependant, la lettre du représentant zairois ne constitue pas une plainte formelle auprès de l'Organisation.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les incidents dont le Shaba (ancien Katanga) a été le théâtre, les 8 et 9 mars, illustrent la gravité de la situation à la frontière entre le Zaire et l'Angola.

Le 15 février, le président Nito a accusé, une première fois, les « ennemis de l'Angola » de continuer d'administrer des camps militaires d'entraînement du côté zairois de la frontière. Il a cité celui de Kinkum, une ancienne base militaire du F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola). Le chef de l'Etat est revenu à la charge, le 24 février, devant le corps diplomatique convoqué à son effet, en dénonçant l'existence d'un « plan cobra 77 » dont l'objet serait d'envahir l'Angola septentrional et à l'enclave de Cabinda à partir de plusieurs bases installées au Zaire par « des fantômes et le F.N.L.A. ». Le gouvernement angolais a également mis sur le compte d'hommes armés venus du Zaire le massacre, le 26 février, de quarante-trois villageois angolais dans un secteur proche de la frontière entre les deux pays.

Le président Mobutu a rejeté avec « indignation » ces accusations et s'est plaint de « l'attitude explosive » et des « remarques discriminatoires » des autorités angolaises. Curieusement, la reconnaissance formelle de la République populaire d'Angola, annoncée, le 6 janvier dernier, par le président zairois, n'a fait l'objet que d'une brève information dans le Journal de l'Angola, et seulement, le 3 mars, après l'envoi d'une seconde missive du président Mobutu au chef de l'Etat angolais.

par l'intermédiaire du Congo. Le « rendez-vous de Brazzaville » entre les deux hommes, le 28 février 1976, n'a donc pas permis de jeter les bases d'une réconciliation entre deux régimes dont les troupes s'étaient combattues, pendant plusieurs mois, dans le nord de l'Angola. Le président Mobutu s'était engagé à mettre fin aux activités sur son territoire du F.N.L.A. et du F.L.C. (Front de libération de l'enclave de Cabinda). De leur côté, les Angolais avaient promis de neutraliser les « anciens gendarmes katangais » repliés dans le nord-est de l'Angola.

Depuis plusieurs semaines, des informations convergentes font état d'une « réactivation » du F.N.L.A. sur la frontière entre les deux pays. Or, pendant le conflit angolais, l'armée de M. Holden Roberto était constituée essentiellement de troupes régulières zairoises et encadrée par des mercenaires blancs. D'autre part, les « gendarmes katangais » semblent avoir pour suivi, depuis un an, leur recrutement dans leur ancien lieu. Ils seraient entre quatre mille et sept mille.

J.-C. P.

[On apprend de sources privées, à Paris, que le gouvernement zairois aurait demandé aux autorités françaises d'envoyer la livraison à Kinshasa, par avion cargo spécial, du matériel destiné à équiper les avions Mirage achetés par le Zaire. Kinshasa n'ayant pas été en mesure jusqu'alors de régler le paiement de ce matériel, celui-ci se trouve bloqué à Paris.]

L'AVENIR DE DJIBOUTI

Des élections générales auront lieu en même temps que le référendum sur l'indépendance

La conférence de Paris sur l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas a abouti, jeudi 10 mars, à un accord général sur le principe de la tenue d'élections législatives en même temps que le référendum sur l'indépendance. Toutefois, les modalités de ce scrutin restent à fixer.

A l'issue de la séance plénière qui s'est tenue jeudi après-midi, M. Stinn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a déclaré que le gouvernement français avait examiné les propositions faites par certaines délégations du territoire concernant la confection d'une liste unique et l'instauration d'une circonscription électorale unique. « Le gouvernement français n'a pas d'objection de principe, a-t-il dit, à ce que les Afars et les Issas puissent voter en même temps le jour de la consultation référendaire doit être précédée de la dissolution de la Chambre des députés actuelle et de la campagne électorale, qui, selon la loi, doit durer un mois.

Les commissions techniques de la conférence ont repris ce vendredi 11 mars, leurs travaux sur le chemin de fer franco-éthiopien et la coopération militaire entre la France et le futur Etat. Les travaux seront consacrés à l'examen de la coopération technique. Dans l'après-midi, une séance plénière traitera des problèmes institutionnels. La conférence pourrait se terminer le mardi 15 mars.

D'autre part, l'Arabe Saoudite pourrait apporter une aide au futur Etat. Une délégation du « Front uni », qui regroupe la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), la majorité parlementaire, le Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.) et les dissidents de l'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), a été invitée à se rendre en Arabie Saoudite à la fin des négociations de Paris, a indiqué, jeudi 10 mars, M. Ahmed Dini, porte-parole du Front.

AMÉRIQUES

La libération des otages à Washington

(Suite de la première page.)

Pourtant, pour la grande majorité des habitants, la vie a continué normalement, compliquée seulement par les barreaux policiers établis dans plusieurs rues au centre de la ville, créant de sérieux problèmes de circulation.

En fait, à l'exception des otages et de leurs proches vivant dans l'angoisse, les Washingtoniens ont suivi le drame avec la même indifférence, accompagnée du petit frisson d'émotion, que des spectateurs d'un film d'actualité. Il faut dire que les nombreuses radios et chaînes de télévision privées, engagées dans une folle compétition, ont accompli un effort exceptionnel, peut-être discutable (les spécialistes de la lutte anti-terroriste estiment que la publicité donnée par les médias encourage le terrorisme), pour tenir le public au courant des derniers développements et rebondissements d'un film dont on ne pouvait savoir si la fin serait heureuse ou malheureuse.

Le premier rôle était tenu par Abdul Khaled, qui, à la radio, tint un langage inquiétant : « Nous sommes en guerre et, dans une guerre, il y a des innocents victimes. » Comme on lui rappelait que les assassins de sa famille étaient en prison pour la vie, il répondit : « Non, justice n'a pas été rendue. Allah a dit que sans épi, il n'y a pas de justice. » Apparemment, ce fanatisme n'excluait pas la compassion, puisque

les otages malades libérés confirmèrent avoir été traités avec humanité. « Quand tu seras chez toi, embrasse ta femme et ton bébé », dit l'un des terroristes à l'homme qu'il venait de relâcher.

Il y eut quelques séquences pittoresques : le refus de Mohamed Ali — le champion de boxe avait été enlevé par les terroristes d'apparence en personne pour s'expliquer —, de venir à Washington ; l'arrivée inattendue de Wallace Muhammad, leader des Black Muslims officiels, considéré par Khaled comme l'ennemi numéro un, débarqué de Chicago pour offrir des bons offices qui semblaient n'intéresser personne. Plus tard, le silence des autorités, les déplacements de policiers armés, grandirent dans une guerre d'usure, épuisante et pleine de dangers. Enfin, le dénouement pacifique de cette sombre équipée.

HENRI PIERRE.

Les démarches de la Maison Blanche et du département d'Etat

Selon les informations dont on dispose actuellement, il semble que la Maison Blanche, le département d'Etat ne soient pas restés à l'écart des négociations conduites avec les terroristes pour les convaincre de renoncer à leur chantage. Le président Carter a désigné M. Peter Flaherty, qui

n'attend plus que la confirmation officielle de la part du département de la Justice, pour assister au déroulement des pourparlers avec les otages. M. Flaherty, un ancien conseiller de l'Etat, M. Cyrus Vance, que les ambassadeurs d'Iran, du Pakistan et de l'Egypte se sont rendus au siège de l'organisation Ehsai Brith pour entamer avec Abdul Khaled la longue discussion qui devait aboutir à la libération des otages. Apparaissant des chefs de la police de Washington avaient pris contact avec le « cerveau » des commandos « ba'athis » qui, selon toute apparence, et malgré ses déclarations fracassantes, cherchait dès jeudi une « sortie » à moindre frais.

Panama

L'ADMINISTRATION JURIDIQUE DE LA ZONE DU CANAL DE PANAMA passera progressivement sous le contrôle de l'Etat américain au cours des trois premières années d'application du futur traité, ont révélé, mercredi 9 mars, des hauts fonctionnaires américains à Washington. Panama, qui était également pendant ces trois années une participation croissante de la défense du canal. On prédisait de même sources que l'application de ces accords dépend du succès des négociations sur le nouveau traité de Panama.

AMÉRIQUE

Cuba

DROITS DE L'HOMME

A la commission de l'O.N.U. à Genève

Les délégations britannique et canadienne doivent renoncer à demander l'envoi d'une commission d'enquête en Ouganda

De notre correspondante

Genève. — A la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. qui siège à Genève depuis le 5 février, une première discussion consacrée aux violations des droits de l'homme en Ouganda s'est déroulée à huis clos afin que ni les observateurs ni la presse ne puissent entendre les témoignages sur les tortures et les massacres contenus notamment dans le rapport « Ce bilan d'Amnesty international ». Elle s'était achevée le 11 mars sans que l'Ouganda ait été condamné ni même blâmé.

Le mercredi 9 mars, le Canada et le Royaume-Uni ont demandé par « de nouveaux rapports alarmants sur la situation des droits de l'homme en République d'Ouganda » ont demandé l'envoi d'une commission d'enquête internationale indépendante. Après les débats sur cette question, qui se sont poursuivis le 10 mars, de nouveaux à huis clos à la demande de certains représentants africains, les délégations britannique et canadienne ont été contraintes, devant l'obstruction de la majorité de la commission, de retirer leur proposition. (L'Ouganda siège à la commission.)

Le président de la commission,

M. Alexandre Bosovitch (Yougoslavie) a d'autre part été saisi d'une déclaration de l'observateur d'Israël concernant « les droits de l'homme des juifs en U.R.S.S. et en Syrie ». Après avoir rappelé que nombre de juifs soviétiques ayant demandé à émigrer sont poursuivis pour des délits de droit commun ou réduits au chômage afin d'intimider les autres candidats à l'émigration, le document traite d'un film soviétique qui suggère que des juifs ont cherché à tuer Lénine et que « le capital juif a aidé Hitler à se hisser au pouvoir ». Il précise qu'en 1976 quatorze mille deux cents juifs d'U.R.S.S. ont été autorisés à émigrer alors que trente mille cent demandes avaient été déposées.

Concernant la situation de la communauté israélienne de Syrie, la même déclaration rappelle que Damas a décidé, à la fin de l'année passée, de lever certaines restrictions imposées à ses membres. Les juifs sont désormais autorisés à quitter la Syrie en faisant valoir des raisons de santé ou de famille, mais ils doivent « laisser en otage un proche parent et déposer 500 dollars ».

ISABELLE VICHNIAC.

A travers le monde

Allemagne fédérale

● **QUELQUES SOIXANTE-DIX ETUDIANTS IRANIENS** font la grève de la faim depuis le 28 février dans les locaux de la paroisse étudiante évangélique de Bonn pour protester contre les activités de la Stasi (police politique intérieure) en République fédérale, et sa « collusion » avec la police allemande. Ils exigent l'expulsion de quatre diplomates iraniens « agents de la Stasi ». — (Corresp.)

Colombie

● **DE SÉRIEUX INCIDENTS** se sont produits, jeudi 10 mars, à Bogotá et dans deux autres villes colombiennes, au cours desquels deux étudiants ont été gravement blessés et des véhicules officiels incendiés. Les troubles les plus graves ont été enregistrés à Buga, à l'ouest du pays, où une manifestation autorisée a dégénéré et donné lieu à des attaques contre des détachements militaires. Sept étudiants du collège académique de la ville ont été blessés, dont deux grièvement. — (A.F.P.)

Egypte

● **L'AUTEUR DE L'ATTENTAT** A LA BOMBE commis en août dernier dans la zone administrative du Caire a été exécuté jeudi 10 mars. L'attentat avait fait dix-huit blessés. Emadeldine Abou Rakik, un ressortissant égyptien, accusé d'être un agent libyen avait été condamné à mort par le tribunal militaire supérieur. — (A.F.P.)

Italie

● **L'UNIVERSITÉ DE ROME** fermée dimanche 6 mars pour la seconde fois en un mois à la suite de violents incidents entre policiers et étudiants gauchistes, rouvra ses portes lundi 14 mars. — (Reuter.)

Portugal

● **LE CONSEIL DE LA REVOLUTION** a condamné dans un communiqué, le jeudi 10 mars, les accusations de « trahison » lancées par le général Salazar de Melo contre les responsables de la décolonisation ainsi que l'extrême gauche par le député indépendant dans les milieux de rapatriés.

R.D.A.

● **LA TENTATIVE D'UNE FAMILLE EST-ALLEMANDE** pour fuir à l'Ouest, en longeant la côte de la Baltique dans des canots pneumatiques s'est terminée, le 3 mars, par une tragédie. Le chef de famille, âgé de quarante ans et ses deux filles, âgées de quatorze et douze ans, se sont noyées ; le canot dans lequel ils se trouvaient a chaviré. Les occupants du second canot, la mère et son fils de quinze ans, ont été secourus peu après et débarqués sur la côte du Schleswig-Holstein. — (A.F.P.)

République Dominicaine

● **CINQ ETUDIANTS ONT ÉTÉ BLESSÉS**, dont trois par balles, et une centaine d'autres arrêtés, jeudi 10 mars, au cours d'affrontements avec la police à Saint-Domingue. A la suite de la fermeture d'un lycée par le gouvernement, des incidents

s'étaient déjà produits quarante-huit heures auparavant à l'université de Saint-Domingue.

Rhodésie

● **L'AMBAassade DES ETATS-UNIS A LUSAKA** a confirmé mercredi 9 mars que des mercenaires américains combattent aux côtés des forces rhodésiennes contre les nationalistes africains. Elle a rappelé qu'il était illégal de recruter des mercenaires aux Etats-Unis, et que les personnes responsables du recrutement seraient poursuivies. — (Reuter.)

Tunisie

● **M. RAYMOND BARRE** a reçu jeudi 10 mars le premier ministre tunisien, M. Hedi Nouri, en visite privée à Paris.

● **QUELQUES TROIS CENTES PROFESSEURS DU SECONDAIRE**, instituteurs et agents administratifs, appartenant aux établissements de la section culturelle française en Tunisie, ont fait grève, le jeudi 10 mars. Le mouvement a pratiquement paralysé les trois lycées français de Tunis et de Sousse. L'Association professionnelle des enseignants français en Tunisie (A.P.E.F.T.), qui a décidé cette grève, réclame notamment une revalorisation des traitements. — (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

Israël

LA PRESSE COMMENTE AVEC INQUIETUDE LES PROPOS DE M. CARTER SUR LES FRONTIÈRES

Jérusalem (Reuter). — Le président du conseil israélien, M. Rabin, a réitéré jeudi 10 mars, dans une interview à la télévision israélienne, la volonté de son pays de disposer de « frontières défendables » — expression utilisée par M. Carter — mais nettement distinctes de celles d'avant juin 1967. M. Rabin a fait preuve d'une extrême prudence dans ses commentaires sur les propos tenus la veille par le président des Etats-Unis, qui avait affirmé que ces frontières ne pourraient comporter que des « modifications mineures » par rapport aux lignes de 1967. « Je n'en tends pas, a-t-il dit, interpréter les déclarations de M. Carter avant de les examiner avec attention. J'ai eu communication de choses plus précises et plus détaillées au cours de mes entretiens. En conséquence, nous ne devons pas tirer des conclusions trop hâtives. »

La presse israélienne exprime, en revanche, sa vive inquiétude au sujet des remarques de M. Carter (le Monde du 11 mars). « Le plan de paix américain ne satisfait même pas les impératifs minimaux de la défense israélienne », écrit Maariv. Pour le Yedioth Aharnoth, les déclarations de M. Carter constituent un retour au « plan Rogers » du début des années 70, qui préconisait le rétablissement pur et simple aux frontières de 1967.

Haaretz, organe du parti national religieux, se montre le plus sévère. « Il ne fait pas de doute, écrit-il, que la majorité des Israéliens est opposée à un retrait de Judée et de Samarie (Cisjordanie) pour des raisons à la fois historiques et de sécurité. »

Enfin, le Jerusalem Post note que les idées avancées par M. Carter ne sont pas sans rappeler les thèses défendues dans un rapport sur le Proche-Orient rédigé il y a deux ans par le Brookings Institution. Parmi les auteurs de ce rapport figuraient M. Brezninski, aujourd'hui conseiller du président américain pour la sécurité nationale.



134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-Elyses (Gare) 8^e - 225.38.30
5 rue du Cherche-Midi 6^e - 548.75.47

Au Caire

Le Conseil national palestinien est appelé à entériner le projet d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza

Le Conseil national palestinien, qui fait figure de « parlement », tiendra à partir de samedi 12 mars, au Caire, sa troisième session, qui s'annonce particulièrement importante dans la perspective de recherche d'un règlement au Proche-Orient.

Le C.N.P. est appelé à renouveler le comité exécutif de l'O.L.P., présidé depuis 1969 par M. Yasser Arafat, et celui du Conseil central palestinien, organe intermédiaire entre le comité exécutif et le Conseil national.

L'idée d'un mini-Etat palestinien avait été lancée pour la première fois il y a près de trois ans par le Conseil national palestinien : à l'issue de sa deuxième session, en juin 1974, il se déclarait prêt à constituer une « autorité nationale » sur toute partie libérée du territoire palestinien. Le programme politique en dix points adopté à cette occasion laissait également prévoir la participation de la résistance à la conférence de Genève, si celle-ci acceptait de considérer le « problème palestinien » comme celui des « droits nationaux » d'un peuple, et non sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui en fait un simple « problème de réfugiés ».

Le « parlement » palestinien n'abandonnait pas pour autant son mot d'ordre de « Palestine laïque et démocratique », puisqu'il affirmait que « toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de l'objectif stratégique » : à savoir « l'établissement d'un Etat palestinien démocratique, conformément aux résolutions des précédentes sessions du C.N.P. ». En somme, l'objectif final demeurait toujours la création de l'Etat palestinien unitaire — ce qui sous-entendait le démantèlement de l'Etat d'Israël, l'accès à la mer pour le peuple palestinien, le droit à l'autodétermination et à la souveraineté nationale.

La décision du C.N.P. de 1974 constituait un tournant dans la politique de la résistance, dans la mesure où elle impliquait l'acceptation de la Palestine et le renoncement à la violence comme méthode d'action essentielle. Le mot d'ordre de la « guerre populaire de libération » disparut progressivement du vocabulaire des dirigeants de l'O.L.P., qui entendirent désormais tirer le maximum de profit de l'action politique et diplomatique, jusqu'alors négligée.

La communauté internationale de ces dernières années leur a été d'autant plus favorable. En novembre 1973, au « sommet » d'Alger, le monde arabe a reconnu l'O.L.P. comme « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». Cette formule a été entérinée en février 1974 par la conférence islamique de Lahore. En mai, Arafat est devenu officiellement à Moscou par ses déclarations prêts à faire tout leur possible pour que l'O.L.P. occupe un siège à Genève, l'Assemblée générale de l'O.N.U. inscrit en novembre à l'ordre du jour de sa session la « question de la Pales- »

Le « parlement » palestinien, qui comprend cent quatre-vingt-six membres, sera sans doute élargi afin que les Palestiniens des territoires occupés soient mieux représentés. Dépositaire de la légitimité palestinienne, le Conseil national devra approuver les grandes orientations de la Résistance. Il aura notamment à définir les contours du projet de mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, dont le principe avait été admis en décembre 1976, à Damas, par le Conseil central de l'O.L.P.

C.N.P. confirmera au Caire le projet de mini-Etat palestinien, ainsi que l'a recommandé le conseil central de l'O.L.P. en décembre dernier, mais il n'est pas dit tout certain que les dirigeants palestiniens puissent se mettre d'accord sur une modification de la charte. Tout récemment encore, deux personnalités palestiniennes, M. Khaled Hammad, membre du comité central du Path, et M. Farouk Kaddoumi, le responsable de la diplomatie de l'O.L.P., ont écarté une telle éventualité. M. Kaddoumi est même allé jusqu'à exclure le mot d'ordre de l'« Etat démocratique de Palestine » — que M. Arafat avait, dans son discours aux Nations unies, relégué dans le domaine des « rêves » — en affirmant que deux phases initiales seraient nécessaires pour réaliser cet objectif : « Le retour aux frontières de 1967, puis aux frontières de 1948 ».

Sans épouser les thèses jusqu'auboutistes de M. Kaddoumi, il semble que la majorité des dirigeants palestiniens soient disposés à modifier fondamentalement la charte. Les responsables de l'O.L.P. estiment qu'ayant parcouru, depuis la dernière session du C.N.P., un long chemin sur le voie du compromis, ils n'ont aucun intérêt à abattre leur dernière carte maîtresse — la reconnaissance de l'Etat d'Israël — sans être certains d'obtenir, en échange de sérieuses contreparties, notamment l'assurance que Jérusalem sera sous opposition de principe à un Etat indépendant palestinien situé entre Israël et la Jordanie.

Pour l'instant, ils constatent qu'aucune solution du problème de leurs « droits nationaux » n'est en vue, et que l'O.L.P. n'est même pas certaine d'être invitée à Genève en tant que représentante du peuple palestinien. — (A.F.P.)

Une révision de la charte de 1968 ?

La politique réaliste inaugurée par l'O.L.P. se révèle payante. En janvier 1976, seul un veto américain empêcha le Conseil de sécurité de lui reconnaître le « droit d'établir un Etat indépendant en Palestine ». A cette occasion, la délégation palestinienne présente à l'O.N.U. ne formula aucune objection à la clause de la résolution qui garantissait la « souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région et leur droit de vivre en paix et d'être reconnus ».

— reconnaissant ainsi implicitement le droit d'Israël à l'existence. Cependant, Américains et Israéliens exigent, de la part de l'O.L.P., plus qu'une simple reconnaissance de fait de la réalité israélienne, pour reconnaître à leur tour l'organisation palestinienne en tant qu'interlocuteur valable. Ils souhaitent notamment que M. Rabin l'a dit récemment à M. Walid Hamdani, le directeur de la prison d'Achkelon, pour sa récente tournée au Proche-Orient — que le conseil national palestinien modifie, au cours de sa session du 12 mars, la charte nationale de 1968 qui nie à Israël le droit d'exister en tant qu'Etat. Il est vraisemblable que le

VIVEZ CHEZ VOUS ET FAITES VOUS SERVIR COMME A L'HOTEL

La « Résidence Club de Neuilly » est une innovation dans l'immobilier. Nous la réservons à ceux qui, toute leur vie, ont été habitués à la qualité et en ont gardé le goût. Nous leur offrons en effet l'opportunité d'acquiescer à la fois un appartement de très grand confort avec balcon sur avenue ou sur jardin, parking privé, cave, etc., et de bénéficier en même temps de multiples services : personnel d'accueil pour la réception, service de restauration en salle à manger ou en appartement, standard téléphonique, secrétariat, service d'assistance médicale avec infirmières, aide ménagère.

La Résidence Club de Neuilly met également à la disposition des résidents d'élégants salons de réception, petits salons et salles de bridge. La Résidence Club de Neuilly est une formule d'avenir. Et d'ores et déjà, une valeur sûre.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule, 92200 Neuilly. Livraison 4^e trimestre 78.

Réalisation



Commercialisation

D.FEAU appartements
132, bd Haussmann, 75008 Paris
Tél. 261.80.40

Bon à découper et à retourner à D. FEAU 132, boulevard Haussmann 75008 Paris, pour recevoir une documentation complète sur la Résidence Club de Neuilly.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____



Des moquettes toujours nettes, des fleurs toujours fraîches, des vitres toujours claires... la Résidence Club de Neuilly sera entretenue quotidiennement par un personnel stylé.



ASIE

Inde

MALGRÉ LE MAINTIEN DE L'ÉTAT D'URGENCE

La campagne électorale se déroule dans une relative liberté

Malgré le maintien de l'état d'urgence, la campagne pour les élections législatives en Inde, qui commenceront le 16 mars et s'achèveront le 20, se déroule dans une relative liberté. L'opposition peut s'exprimer librement en public, la censure a été levée et la presse a retrouvé son mordant. Toutefois, les adversaires de Mme Gandhi affirment qu'il y a toujours plus de cinq mille détenus politiques. Ceux-ci ont observé une

grève de la faim le jeudi 10 mars ; de nombreux étudiants les ont imités dans les universités en témoignage de solidarité. D'autre part, le correspondant du « Sunday Times » de Londres vient d'être expulsé, à cause d'un article hostile au fils du premier ministre.

Au moment où Mme Gandhi joue son destin politique, le scrutin du 16 mars s'annonce serré, la tension s'accroît à nouveau avec le Bangladesh. Faisant état d'un engagement au cours duquel l'armée bengalaise a tué dix « rebelles » près de la frontière indienne, les autorités de Dacca ont affirmé, jeudi 10 mars, que les maquisards qui ont échappé aux forces gouvernementales se sont réfugiés « en territoire indien, sous la protection des forces frontalières indiennes ».

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — « *Indira hatoo !* » (« Indira débats ! ») : paroxysme d'un slogan du parti gouvernemental sur la pauvreté, aujourd'hui abandonné, « *Gandhi hatoo !* », le mot d'ordre de l'opposition s'est répandu comme une traînée de poudre à travers l'Inde. Lorsque, à la surprise générale, il fut annoncé, en janvier, que des élections auraient lieu du 16 au 20 mars, Mme Gandhi, premier ministre, estimait sans doute que la majorité gouvernementale serait reconduite et peut-être renforcée sans difficulté. Mais cette décision impliquait la libération de toutes les personnes détenues pour des raisons politiques. Celles-ci sont sorties de prison avec l'auréole du martyre, que l'opinion déçue depuis l'époque britannique en Inde à tout ancien prisonnier politique. La démission d'un membre influent de la vieille garde du parti gouvernemental et du cabinet de New-Delhi, M. Ram, qui, de plus, est leader de la communauté des intouchables, a complètement modifié l'enjeu de la élection.

Jamais, depuis trente ans qu'il est au pouvoir, un scrutin n'avait été aussi incertain pour le Congrès. Jamais non plus, la partie n'avait été aussi cruciale pour le premier ministre. Mme Gandhi se montre constamment sur la défensive. D'une région à l'autre de la péninsule, elle tente de contenir la vague populaire menaçant le pouvoir qu'elle avait mis tant de soin à sauvegarder depuis dix-huit mois. Mais les foules ne sont pas aussi nombreuses que naguère à ses rassemblements. Baignant dans l'euphorie, se sentant proche de la victoire totale, du moins la revanche tant attendue, l'opposition, bénéficiant de surcroît, de l'appui de quelques mouvements régionaux, exploite à fond la possibilité qui lui est donnée de dénoncer l'état d'urgence, toujours en vigueur, et la violation des libertés ; bref, le démantèlement du système politique indien depuis 1975.

En quelques jours, l'Inde est redevenue elle-même, tumultueuse, frondeuse et vibrante. Le système démocratique, selon le mot de M. Desai, irréductible adversaire de la fille de Nehru depuis vingt ans, et principale figure de l'opposition, a volé en éclats. Les directives telles que « travailler dur et parler moins » sont toujours affichées sur les autobus. Mais l'homme de la rue d'examine des affiches officielles, en tout cas, ne parle plus de l'encombrant personnage et les journaux indé-

pendants, qui étaient autrefois ses photos sur plusieurs colonnes, ne lui consacrent plus qu'une place mineure. Sa campagne électorale est limitée à la circonscription rurale où ce jeune bourgeois était présent, se contentant pour la première fois, M. Sanjay Gandhi fait ses classes politiques. Son rôle dans le séail du pouvoir a largement contribué à la perte d'audience du premier ministre.

Les critiques convergent comme jamais auparavant sur la famille Gandhi. L'immensité des milieux politiques à son égard est, en fait, le principal thème commun à l'opposition. Les coups, plus facilement portés au fils, sont évidemment dirigés contre le maître. Dans un tel contexte, les divergences politiques entre les divers courants de l'opposition semblent dépassées, comme les antagonismes traditionnels entre membres de hautes castes et intouchables, entre hindous et musulmans. Fait très remarquable et lourd de conséquences politiques, l'indian de la majorité de Delhi s'est rangé aux côtés des adversaires de Mme Gandhi, et notamment des nationalistes hindouistes, farouchement opposés à l'islam dans le passé.

L'opposition, qui, en principe, n'est pas hostile au contrôle des naissances, dénonce les excès de la campagne de stérilisation. « Si vous votez pour Mme Gandhi, vous deviendrez un jour impuissant », dit-elle. Les dégâts causés, notamment dans le nord de l'Inde, par les stérilisations plus ou moins forcées, et surtout les rumeurs qui se sont répandues dans tous les milieux populaires à ce propos (la machine opératoire de vaccination mobile, étant re-

pendants, qui étaient autrefois ses photos sur plusieurs colonnes, ne lui consacrent plus qu'une place mineure. Sa campagne électorale est limitée à la circonscription rurale où ce jeune bourgeois était présent, se contentant pour la première fois, M. Sanjay Gandhi fait ses classes politiques. Son rôle dans le séail du pouvoir a largement contribué à la perte d'audience du premier ministre.

M. Sanjay Gandhi en accusation

La question clef, écrit par exemple le directeur de « *Manushi* », revêtu du point de vue de la plupart des dirigeants de l'opposition, a trait aux « *méfais sans précédent* » commis en vertu de l'état d'urgence : arrestations arbitraires, expulsion des habitants des bidonvilles, stérilisations par la contrainte, chantage des services de police, « *Comment les activités totalement irréguilières de la cotière entourent le premier ministre, pourraient-elles échapper à une mise en accusation publique si le fonctionnement « normal » des institutions est rétabli ?* », demande l'éditeur.

Au premier rang des accusés figure, bien entendu, M. Sanjay Gandhi. « Ce qui a choqué le plus », les gens nous expliquent un intellectuel, c'est qu'il a exercé des pouvoirs extraordinaires sans posséder aucune assise légale, politique ou morale. » Sanjay, selon notre interlocuteur, est le produit non pas du népotisme traditionnel, mais de techniques de lancement à l'américaine, grâce à la presse, la télévision, la radio. Les médias officiels, en tout cas, ne parlent plus de l'encombrant personnage et les journaux indé-

pendants, qui étaient autrefois ses photos sur plusieurs colonnes, ne lui consacrent plus qu'une place mineure. Sa campagne électorale est limitée à la circonscription rurale où ce jeune bourgeois était présent, se contentant pour la première fois, M. Sanjay Gandhi fait ses classes politiques. Son rôle dans le séail du pouvoir a largement contribué à la perte d'audience du premier ministre.

L'opposition, qui, en principe, n'est pas hostile au contrôle des naissances, dénonce les excès de la campagne de stérilisation. « Si vous votez pour Mme Gandhi, vous deviendrez un jour impuissant », dit-elle. Les dégâts causés, notamment dans le nord de l'Inde, par les stérilisations plus ou moins forcées, et surtout les rumeurs qui se sont répandues dans tous les milieux populaires à ce propos (la machine opératoire de vaccination mobile, étant re-

Philippines

UN RAPPORT CIRCULANT À WASHINGTON PRÉVOIT LA FERMETURE DE DEUX BASES AMÉRICAINES

(De notre correspondant.)
New-York. — L'histoire ou le destin de deux bases américaines situées au Sud, un rapport circulant dans les milieux diplomatiques de Washington, qui préconise la fermeture de la base aérienne de Clark et de la base navale de Subic-Bay, aux Philippines. Ce rapport, rédigé par M. Francis Underhill, ancien ambassadeur américain au Malaisie, souligne que, malgré les intérêts économiques, cette région, le Sud-Est asiatique, a cessé d'avoir pour les États-Unis une importance militaire et politique vitale, et que le coût de maintenance de ces bases est une charge trop lourde. Ce rapport a déjà provoqué une levée de boucliers au Pentagone, au département d'État et à la C.I.A. La majorité des spécialistes de l'Asie du Sud font valoir que « la fermeture de Clark et de Subic-Bay déstabiliserait la région », et constituerait un véritable choc psychologique pour les pays non communistes. Ils craignent surtout l'impact que pareille mesure pourrait avoir sur le Japon, qui serait amené à reconsidérer ses deux flancs (Corée, Philippines) ne seront plus gardés par les États-Unis. — L. W.

le cuir sauvage



Nous sommes peut-être un peu sectaires, mais le cuir que nous aimons est celui que certains appellent sauvage et qui, en fait, est le cuir naturel. Car il y a le cuir et le cuir, cuir naturel et cuir dénaturé. Nous entendons par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun camouflage et qui est simplement traité à l'aniline.

ROCHE-BOBOIS

Son à découper pour recevoir le catalogue 77 (148 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.
nom
adresse
Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 275-09 / 75424 PARIS CEDEX 09. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

Breguet CONSTRUIT DES MAISONS



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².

Breguet construit des maisons individuelles sur les plus beaux terrains de la région parisienne. Des maisons de construction traditionnelle, dans de grands jardins. C'est le moment d'en acheter une. Leur valeur ne cessera de croître.

Parce qu'elles sont grandes et que le luxe, aujourd'hui, c'est l'espace. (Leurs plans ont été largement conçus : immenses living, chambre des parents traitée comme un petit appartement indépendant, plusieurs salles de bains.)

Parce qu'elles sont livrées entièrement terminées, avec des finitions parfaites.

Parce qu'il existe de nombreux modèles, différents par la surface et l'esthétique, mais tous aussi luxueux et élégants.

Parce qu'elles sont groupées en "Domaines" sur les sites les plus recherchés pour leur beauté, leur calme et leur proximité de Paris.

DÈS CETTE SEMAINE, VENEZ VISITER
LES MAISONS MODÈLES D'UN DES DOMAINES
DÉCRITS DANS LES PAGES SUIVANTES.



L'ampli-tuner : ne retenez que les réglages vraiment utiles.

Ampli-tuner Yamaha CR 800



- 1 - Platine Pioneer PL 115 D (cassette Ortofon F15)
- 2 - Ampli-tuner Yamaha CR 800
- 3 - Enceintes Canton D100 RS

8.640 F

matiquement en FM l'accord sur la station, et deux prises casque. Venez donc l'écouter avec nous. Et prendre les "Docteurs Quartz-Hifi" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI

Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
Marseille 39, av. J. Cantini
M° Sablon M° Châtelet M° Castellane

POLITIQUE

Les élections

Un choix doublement politique

Au cours des semaines qui viennent de s'écouler, les commentateurs et les débats n'ont pas manqué. Il faut aujourd'hui en revenir à l'essentiel et poser simplement les termes du choix qui s'offre au peuple de Paris, et, avec lui, au peuple de France.

Ce choix est doublement politique.

Il l'est d'abord parce que c'est la vie de la cité qui est en jeu. Nos villes et nos villages sont, et seront demain davantage encore, le lieu où se construit le bonheur quotidien des Français. Il faut donc choisir une équipe qui ait à la fois une vision d'avenir pour la cité et la volonté nécessaire pour traduire ce projet en actes. Nous avons exposé et discuté, tout au long de notre campagne, ce que nous voulions pour Paris : la sécurité des citoyens, la propriété et l'harmonie du cadre de vie, des activités économiques nombreuses et diverses, la solidarité envers les plus fragiles, le logement pour toutes les catégories sociales. Mon propos n'est pas ici de reprendre en détail nos propositions pour gérer Paris. Mais proposer est, en soi, un exercice facile. Pour gérer une ville telle que Paris, il faudra en

plus du courage et de la volonté.

Paris est resté longtemps comme un irresponsable sous tutelle. Des habitudes ont été prises : routine des bureaux, contrôles a priori, dilution des pouvoirs. C'est contre le poids de ce passé que le maire de Paris devra lutter. Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de faire de la gestion municipale. J'ai, pour ma part, la conviction que le nouveau statut ne porte en lui aucune des menaces qu'y voient certains. Mais la tâche sera rude ; pour la mener à bien, il faudra des hommes et des femmes unis et décidés. Il faudra un maire qui sache montrer, chaque fois que cela sera nécessaire, sa détermination de parler au nom des Parisiens devant lesquels il aura des comptes à rendre. Pour cela, Paris fera confiance à ceux qui ont déjà montré leur sens de la responsabilité.

Les élections municipales, à Paris comme ailleurs en France, sont politiques pour une deuxième raison : celle que soit la spécificité des problèmes qui se posent ici ou là, il s'agit partout de

choisir entre deux conceptions de la vie communautaire.

Avec les listes du programme socialo-communiste entrerait dans les mairies de France l'esprit de système et d'intolérance que les communistes apportent toujours avec eux. Comment les Parisiennes et les Parisiens pourraient-ils se résigner à voir s'installer à l'Hôtel de Ville une équipe constituée de communistes et de ce que le parti socialiste compte de plus révolutionnaire ? Un tel événement aurait une signification nationale, un retentissement au-delà même de nos frontières.

Pour nous, la vie locale, au sein des communes plus fortes et plus responsables, doit permettre l'apprentissage d'une démocratie authentique, au plus près des préoccupations quotidiennes du citoyen. C'est pourquoi nos idées-forces pour les communes sont la liberté, la sécurité et la participation. Voilà le sens du combat que nous menons dans ces élections municipales, pour préparer les combats de demain. Voilà aussi le sens de mon engagement à Paris, dont tout le monde a désormais compris la nécessité. Le seul adversaire des listes que je conduis, c'est la coalition socialo-communiste. Et je l'ai prouvé en proposant publiquement et clairement le pacte majoritaire qui doit régir les relations entre concurrents loyaux dans des primaires. Les Parisiennes et les Parisiens ont le droit de savoir dès maintenant quelle équipe, quel homme en fin de compte, agissent en leur nom. Et pour cela, il fallait fixer à l'avance les règles du jeu au sein de la majorité. En nous apportant ses suffrages, le peuple de Paris sait que le choix de son maire ne sera pas négocié entre des « clans-majors » de partis. Il sait à quel il donne sa confiance. Le moment est venu où il faut le dire.

(*) Président du Rassemblement pour la République.

Je prends l'engagement de me consacrer entièrement à Paris

par MICHEL D'ORNANO (*)

Au-delà des polémiques, le véritable enjeu de la consultation municipale parisienne est celui d'une liberté retrouvée. Parce que Valéry Giscard d'Estaing avait pris au cours de la campagne 1974 l'engagement de jurer la capitale et que le président de la République a tenu la promesse du candidat, les Parisiennes et les Parisiens vont être pour la première fois leur maire. Curieux paradoxe que de voir les efforts déployés par certains pour conquérir le maire de Paris, alors que les gouvernements auxquels leurs partis ont été associés à un moment ou à un autre depuis la guerre avaient refusé une telle réforme !

Je prends l'engagement d'honneur de me consacrer uniquement à Paris pendant les six ans de mon mandat de maire.

Pourquoi cet engagement ? Parce que la fonction de maire de Paris est une fonction à plein temps. Indépendante du gouvernement et indépendante de l'appareil des partis politiques.

Le maire de Paris ne peut pas être un membre du gouvernement, ni présent ni futur. Il serait tenté de prendre en considération, pour le présent ou le futur, les exigences du gouvernement avant les intérêts de Paris. C'est pourquoi je démissionnerai de mes fonctions de ministre, dès mon élection à la mairie, et je m'engage à n'accepter aucun portefeuille s'enlève l'application normale de mon mandat de maire.

Le maire de Paris ne peut pas être le chef d'un appareil de parti. Les risques et les abus seraient évidents. Aussi, je m'engage à n'accepter aucune fonction nationale dans un parti politique.

Ainsi, Paris aura-t-il, et je suis sûr, un vrai maire, à plein temps, indépendant du gouvernement et étranger aux appareils des partis.

Le maire devra servir Paris et non pas s'en servir.

Le maire de Paris, ce ne peut pas être absent si l'on est un chef politique éloigné par ses voyages aux

particulièrement dure — personnes âgées, familles nombreuses, victimes des risques sociaux ou de l'adversité.

Paris doit être enfin une ville active, animée, par un meilleur équilibre de l'emploi, une revitalisation du commerce et de l'artisanat, par le renouveau de la création artistique, de l'animation culturelle, de la vie des quartiers.

Pour un tel projet, il faut une équipe. Je l'ai constituée d'hommes et de femmes représentant tous les courants de la majorité — et même au-delà, — mais moins soucieux de politique que de gestion, de les choisir pour la compétence dont ils ont fait preuve dans leur vie publique, dans leur profession et dans leurs activités privées, pour leur connaissance et leur expérience des problèmes parisiens, pour leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités. Ils sauront apporter le soutien nouveau que Paris attend.

La garantie d'une bonne gestion, ce sera de rendre des comptes aux électeurs. Un contrôle démocratique, poura désormais s'exercer sur l'utilisation de l'argent public. Et j'ai proposé tout un ensemble de mesures concrètes pour informer loyalement les habitants de la capitale, pour mettre à leur disposition une administration accessible, pour favoriser la vie associative et les structures de concertation dans les quartiers, en un mot pour faire participer réellement les Parisiennes et les Parisiens à la vie de leur cité.

Je l'ai dit, l'enjeu est celui d'une liberté retrouvée. Aussi, je ne permettrai pas que Paris tombe aux mains d'une opposition socialo-communiste qui dresserait la ville contre l'Etat. Paris ne doit pas devenir un champ clos de querelles partisans ou de luttes politiques. Enquêtes et sondages montrent que, dans chacun des secteurs, mes listes, les listes « Protection et Renouveau de Paris », sont les seules à pouvoir barrer la route au collectivisme au second tour.

En votant dès le premier tour pour les listes que je conduis, les Parisiens voteront utile.

(*) Ministre de l'Industrie et de la Recherche, député (R.P.) du Calvados, maire de Deauville.

SALAUDS!
LISEZ
CHARLIE HEBDO

AH! AH! AH! CHAQUE FOIS QUE
JE LIS CHARLIE-HEBDO, CELA ME
MET EN FORME POUR
LICENCIER DU
PERSONNEL.

TOUS LES JEUDIS 4 F 50

WOWINSKI

(Publicité)

GRAND ORIENT DE FRANCE
Conférence Publique
le 22 mars 1977 à 20 h. 30
16, rue Cadet, à PARIS (9^e)
sur le thème :

**L'énergie nucléaire.
Combien ? Comment ?**
par le Professeur Lew KOWARSKI
La conférence sera suivie d'une
discussion à laquelle les auditeurs
pourront prendre part.

Soyez Cannois
chaque année durant plusieurs semaines!

Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.

Puis oubliez les soucis domestiques
(exemple : votre chambre sera faite tous les jours)
et vivez à l'hôtel comme chez vous.

Formule Solhôtel
la multiconpropriété hôtelière
61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)
06400 Cannes Tél. : (93) 47 15 85

Pour en savoir plus
sur votre formule Solhôtel,
envoyez-moi gratuitement :

☐ votre brochure en couleurs,
☐ la grille des 16 périodes et des prix.

Monsieur, nom :
Ma profession :
Mon adresse :
Mon n° de téléphone :

Satisfait ou remboursé

POUR LA 1^{re} FOIS
DANS TOUTE LA FRANCE

Achetez votre voiture chez Eurocasion.
Partez avec vous aurez 8 jours pour être sûr de
ne pas vous être trompé.
Dans tous les centres Eurocasion où vous trouverez
le panneau "Satisfait ou remboursé", choisissez votre
voiture. Vous aurez 8 jours, au volant, pour décider si
elle vous convient bien.
Du 26 février au 14 mars 1977 vous pourrez
également bénéficier sur tous les modèles de toutes les
marques d'un crédit express et d'une reprise instantanée
de votre voiture.

**Du 26 Février
au 14 Mars 1977**



Les centres EUROCASION de votre région.

- | | |
|---|--|
| <p>75-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>77-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>78-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>79-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>80-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>81-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>82-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>83-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>84-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>85-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>86-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>87-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>88-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>89-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>90-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> | <p>91-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>92-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>93-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>94-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>95-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>96-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>97-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>98-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>99-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> <p>100-Paris : 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris</p> |
|---|--|

هنا نحن

هكذا نحن الآن

POLITIQUE

municipales

CANDIDATS A LA MAIRIE DE PARIS

L'avenir de la capitale est à gauche / Rendre la ville à ses habitants

DIMANCHE 13 mars, le premier tour des élections municipales à Paris... Les élections municipales à Paris, comme dans tout le pays, derrière nous, des semaines, voire des mois de campagne, de péripéties, de bataille politique. Au cœur de cet affrontement, la première mairie de France, le premier véritable maire de l'histoire de Paris.

Peut-être est-il encore temps, avant que les électeurs n'exercent leur pouvoir de décision, de porter l'attention sur l'échec de l'administration parisienne et sur son enjeu, de dresser le bilan de ce que nous venons de vivre ? Paris a connu une grande part de l'attention dans la préparation des municipales. Pour quelles raisons ?

Certes, le statut nouveau pour la capitale créait une situation nouvelle, digne de susciter l'intérêt. Certes, Paris offre un résumé saisissant de la situation du pays sous le régime giscardien. Paris, capitale des mal-logés, des mal-transportés, Paris, symbole même de la dégradation du cadre de vie, constitue un véritable acte d'accusation de ce régime, de ses échecs, de son incapacité à dominer les problèmes d'urbanisme dans l'intérêt de la population, dans l'intérêt général. Paris est le lieu insolent de quelques-uns, otologie la misère et les très bas salaires de centaines de milliers d'ouvriers et d'employés, de personnes âgées, de personnes seules, de chômeurs. Paris où le mal-vivre atteint tous ceux qui n'en ont pas encore été chassés. En quelques kilomètres carrés, pour plus de deux millions d'habitants, se trouvent rassemblées toutes les raisons qu'a notre peuple d'aspirer au changement. Et de le dire ! Et c'est bien de cela qu'il va s'agir les 13 et 20 mars.

par HENRI FISZBIN (*)

qu'il existerait entre MM. Chirac et d'Ornano l'ombre d'une divergence de fond.

Certes, ils ont fait assaut de démagogie. On a vu à Paris ce paradoxe unique de formations politiques qui ont gâté la ville solidement pendant dix-huit ans, qui ont disposé du pouvoir central — et donc de la maîtrise de l'administration — et qui se présentent comme si tout cela ne les concernait pas. A écouter MM. Chirac ou d'Ornano, on pourrait penser que c'est la gauche qui dirigeait Paris jusqu'à aujourd'hui et que c'est eux qui étaient l'opposition. Car, que n'ont-ils fait hier tout ce qu'ils promettent aujourd'hui ?

Les grandes et les petites manœuvres n'ont pu abuser les Parisiens. Aussi voit-on la situation politique dans la capitale revenir à plus de classicisme : face à la gauche, solidement et plus largement unie que jamais, la droite, dans la véhémence et l'énervement, présente, elle aussi, un front uni. Elle n'a pas attendu le premier tour pour présenter et annoncer les désistements réciproques et dévoiler ce qui a toujours été et reste son objectif essentiel : faire obstacle aux changements profonds inscrits dans le programme commun et le contrat municipal parisien de la gauche.

MM. Chirac et d'Ornano promettent aujourd'hui à l'envi et qu'ils n'ont jamais réalisés, malgré tous les pouvoirs dont ils disposaient : aides sociales prioritaires aux plus démunis, sauvegarde de l'emploi, droit au logement pour tous, amélioration du cadre de vie, de la circulation et des transports en commun, politique de l'enfance et de la jeunesse, droit à la santé, aux loisirs, à la culture.

La gauche ouvre aussi un autre avenir à Paris par la volonté qui est la sienne de garantir aux Parisiens, dans leur diversité sociale, professionnelle, politique, philosophique, le droit à décider eux-mêmes de leur destin. C'est le peuple de Paris qui a fait sa grandeur, qui en a fait un foyer incomparable de richesses matérielles et culturelles. C'est lui, par son activité créatrice, qui déclara de la renaissance de sa ville.

Aussi le choix des Parisiens est-il plus clair qu'il ne l'a jamais été. En choisissant la gauche, ils expriment, comme citoyens, leur refus d'une politique néfaste pour le pays, contraire à leurs intérêts. Comme Parisiens, doublement victimes de la crise et soucieux du devenir de leur cité, ils se prononceraient avec la gauche pour l'avenir et la renaissance de Paris.

DANS ce qu'il est convenu d'appeler la "bataille de Paris", les socialistes, l'Union de la gauche, présentent un caractère distinctif : ils parlent de Paris, de la ville, de ses habitants, de l'avenir de deux millions d'hommes et de femmes. Et toute évocation de Paris juxtapose deux images contradictoires : celle d'une ville « fière et dominatrice » qui impose sa loi à la province, mais également celle d'une collectivité placée de tout temps sous tutelle.

Le destin de Paris a marqué symboliquement l'architecture même de la ville : l'urbanisme monumental, de Philippe Auguste à Georges Pompidou, fut toujours un urbanisme d'Etat.

Paris a souffert, et souffre encore, d'une crise d'identité, attend encore d'être émanicipée comme le furent au long du dix-neuvième siècle les autres communes françaises.

Paris n'a eu de véritable maire que lorsque le peuple parisien et la liberté se sont rencontrés.

Le souvenir de la Commune nous rappelle que seules les classes populaires sont en mesure de reprendre à leur compte l'héritage démocratique laissé en déshérence par la bourgeoisie depuis le milieu du dix-neuvième siècle : depuis la grande peur des journées de juin 1848.

Aujourd'hui, avec la gauche unie, le moment est enfin venu de réconcilier Paris avec la province et de rendre Paris aux Parisiens.

par GEORGES SARRÉ (*)

Ces deux exigences sont indissociables. Ce n'est qu'en rendant Paris aux Parisiens que l'on pourra reconstruire Paris et la province. La droite a beau se gargariser du nouveau statut de Paris, que la gauche lui a arraché, elle va exactement à l'encontre de cette double exigence. Il suffit d'observer le linéaire provoqué à grand renfort de médias par MM. Chirac et d'Ornano. Dans la bagarre qui les oppose, ce n'est pas de Paris et de ses habitants qu'il s'agit, mais d'une lutte féroce entre deux factions pour s'assurer le leadership de la droite. L'exaspération des provinciaux, et plus encore celle des Parisiens, ne fait qu'augmenter au rythme accéléré de leurs affrontements, manœuvres et contre-manœuvres. Plus que jamais, les habitants et les travailleurs de Paris souhaitent une autre politique : la surprise, c'est qu'ils prennent peu à peu conscience que ces élections municipales leur offrent l'occasion de l'imposer, et qu'ils se tournent, de plus en plus nombreux, vers la gauche.

Avec les socialistes, l'Union de la gauche, et tous ceux qu'elle a su rassembler, c'est un projet global qui est proposé à tous les Parisiens. Nous donnons la priorité à l'homme sur le décor urbain, tout en sachant

que la structure même d'une ville n'est pas étrangère à l'épanouissement de ses habitants. Notre ambition se trouve donc autant en amont — que chacun puisse vivre et travailler à Paris — qu'à l'aval — une autre vie dans la ville. A quoi servirait en effet, des mesures sectorielles s'il n'était pas donné avant tout à chacun la possibilité d'en profiter, et si elles n'étaient pas destinées à ouvrir la perspective d'une « autre vie » ?

Notre préalable, sans lequel rien d'autre ne saurait être entrepris, c'est, bien sûr, de faire en sorte que « chacun puisse vivre à Paris ». Dans une ville qui a chassé un demi-million de ses habitants (un record mondial), alors qu'elle compte cent mille appartements vacants, ce n'est pas un vain mot.

Jamais on n'aura autant construit à Paris, et pourtant jamais la capitale ne se sera autant dépeuplée.

Il faudra donc s'attaquer aux vraies racines du mal. Bien sûr, promouvoir un développement sans précédent de la construction de logements sociaux, et mieux utiliser le domaine privé de la ville, mais aussi, pour résoudre dans l'immédiat les problèmes humains les plus dramatiques, envisager la mise à la disposition des plus mal logés des logements vacants manifestement sociaux, appartenant aux grandes puissances financières et à la limitation des loyers libres.

Que chacun puisse vivre à Paris, cela veut dire aussi que chacun puisse y trouver du travail.

Comment parvenir à rendre de Paris une ville équilibrée offrant à chacun un milieu ? D'abord, en arrêtant la dégradation des équipements publics (P.T.T., hôpitaux) où le déficit d'emplois n'est à la qualité des prestations rendues au public. Ensuite en encourageant le maintien dans la capitale des activités industrielles non polluantes, en implantant des zones d'activités artisanales, en imposant dans toutes les opérations de rénovation à venir un quota d'emplois industriels.

En rendant à Paris un visage équilibré, c'est la logique de la concentration des pouvoirs de décision et des filières, donc de la centralisation, que nous commencerons à briser.

Mais la ville ne se réduit évidemment pas à la juxtaposition de ces deux fonctions primordiales que sont le logement et l'emploi.

Le bilan de trois quarts de siècle de majorité de droite est navrant : déplacements difficiles, concentration congestion sous-équipement, manque d'espaces libres à usage spontané, nervosité, bruit enlisement.

Prendre le temps de vivre devient alors une préoccupation majeure. La revendication écologique n'est pas d'autre sens. Mais si on flâie du reste, de l'existence d'un toit et d'un travail, elle montre vite ses limites. Elle est alors réduite à s'en prendre aux nuisances périphériques du système capitaliste, et non aux causes profondes de ses maux. Si l'on enlève du programme des listes écologiques les revendications et les propositions qui, sont déjà celles des socialistes, il ne reste qu'une opération politicienne, assez douteuse, une néo-trouille force aux intentions peu claires, passagère d'ailleurs, comme toutes les modes.

Aujourd'hui, des tranches entières de la population sont interdites de séjour dans la capitale. Les immigrés bien sûr, mais aussi les enfants et les personnes âgées.

Ma plus grande fierté de maire sera, je crois, finalement, celle-là : rendre enfin Paris accueillant pour ses vieux travailleurs.

Rien de tout cela ne serait possible sans une extension sans précédent de la démocratie locale, permettant aux Parisiens de « prendre leur ville en main », au niveau de l'arrondissement, du quartier, du bloc d'immeubles.

Enfin, il faudra bien envisager d'aller plus loin dans la démocratisation du statut de la ville de Paris. Il sera basé sur l'élection à la proportionnelle du Conseil de Paris et de conseils d'arrondissement disposant d'un pouvoir local réel et pourvu, dans les limites de sa territorialité, de tous ses droits (maire, impôts, permis de construire...). Cette disposition, qui implique la victoire de la gauche aux élections législatives, sera immédiatement préparée par l'élection de commissions municipales, consultatives, qui seront ouvertes à tous les habitants y compris les étrangers, et par le respect, au niveau de chaque commission d'arrondissement, des opinions exprimées par la population de l'arrondissement concerné et des élus qu'elle aura choisis.

Bref, l'enjeu de ces élections, est-ce de servir des Parisiens, ou de mettre à leur service ? Comment pourrions-nous définir aujourd'hui ce qui, au-delà de l'agitation de la campagne électorale, différencie fondamentalement la gauche de la droite.

Bref, l'enjeu de ces élections, est-ce de servir des Parisiens, ou de mettre à leur service ? Comment pourrions-nous définir aujourd'hui ce qui, au-delà de l'agitation de la campagne électorale, différencie fondamentalement la gauche de la droite.

(*) Membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.R.S. (minorité du P.S.).

Breguet
CONSTRUIT DES MAISONS
A VILLECRESNES
ET A MAUREPAS



Maison, 171 m², 6 pièces. Autres modèles de 134 à 278 m².

**A 18 KM au sud-est de Paris par la N. 19.
Et à l'ouest de Paris, par l'autoroute A. 13.**

Les maisons individuelles du Domaine du Réveillon occupent un valon en partie boisé de bois tout près du centre de la charmante bourgade de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis). Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par la N. 19.

Les maisons du Domaine des Louveries sont en lisière de bois, à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès par l'Autoroute Ouest (direction Chartres), la N. 10 et le C.D. 13.



Domaine du Réveillon
Domaine des Louveries

VISITE DES MAISONS MODELES. TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DU REVEILLON 94440 VILLECRESNES (TEL. 599.7142)
DOMAINE DES LOUVERIES 78310 MAUREPAS (TEL. 062.9643)

jsf
NOUVELLE BROCHURE 77
CIRCUITS (Paques 77)

TUNISIE 21	1.120 F
EGYPTE 10	1.800 F
ALGERIE 10	1.800 F
ESPAGNE 2 semaines	3.200 F
THAILANDE 2 semaines	4.500 F

VOLS SPECIAUX A.R.

TUNIS 7007	MAUREPAS 960 F
LE CAIRE 5700 F	BOULAY 2.800 F
MEXICO 2.200 F	BARCELON 2.800 F

Documentation et inscriptions à
jeunes sans frontière

70002 PARIS, 7 rue de la Banque, 201.53.21-4
GRENOBLE, 10 rue du Dr Morel, 04.00.55
LILLE, 43 rue de Paris, 50.00.57
LYON, 11 rue Ampère, 42.00.57
NANCY, 102 rue de Strasbourg, 24.20.12

et dans les Agences WIGONS-LT2 COOK.

La gauche, fermement unie sur un contrat municipal ancré dans les orientations du programme commun, peut commencer d'ouvrir une ère nouvelle pour la capitale. Elle le peut, car elle seule, éprise à la racine des maux : la domination des grandes sociétés financières sur la ville. La majorité actuelle, elle, est entièrement soumise à ces intérêts, tout le passé le prouve.

Parce que la gauche représente à l'Est de Ville les travailleurs manuels et intellectuels, parce qu'elle n'a aucune attache avec les puissances d'argent, elle sera en mesure de mettre en œuvre immédiatement tout ce que

(1) Cf. Paris, début de renaissance, par Henri Fiszbin et Daniel Montiel, Editions sociales, Paris, 1976, 102 p., 16 F.

هنا نحن النحل

POLITIQUE

municipales

NANCY : M. Souchal n'est pas d'accord avec le R.P.R.

A la suite des déclarations de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, apportant son soutien à la liste de M. Couleau (R.I.), à Nancy, contre celle du maire sortant, M. Martin (mod. maj.), et condamnant en termes très vifs l'entreprise de M. Chirac, le R.P.R. avait décidé de soutenir M. Martin, sur la liste duquel figuraient quelques-uns de ses membres, à titre personnel, comme sur celle de M. Couleau (le Monde des 10 et 11 mars).

M. Roger Souchal, président de la fédération R.P.R. de Meurthe-et-Moselle, a publié jeudi soir 10 mars une déclaration dans laquelle l'ancien député juge « inadmissible et auto-déclaré » que « des déclarations prises à Paris se substituent arbitrairement à celles démocratiquement prises par la base ». M. Souchal estime que, en tant que président élu du Rassemblement dans le département, il ne peut « s'immiscer et rompre ainsi les accords passés entre deux camps les autres formations de la majorité » en faveur de la candidature de M. Couleau. « Nous maintenons notre décision en appelant à voter en faveur de la liste de M. Couleau, qui comporte huit gaullistes, dont six membres du R.P.R. », a-t-il conclu.

M. Roland Moins, chargé de mission du R.P.R. à Nancy, a aussitôt désavoué M. Souchal et déclaré que seule la position officiellement adoptée par le R.P.R. était valable.

M. Michel Jobert sera candidat à Montboudif (Cantal)

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, se présente aux élections municipales à Montboudif (Cantal), village natal de Georges Pompidou, où il avait inauguré en juillet 1976 un mémorial à la mémoire de l'ancien président de la République. M. Jobert, qui a été un proche collaborateur, puis le ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, a précisé que sa candidature « doit être considérée, non comme un acte politique mais comme un témoignage de fidélité ».

L'ancien ministre se présentera sur la liste de M. Jean-Louis Michale, fils du maire sortant, qui ne se représente pas, et dont l'équipe avait, en 1971, exporté les trois sièges à pourvoir, dès le premier tour. En invitant M. Jobert à figurer sur sa liste, la municipalité sortante a voulu « lui témoigner sa reconnaissance ».

Le 13 mars, elle affrontera une seconde liste sur laquelle figure un cousin de l'ancien chef de l'Etat, M. Jean Andraud. Onze sièges seulement devront être pourvus, la population de Montboudif étant passée de cinq cent douze à trois cent trente-neuf habitants entre les deux scrutins.

Judi 10 mars, au cours d'une conférence de presse, M. Jobert avait simplement expliqué pourquoi il n'était pas candidat à Paris : « J'ai regardé attentivement les chiffres. Je ne pouvais obtenir des résultats suffisants dans aucun des secteurs. Je ne pouvais donc risquer les jeunes forces de notre mouvement dans un score qui n'était pas douteux, mais certain ».

M. Jobert a toutefois relevé que le fait, pour son mouvement, d'avoir réussi à exister dans la bataille des municipales, constituait « une belle performance » et qu'il considérerait comme « une victoire appréciable » de recueillir 3 % des voix. Il a indiqué que le Mouvement des démocrates présente des listes homogènes à Paris (dans tous les secteurs), Nanterre, Châteaufort, Villeneuve, La Pléche, Nice, Fougères, Saint-Quay-Portrieux, La Ricamarie, Yerville, Lariche, et Montcu-Baroud. Il participe également à de nombreuses listes.

Pour l'ancien ministre, « la France entre dans une période délicate, où le président de la République joue de plus en plus les premiers ministres, et où le premier ministre, arrivé trop tard dans un monde trop vieux, se comporte comme un bon ministre des finances ». « Ne vous y trompez pas, a-t-il déclaré, même si, à l'insulte d'hier, succède la concordie, nous risquons d'avoir des législatures anticipées ».

Il a déclaré : « Ceux qui récusent l'alternance ont la nécessité de l'alternance et font qu'elle interviendra dans des circonstances difficiles, voire tragiques. A force de creuser ce sillon, ils ont creusé le sillon de la discordie. Ils ont accablé des institutions qui n'ont rien fait ni pour un cin ni pour une classe mais pour les Français ».

« Irresponsable » ?

Faisant allusion, sans le nommer, à M. de Guiringaud, qui l'avait accusé de tenir des propos irresponsables, M. Jobert a dé-

SEINE-SAINT-DENIS : M. Valbon (P.C.F.) répond à M. Poniatowski.

M. Georges Valbon, maire communiste de Bobigny, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, a répondu, jeudi 10 mars, aux critiques adressées par M. Michel Poniatowski à l'attitude des élus du P.C.F. dans ce département (le Monde, du 9 mars).

M. Valbon s'est efforcé d'avoir pu « rétablir la vérité » sur les antennes d'Europe 1, où M. Poniatowski s'était exprimé. Il affirme qu'il n'a jamais été question de réserver un logement ou un emploi dans Bobigny aux seuls membres du parti communiste.

De son côté, Mme Cathalifaud, communiste, présidente de la commission des affaires sociales au conseil général de la Seine-Saint-Denis, rappelle « que c'est en Seine-Saint-Denis que le nombre de grèves est le plus important : cent grèves, soit cinq mille places ». Elle proteste également contre les déclarations de M. Poniatowski.

ARDÈCHE

ANTRAIGUES. — Le parti socialiste précise qu'il n'est pas représenté sur la liste conduite par M. Balssade (P.C.F.), et sur laquelle figure le chanteur Jean Ferrat. Il estime qu'en conséquence cette liste ne peut se baptiser « liste d'union de la gauche ».

PUY-DE-DOME

AUBIERE. — M. Dignes, maire socialiste sortant, est l'objet d'une mesure de suspension prononcée par la fédération départementale du P.S. à la suite de son refus de constituer une liste d'union de la gauche. Il a fait appel de cette décision auprès des instances nationales du P.S.

COURNON-D'AUVERGNE. — Le maire socialiste sortant, M. Joseph Cardet, conseiller général, a été suspendu par la fédération départementale du P.S. pour n'avoir pas constitué une liste d'union de la gauche. Il a fait appel auprès des instances nationales du P.S.

SEINE-ET-MARNE

CHAILLY. — La liste d'union de la gauche, conduite par M. Gérard Bordu, député communiste, est composée de 17 P.C., 12 P.S., 2 M.R.G. Celle de M. Grousselle, premier adjoint —

qui veut prendre la succession de M. Rabourdin, ancien député R.P.R., qui ne se représente pas — comprend 4 R.P.R., 1 C.D.S. et 25 personnalités diverses. Deux autres listes sont en lice : l'une conduite par M. Oger, radical, qui se situe dans le mouvement de la majorité, et l'autre, qui se réclame de l'écologie et de l'auto-gestion.

DAMMARIE-LES-LYS. — Mme Pouvreau, maire sortant communiste, conduit une liste composée de 14 P.C., 13 P.S., 1 radical de gauche. Elle ne saurait donc être menacée par un socialiste, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 11 mars. La liste adverse, de la majorité, est conduite par M. Gery.

PAS-DE-CALAIS

LENS. — M. André Deléclis, député socialiste, maire de Lens, cité dans la « tribune » du 13 mars signée par M. Eric Hünemmann (le Monde du 9 mars), tient à préciser qu'il n'a pas refusé l'alliance avec le parti communiste, mais que des circonstances locales ont empêché la réalisation d'un accord. « La section socialiste de Lens et André Deléclis, ajoute-t-il, tiennent à réaffirmer leur attachement au parti socialiste et à l'union de la gauche ».

PRÉCISIONS ET MISES AU POINT


● Mise en cause par le mouvement Paris-Écologie (le Monde du 11 mars), la R.I.V.P. (Réseau immobilier de la Ville de Paris) fait la mise au point suivante : « Il est notoire que son activité de restauration d'immeubles s'exerce essentiellement dans le cadre de financements publics provenant tant de l'Etat que de la Ville, qui n'ont jamais autorisé de réalisation de « grand standing ». Dans ces immeubles, le relogement est proposé aux habitants traditionnels à un niveau de loyer identique à celui des H.L.M. Elle s'efforce, dans ces conditions, qu'une accusation de spéculation ait pu être lancée aussi légèrement ».

● M. Georges Dayan (P.S.), tête de liste de l'union de la gauche dans le deuxième secteur de Paris, précise que son colistier, M. Dabiez, n'a pas signé un manifeste sur la prétendue violation des droits de l'homme en Israël (le Monde du 6-7 mars), une similitude de nom avec M. Dabiez ayant laissé croire. M. Dayan rappelle que son colistier, M. Jack Lang, n'a jamais invité de troupes palestiniennes au Festival du théâtre de Nancy. D'autre part, le G.E.R.S.S. (Groupe d'études et de recherches socialistes) appelle ses membres et sympathisants à soutenir les listes dirigées par des socialistes, notamment celle de M. Georges Dayan.

● Après l'article sur les candidatures écologiques dans notre édition du 9 mars, l'association Vivre à Chabéry nous précise que la liste « Mieux vivre à Chabéry » qu'elle présente n'est pas liée au Mouvement écologique mais « relève d'un mouvement associatif auquel les préoccupations écologiques ne sont pas étrangères ».

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A LA QUEUE EN BRIE ET A PONTAULT-COMBAULT




"Acajou", 134 m², 5 pièces, à la Queue-en-Brie. Autres modèles de 93 à 278 m².

A 15 KM et à 18 KM de Paris par l'autoroute de l'est et la N. 4.

Les maisons individuelles du Domaine de l'Ormoie dominent un beau paysage de la Brie, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Elles ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, de grands jardins. Accès depuis Paris par l'autoroute A.4 (sortie Noisy-le-Grand) ou la N.4.

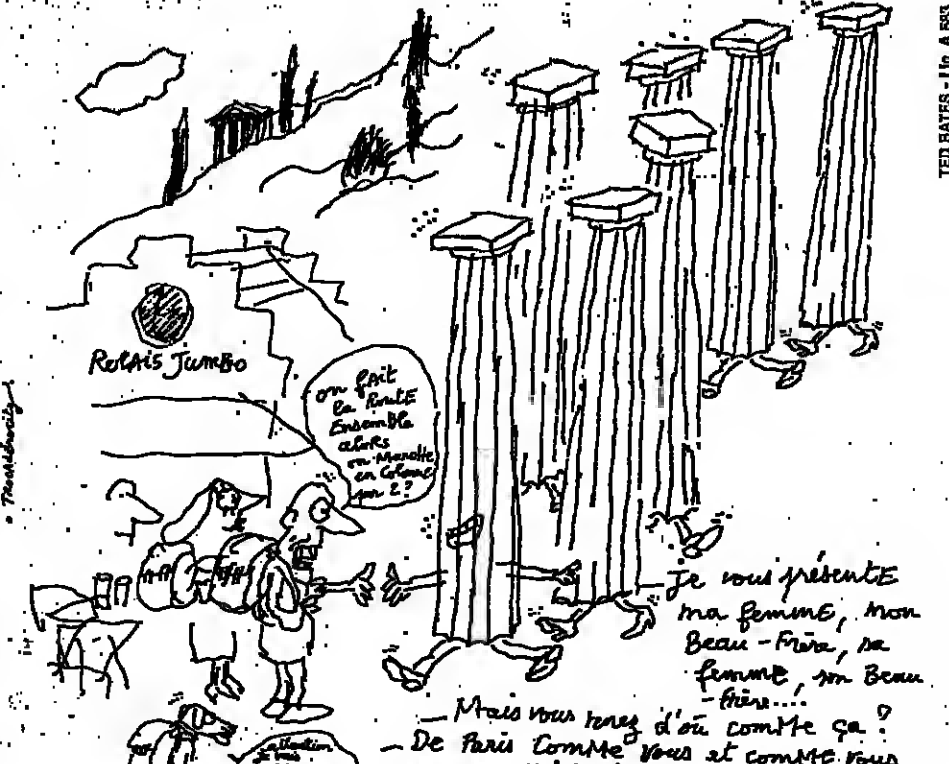
Les maisons du Domaine du Bois la Croix profitent d'un parc privé de 18 ha et de tennis. Elles ont de 93 à 155 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Accès par l'autoroute A.4 (sortie Val Maubré) ou la N. 4.



Domaine de l'Ormoie
Domaine du Bois la Croix

VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DE L'ORMOIE 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77490 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63)

Dans un Relais Jumbo, vous trouverez des compagnons de voyage dans un pays où vous ne connaissez personne.



Quand vous partez en voyage avec Jumbo, dans un pays que vous ne connaissez pas (il y a 29 destinations au choix), vous trouvez sur place le Relais Jumbo : une équipe très débrouillarde qui vous aide à réaliser vos projets de découverte. Par exemple : trouver des compagnons de voyage pour faire un raid à moto à travers le Maroc. Ou trouver une camionnette — qui ne tombe pas en panne — pour parcourir la Grèce. Car voyager avec Jumbo, ce n'est jamais voyager avec une armée de touristes — et être obligé de se comporter en touriste.

Mais l'assistance à destination n'est qu'une facette de la formule Jumbo. Pour le prix du billet d'avion, Jumbo vous fait 3 cadeaux : il vient vous chercher à l'aéroport, vous offre 2 nuits d'hôtel à l'arrivée et des Jumbochèques (à échanger par exemple, contre des nuits d'hôtel ou une location de voiture).

Jumbo, c'est la seule formule de voyage qui vous permet encore de voyager sans vous sentir perdu. Ni prisonnier.

Il y a 29 Relais Jumbo sur 4 continents. En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences AVE FRANCE.

Si vous voulez la brochure Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom
Prénom
Rue
Code postal
Ville
A envoyer à Ted Bates
Jumbo : 3, rue Bellini - 92800 Puteaux

Avec Jumbo, vous faites votre voyage. Pas celui des autres.

POLITIQUE

Plus de 33 millions d'électeurs
sont appelés à voter dans 36575 communes

Depuis le dernier renouvellement général des conseils municipaux, qui eut lieu les dimanches 14 et 21 mars 1971, plusieurs modifications d'ordre législatif sont intervenues.

Ainsi, Paris a été dotée par la loi du 31 décembre 1975 d'un nouveau statut qui étend à la capitale l'application du régime de droit commun d'administration communale. Comme c'était déjà le cas à Paris, à Marseille et à Lyon, Toulouse et Nice ont été divisées en « secteurs » par la loi du 19 juillet 1976.

Pour ce qui est des conditions de présentation des candidatures, le principal changement concerne le second tour dans les villes de plus de trente mille habitants. Les listes qui n'auront pas obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 12,50 % du nombre des électeurs inscrits (précédemment cette « barre » était fixée à 10 %) ne pourront se présenter au second tour. Toutefois, si une seule liste remplit ces conditions, la liste arrivée en seconde position peut se maintenir. Si aucune liste ne remplit ces conditions, seules les deux listes arrivées en tête au premier tour peuvent faire scier de candidatures au second tour.

Peuvent voter tous ceux qui sont régulièrement inscrits sur les listes électorales et à condition de pouvoir justifier de leur identité au moment du vote. Le mode d'élection varie selon la population de la commune :

• Communes de moins de 30 000 habitants. — Le nombre des conseillers à élire ne peut être inférieur à neuf et ne peut dépasser vingt-sept ; il reste proportionnel à la population. Des bulletins de vote comportant autant de noms que de sièges à pourvoir sont mis à la disposition des électeurs (toutefois, dans les communes de moins de 2 500 habitants, des candidats peuvent présenter une liste incomplète ou même se présenter isolément). Dans l'ensemble des communes de moins de 30 000 habitants, l'électeur a une grande liberté de choix. Il peut soit n'apporter aucune modification à son bulletin, soit le « panacher », c'est-à-dire remplacer un ou plusieurs candidats y figurant par un ou plusieurs candidats figurant sur d'autres bulletins. Il peut aussi rayer des noms sans pour autant les remplacer. Il peut composer lui-même son bulletin (les bulletins manuscrits sont valables à condition qu'ils ne comportent pas de signes préférentiels). Enfin, six noms de personnes non candidates peuvent figurer sur un bulletin. Si celui-ci comporte plus de noms que de sièges à pourvoir, les derniers noms inscrits au-delà de ce nombre ne sont pas complétables.

LES RÉSULTATS
SUR LES ONDES

• T.F.I. FRANCE-INTER, R.T.L. et RADIO-MONTÉ-CARLO. — A 20 h, première opération estimation. Résultats accompagnés de commentaires et de débats avec des hommes politiques, à Paris et en province. Premier débat de T.F.I. : 22 h. 15.

• ANTENNE 2 et EUROPE 1. — Premier rendez-vous de 19 h. à 19 h. 16. De 20 h. à 20 h. 15 : opération estimation. De 22 h. à 22 h. 30, de 23 h. à 23 h. 30 et de 24 h. à 0 h. 30 : trois débats réunissant les principaux leaders politiques.

• F.R.3. — Trois rendez-vous : à 19 h. 55, 21 h. 15 et 0 h. 30. De 21 h. 35 à 23 h., chaque région donne les résultats concernant son propre secteur.

• FRANCE-CULTURE et FRANCE-MUSIQUE. — Réuni avec France-Inter prévu de 20 h. à 20 h. 5 pour l'opération estimation. Résultats, analyses et commentaires de 22 h. à 22 h. 30 sur France-Culture et de 23 h. à 23 h. 30, puis de 24 h. à 0 h. 30 sur France-Musique.

PAS DE CAMPAGNE
SUR LES PANNEAUX SYNDICAUX

(De notre correspondant.)
Quimper. — Le tribunal de Quimper, saisi en audience de référé, a ordonné le retrait immédiat d'une affiche émanant de la commission exécutive de la C.G.T. et concernant les élections municipales, qui avait été apposée au panneau réservé aux avis syndicaux dans une entreprise de Quimper, les Papeteries de Quimper.

Dans son jugement, le tribunal reconnaît que, pour défendre les intérêts de leurs membres, les organisations professionnelles peuvent être amenées à porter des appréciations sur les programmes d'action des divers formations politiques. Mais le tribunal estime qu'on ne peut, en revanche, conseiller aux salariés, par voie d'affiche sur les panneaux de vote pour telle ou telle liste à l'occasion d'une consultation électorale.

Les représentants de la section C.G.T. ont indiqué que les tracts affichés n'appelaient pas à voter pour un ou des candidats nominativement désignés, mais, d'une manière générale, pour des listes qui soutiennent l'union de la gauche, conformément aux intérêts des travailleurs, dont le syndicat assure la défense.

Compte tenu de ces dispositions, le décompte des voix se fait par candidat. Sont élus au premier tour, les candidats réunissant un nombre de voix à la fois supérieur à la moitié des suffrages exprimés et au quart des électeurs inscrits. Au second tour, l'élection se fait à la majorité relative ou au profit du candidat le plus âgé, en cas d'égalité de suffrages.

• Communes de plus de 30 000 habitants. — Les électeurs utilisent des bulletins de vote qui comportent autant de noms que de sièges à pourvoir. Ils ne peuvent y apporter aucune modification. Tout « panachage », ajout, modification de l'ordre de présentation... rend nul le bulletin modifié.

Au premier tour, la liste qui a obtenu un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits et plus de la moitié des suffrages exprimés est élue. Au second tour, l'élection a lieu à la majorité relative.

A Paris, à Marseille, à Lyon, à Toulouse et à Nice, les électeurs votent par secteurs, le mode de scrutin étant, dans chaque secteur, régi par les dispositions applicables aux communes de plus de 30 000 habitants.

Dans la région parisienne

A Paris, le scrutin sera ouvert, le dimanche 13 mars, de 8 heures à 20 heures. Il en est de même dans toutes les communes des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, ainsi que dans les communes de plus de 30 000 habitants de l'Eure-et-Loire, de la Seine-Saint-Denis et des Yvelines (dans les autres communes, les bureaux de vote seront fermés à 19 heures) ainsi que dans toutes les communes du Val-d'Oise.

Controverse autour des sondages d'opinion

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a contesté, jeudi 10 mars, à France-Inter, la valeur d'un sondage d'opinion dont Paris-Match, dans son numéro 1451 daté du 18 mars, publie les résultats. Ce sondage, réalisé par l'Institut public S.A. dans les vingt arrondissements de Paris auprès de quelque 13 300 personnes, indique que dans tous les secteurs sauf un (celui du 12^e arrondissement) les candidats soutenus par M. Chirac devancent ceux des listes parrainées par M. d'Ornano. M. Lecanuet a déclaré : « Paris-Match — je ne pense pas m'exposer à un démenti — a toujours travaillé pour l'U.D.R., qui s'appelle maintenant le R.P.R. Donc il publie des sondages favorables au candidat du R.P.R. »

À propos d'autres enquêtes d'opinion publiées par le journal de Paris et mettant en lumière l'avance de la gauche au second tour dans différents arrondissements, le ministre d'Etat a ajouté : « Le Matin de Paris n'a

pas caché — c'est d'ailleurs sa raison d'être — qu'il est un journal favorable à ce que l'on appelle la gauche, et spécialement au parti socialiste. Alors on voit très bien comment se fait une sorte de manipulation. Il faut donc revenir aux sondages sérieux, objectifs et présentés par les instituts. »

Les propos de M. Lecanuet ont donné lieu à une double mise au point. La première émane de la direction de l'hebdomadaire, qui a publié la déclaration suivante : « Paris-Match considère comme une diffamation grave l'accusation de « travailler » pour un parti politique quel qu'il soit. Paris-Match, dirigé par des journalistes, n'est inféodé à aucun parti et ne dépend d'aucun groupe financier. Paris-Match s'honore d'avoir publié, dans les six derniers mois, des entretiens politiques avec MM. Giscard d'Estaing, Mitterrand, Barre, Servan-Schreiber, Chirac, Edgar Faure, Ceyrac, Mme Simone Veil, etc. Paris-Match reste convaincu que c'est à toujours été : un hebdomadaire

d'information, libéral et indépendant. »

La seconde mise au point a été publiée par Public S.A., qui a déclaré « être en mesure de fournir à une commission d'experts neutres et indépendants toutes les preuves de la rigueur de cette étude. » Public S.A. « propose en retour que ceux qui mettent en cause son travail, apportent à ladite commission les mêmes preuves pour les sondages ayant été publiés à l'occasion de la campagne des municipales », et conclut : « Notre indépendance vis-à-vis de quiconque est totale. »

M. MARCHAIS :
une manipulation

M. Georges Marchais, interrogé jeudi 10 mars par T.F.I. sur les résultats des derniers sondages d'opinion, s'est lui aussi élevé contre la réalisation et la publication de ce genre d'études et a refusé de les commenter. Il a estimé que « les sondages sont manipulés » et constituent « une publicité tapageuse ».

M. LABBÉ :
instaurer certaines règles du jeu

Enfin, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a déclaré le même jour à propos de la valeur des sondages d'opinion : « Nous allons approfondir cette question. Nous ne souhaitons pas imposer une règle quelconque à la profession. Nous voudrions que cette dernière accepte des règles qu'elle aurait elle-même définies. Il s'agit d'instaurer certaines règles du jeu, de ne pas laisser des intérêts privés et personnels s'imposer et prendre le dessus. Certes, la concurrence peut avoir des effets bénéfiques en imposant un minimum de sérieux, mais elle ne joue pas pour des sondages réalisés six mois ou un an, voire un mois, avant un scrutin. »



(Dessin de CHENET.)

POUR
MIEUX COMPRENDRE
LES RÉSULTATS
DES MUNICIPALES

Un test politique d'une exceptionnelle importance.
Un premier round avant les élections législatives de 1978 : les municipales, c'est ça. Tout le monde en convient. La passion de la campagne électorale, la division de la droite, les espoirs de la gauche, les sondages, l'ont prouvé.

Mais comment « lire » dimanche soir 13 mars, les résultats de cette confrontation capitale. On vote dans 36.575 communes pour désigner 475.000 conseillers municipaux sur des listes « bloquées » ici, en « panachant » ailleurs...

Une avalanche de chiffres et de noms va s'abattre, qui risque d'engloutir l'auditeur ou le lecteur, ou de le livrer sans défense aux commentaires partisans.

Pour y voir clair, pour comprendre à coup sûr, pour interpréter à chaud ces résultats livrés en vrac. Pour savoir rapidement si la gauche l'emporte, si les Chiraciens s'effondrent, si les socialistes progressent très fort ou insuffisamment, si les écologistes mettent en échec les candidats des grands partis, il faut des points de repère complets et simples, une bonne liste des situations typiques, quelques éléments de comparaison.

Ce guide indispensable pour ne pas s'égarer dans les forêts municipales, le Nouvel Observateur l'établit pour vous.

A ne pas manquer dans le prochain numéro.

LE NOUVEL
observateur

En vente dès samedi.

Les élections

A FR 3 - Nice

PROTESTATIONS DU S.N.J.
CONTRE DES « MENACES
ET INTIMIDATIONS »
VISANT DES JOURNALISTES

(De notre correspondant régional.)
Nice. — Le bureau du Syndicat national des journalistes a élevé une protestation, le jeudi 10 mars, auprès de M. Claude Lemoine, directeur des stations régionales à FR 3 contre « les menaces et intimidations » dont la section locale du S.N.J. de la station de Nice-Côte d'Azur aurait été l'objet, au cours d'une inspection générale. Celle-ci paraît avoir fait suite à un conflit survenu à propos des élections municipales entre la section du S.N.J. et le directeur de la station, M. Jean-Claude Courty.
Selon le Syndicat, M. Courty n'aurait pas communiqué à la rédaction une note signée par le président de la société FR 3, M. Claude Contamine, en date du 2 janvier 1977, donnant des instructions précises pour « assurer le respect des principes d'objectivité et d'impartialité, à l'occasion des élections de mars 1977 ». Les journalistes de la station n'en auraient pas tenu compte le 25 février, lorsque M. Contamine avait fait supprimer de l'antenne, au dernier moment, une interview de M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire R.P.R. à l'Assemblée. L'interview n'était en effet pas conforme aux recommandations transmises auparavant à tous les directeurs de station. Le S.N.J. reprochait également à M. Courty d'avoir « monopolisé » l'information politique et de ne pas appliquer à lui-même les principes rappelés dans la note. Candidat aux élections municipales de Biot (Alpes-Maritimes), M. Courty mentionne en effet dans sa campagne ses fonctions de directeur de FR 3 Nice-Côte d'Azur.

LA DIRECTION DE FR 3 : des
critiques inexactes et tendancieuses.

La direction de FR 3 a publié à ce propos le communiqué suivant : « La direction de FR 3 relève sévèrement les termes du communiqué du S.N.J. de Nice, qui évoquant la mission d'un inspecteur général de la société, décide à la suite d'une démarche du même syndicat, toute d'appréhension, d'interdire à un homme exemplaire et irréprochable par son courage et son expérience... »

Quant au chef des services de FR 3 Côte d'Azur, depuis le 26 février, il s'est abstenu de paraître et d'être cité à l'antenne, comme il est de règle, pour tous les autres collaborateurs permanents de cette société, lorsqu'ils sont candidats.

« La direction de FR 3 ne peut que regretter que des critiques aussi inexactes et tendancieuses aient été formulées dans une affaire où son souci a été de maintenir le fonctionnement normal de l'information, en dehors de toute pression. »

M. SARRE ET LE CERE
POURSUIVENT « L'AURORA »

M. Georges Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a indiqué, jeudi 10 mars, qu'il intentait une action contre le journal L'Aurore, à la suite de l'éditorial publié par ce quotidien dans son numéro de mercredi 9 mars.

Georges Sarre, Jean-Pierre Chevènement et le CERE ont remis à leur avocat, M. Jean-Paul Lévy l'ensemble des éléments de publication de L'Aurore devant le dix-septième tribunal de Paris, dont le tribunal correctionnel de Paris, précise M. Sarre.

M. Lévy fera pour sa part une démarche auprès du substitut chargé de l'audience du parquet de Paris pour que l'affaire vienne dans les meilleurs délais. Par ailleurs, M. Sarre, faisant usage du droit de réponse, a adressé à L'Aurore une mise au point.

M. Sarre s'élève contre l'éditorial de J. Van den Esch, qui laisse entre au débat entre le candidat socialiste et M. Chirac. L'ancien premier ministre avait produit des textes du CERE, dont M. Sarre est l'un des animateurs, afin de faire apparaître que ce courant ou parti socialiste est « révolutionnaire » (« le Mouvement » ou 10 mars). L'éditorialiste de « L'Aurore » qualifie notamment M. Georges Sarre d'« ancien barcadier de 1968 ».

« Un attentat, commis dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 mars, a provoqué d'importantes dégâts dans les locaux de la fédération du Finistère du parti communiste, à Quimper. Deux cocktails Molotov ont été lancés vers 3 heures du matin dans une pièce où sont entreposés le papier et le matériel d'imprimerie, provoquant un début d'incendie. Les dirigeants départementaux du P.C. estiment à plus de 50 000 F le montant des dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué. Une manifestation de protestation, organisée jeudi soir, dans le centre de Quimper, a réuni plusieurs centaines de personnes. »

هكذا نحن النحل

POLITIQUE

municipales

RÉPONDANT A M. MARCHEAIS

M. Mitterrand : les socialistes se désisteront sans hésitation

De notre correspondant régional

Lyon. — De passage à Lyon où il est venu, jeudi 10 mars, apporter son soutien à la liste d'union de la gauche que conduit M. Claude Labbé, M. Mitterrand a répondu, au cours d'une conférence de presse, aux propositions de M. Marchais sur les désistements à l'issue du premier tour de scrutin dans les villes de plus de trente mille habitants où l'accord n'a pu être réalisé entre les partis de gauche. Le secrétaire général du P.C.F. a expliqué qu'il appartenait aux organisations locales de se prononcer, laissant ainsi entendre que les désistements dans ces villes ne seront pas automatiques (le Monde du 10 mars).

« C'est la première fois, a observé M. Mitterrand, qu'un responsable communiste engage son parti à soutenir directement ou indirectement, en laissant la possibilité de soutenir en hésitant sur le désistement, les listes Giscard-Barre-Chirac. Nous disons, nous, que c'est sans discussion et sans hésitation que les socialistes se désisteront partout en faveur de la liste de gauche la mieux placée. C'est sans complaisance, sans question d'honneur politique, de respect des électeurs et de la discipline des partis, le refus de prêter la main à la droite. »

La liste d'union de la gauche que conduit M. Bernardin à Lyon a une moyenne d'âge de trente-huit ans. Elle comporte 20 % de femmes (douze candidates sur soixante et un). Sa composition politique est la suivante : trente socialistes, vingt-quatre communistes, sept radicaux de gauche. Le P.C. a obtenu d'être tête de

liste dans les premiers, deuxième et troisième arrondissements. Sociologiquement, ce sont les enseignants qui sont les plus nombreux (dix), puis les ouvriers (sept), les fonctionnaires (six), les techniciens et agents de maîtrise (six), les étudiants (quatre). On compte quatre avocats, mais un seul médecin. — B. E.

M. Claude Labbé : ce n'est pas l'affaire européenne qui divisera le R.P.R. et la majorité

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a présenté à la presse, jeudi 10 mars, au Palais-Bourbon, le programme des journées parlementaires que son groupe tiendra les 20, 21 et 22 mars aux Baux-de-Provence (Bouches-du-Rhône).

La seconde journée sera consacrée à un débat sur l'organisation de cette session, avec une intervention de M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, puis à un débat politique marqué par le discours que prononcera M. Jacques Chirac, président du R.P.R. Quant au premier ministre, M. Raymond Barre, il prendra la parole lors de la dernière journée, qui s'achèvera avec le traditionnel discours du président, M. Labbé. Les membres R.P.R. du gouvernement assisteront à ces journées.

Parmi les sujets qui devraient être abordés au cours de ces journées d'études, M. Labbé a cité la réforme de la fiscalité et la politique familiale en se félicitant de voir que, sur ces deux points, le gouvernement avait répondu aux préoccupations des élus R.P.R. « En ce qui concerne la famille, a-t-il observé, l'effort entrepris est louable, mais il devra être poursuivi en évitant toute ségrégation et en ne se limitant pas à une simple politique d'assistance. »

Après avoir réaffirmé l'hostilité de son groupe au projet relatif à la réforme du statut du F.M.I., M. Labbé a évoqué les problèmes relatifs au financement des campagnes électorales. Partisan « d'empêcher l'escalade », il s'est toutefois déclaré sceptique sur l'efficacité d'un contrôle éventuel. « Quel droit de regard peut-on avoir, en démocratie, sur la comptabilité des partis ? », a-t-il demandé, avant de constater que la majorité dispose de moyens supérieurs à ceux de l'opposition. « Allez voir dans les municipalités communistes de la banlieue parisienne », a-t-il déclaré.

Interrogé sur la mission confiée à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (le Monde du 1^{er} mars), il a observé : « Nous attendons le fruit de son travail. Si ses réformes apportent quelque chose, nous serions malheureux de ne pas y souscrire. M. Servan-Schreiber a dit qu'il serait silencieux pendant six mois ; c'est déjà une bonne chose. »

EN BREF...

et de moyenne importance, parmi lesquelles Paris (deuxième et troisième arrondissements) et dix-sept autres villes de plus de trente mille habitants.

Le Front national des rapatriés français de confession islamique demande à ses adhérents et sympathisants « de ne plus se laisser bernier, et de voter dans leurs communes respectives pour ceux qu'ils connaissent réellement comme défenseurs de leur cause, sans tenir compte de l'appartenance politique ».

L'Association des fils de rapatriés et leurs amis, que préside M. Jacques Roussu, a publié jeudi 10 mars une déclaration dans laquelle elle invite les électeurs rapatriés « à se prononcer clairement, dès le premier tour, en opposant leurs suffrages aux listes de l'opposition » car celle-ci « a pris des engagements formels et précis à propos du contentieux qui oppose encore les rapatriés aux pouvoirs publics », engagements que l'Association estime « tout à fait satisfaisants ».

La comptabilité des partis et son contrôle éventuel

« Plus on est exigeant mieux cela vaut »

Abordant le problème de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, M. Labbé s'est refusé à voir une éventuelle « pomme de discorde » pour la majorité. Il a déclaré : « Il n'y a pas d'anti-européens parmi nous. Certains, tels M. Michel Debret ou Alexandre Sanguinetti, ont des positions plus exigeantes ; mais on s'aperçoit que les bons Européens ne sont pas ceux qui accepteraient une élection à n'importe quelles conditions. Nous sommes profondément européens, mais nous ne pouvons accepter une Assemblée élus n'importe comment pour faire n'importe quoi. Ce n'est pas autour de l'affaire européenne, a-t-il affirmé,

M. Chirac le R.P.R. et l'Europe

Dans la revue l'Appel, de mars, M. Jacques Chirac écrit : « Le véritable débat sur le projet proposé ne pourra s'ouvrir que lorsque les conditions prévues par le traité auront été préalablement remplies, notamment en ce qui concerne les modalités d'élection au suffrage universel direct des membres de l'Assemblée. Vouloir précipiter les choses serait s'exposer à de graves désagréments. »

Mardi 8 mars, à France-Inter, l'ancien premier ministre déclare que « rien n'a changé » depuis son discours de Strasbourg du 17 mars 1976. Il ajoute que le conseil national du R.P.R. se réunira le 24 mars et que cette instance « verra bien de ce moment-là qu'elle est la décision définitive qu'il prendra ».

Le lendemain, 9 mars, le président de la République déclare — sans doute à dessein — au conseil des ministres :

« L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel constitue un projet essentiel, qui engage la parole de la France. »

Le Parlement sera appelé à le modifier au cours de sa prochaine session. »

Le débat porte donc sur le point de savoir si les conditions posées par M. Chirac, le 17 mars 1976, seront satisfaites lorsque la discussion s'ouvrira au cours de la session qui commence le 2 avril. Dans ce discours, l'ancien premier ministre voyait « trois problèmes essentiels » :

« D'abord il n'est évidemment pas question que la prochaine assemblée puisse se voir confier des pouvoirs autres que ceux qui sont actuellement les siens. Une déclaration solennelle du gouvernement devra affirmer qu'en aucun cas la France n'acceptera de participer à des négociations tendant à élargir les compétences de l'Assemblée, telles qu'elles résultent du traité de Rome. »

Ensuite, il est bien entendu que le mode de scrutin retenu ne saurait s'apparenter ni de près ni de loin à un scrutin régional. On ne peut prétendre faire l'Europe en délaissant la France. »

Enfin, s'agissant d'un accord qui doit témoigner d'une volonté commune des Neuf de faire progresser l'Europe, il doit y avoir réciprocité dans les engagements. Les Français ne comprendraient pas que tel ou tel de leurs partenaires signe un accord et cherche immédiatement à en différer l'application. »

L'élection au suffrage universel doit intervenir simultanément dans tous les Etats membres et se dérouler selon les mêmes règles. C'est une exigence du bon sens, car à quoi ressemblerait une assemblée dont certains membres seraient élus au suffrage universel direct et d'autres les élus de Parlements nationaux ? »

Le jeudi 10 mars, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. :

« En fait, tout dépendra de la manière dont le gouvernement répondra à nos exigences. Plus on est exigeant, mieux cela vaut. »

Le prix Robert Schuman 1977, d'un montant de 30 000 marks (60 000 F.), a été décerné mercredi 9 mars à M. Gaston Thoma, président du gouvernement du Luxembourg. — (A.P.)

MORT DE M. DIDIER MAIRE DE ROMANS

M. Pierre Didier, maire de Romans, ancien député, est décédé le 10 mars, à l'âge de cinquante-sept ans.

Il avait été hospitalisé à Lyon, le 18 février dernier, à la suite d'une grave maladie. Il se présentait en tête de liste « majorité présidentielle » face à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Georges Fillard, député de Romans (P.S.). La liste de M. Didier, composée par l'équipe municipale sortante, se présentera dimanche telle qu'elle était prévue. En cas de succès, une élection complémentaire ultérieure désignera le trente et unième membre du conseil municipal.

[Pierre Didier était né le 12 janvier 1920 à Romans (Drôme). Il était maire de cette ville depuis 1965 et avait été député de la circonscription (apparenté U.N.R.) de 1962 à 1967. M. Didier avait aussi été conseiller général ou canton de Romans de 1964 à 1970.]

Chevy 2

Ces maisons de campagne sont de parfaites résidences principales

Parcours de golf au cœur de Chevy 2

10 modèles de maisons vendues avec leur terrain en toute propriété.

LOUISIANE 6 pièces + garage (2 voitures) Séjour, salle à manger, 4 chambres, 2 salles de bains. 620.000 F.

Visitez les maisons modèles tous les jours, dimanche inclus de 10 à 20 h. Deux itinéraires ultra-rapides : Par le Pont de Sévres ou l'autoroute du Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et prendre la D35 (vers Chartres par RN198).

Chevy 2 offre aussi un ensemble unique d'équipements : Ecoles / Collège 2 maternelles, 2 primaires, 1 C.E.S., 1 crèche et 2 garderies. Piscine / Country-Club avec restaurant. Tennis / Sports 4 courts, 2 gymnases et 1 salle omnisports. Golf 9 trous, practice, pitch and putt sur 27 hectares. Centre Commercial Ulys 2 à moins de 4 km. Superette et pharmacie dans la résidence.

CHEMIN DE BELLEVILLE, 91190 GIF TEL 012.12.12

Envoyez de bon avec votre carte de visite au CPH Av. Charles de Gaulle, 75100 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation CHEVY 2.

NOM _____ ADRESSE _____ TEL _____

Les élections municipales

opinion

PROTESTATIONS DU CENTRE DES PARTIS ET INTERMEDIATION

ORIGINE

RE

DÉFENSE

Le service militaire en France est moins inégalitaire que dans de nombreux autres pays européens estime le général Costa de Beauregard

« La proportion des jeunes Français qui échappent, à un titre ou à un autre, au service militaire approche les 30 %. Ce pourcentage est sans doute excessif, encore que dans d'autres pays il soit supérieur, mais le fait n'est pas anormal », écrit le général de corps d'armée (cadre de réserve) Roland Costa de Beauregard, dans un numéro spécial, consacré au service national, du bulletin d'information du comité national de liaison Défense-Armée-Nation, présidé par le général d'armée aérienne François Maurin, ancien chef d'état-major des armées et conseiller d'Etat (1).

« Les armées sont obligées de s'adapter à l'évolution générale des sociétés industrielles, c'est-à-dire au développement croissant des soutiens. Là non plus, les armées ne sont pas un cas particulier, et tout le monde sait que la S.N.C.F. n'est pas faite que de personnel roulant ni Air France de navigants », écrit encore le général Costa de Beauregard, qui fut notamment instructeur

à Saint-Cyr et à l'École supérieure de guerre avant d'être inspecteur des réserves de l'armée de terre. Actuellement, avec 435 000 recensés, les armées incorporent, comme appelés ou engagés, environ 69 % des jeunes Français (301 000 hommes) et le service national, autre que militaire, appelle 5 000 hommes (1,8 % de la classe).

Le total des réformés (après l'incorporation), des dispensés (sur des critères socio-professionnels) et des exemptés (critères physiques, essentiellement) s'élève à 125 000 hommes environ, soit 29,6 % de la classe.

70 % d'incorporés

Le général Costa de Beauregard fait observer que le rapport des effectifs incorporés sur les effectifs recensés, s'il est de 70 % en France, est de 40 % aux Pays-Bas, de 50 % en Belgique, en Italie et en Union soviétique, et de 58 % en République fédérale d'Allemagne. « L'équité du

service est à rechercher, écrit l'auteur de l'article, dans la stricte application de la loi qui doit, elle, être égale pour tous. »

Enfin, le général Costa de Beauregard croit pouvoir indiquer que la réforme en cours de l'armée de terre, qui supprime la distinction entre forces de manœuvre et forces territoriales, et qui dissout des états-majors et un certain nombre de centres d'instruction, tendra vers la répartition suivante des effectifs : 65 % dans les unités de combat et de soutien direct ; 25 % dans l'infrastructure et le soutien indirect, et 10 % dans les écoles. Actuellement, la répartition d'un contingent est la suivante : 52,3 % dans les formations de combat ; 21,7 % dans le soutien immédiat et le commandement, et 26 % dans l'infrastructure et les écoles.

(1) Bulletin d'information n° 5, 243 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Une certaine idée de l'armée

(Suite de la première page.)

Hitler n'a que trop vite senti l'impérieuse nécessité de se constituer son armée d'élite qui allait donner les plus violents coups de boulot à l'Europe que celle-ci ait jamais connus.

Les S.S. qui bouillonnaient nos troupes en 1940 savaient pourquoi ils mouraient, pas nos soldats. La drôle de guerre leur avait fait oublier, à moins que la République ait omis de le leur dire.

Plus près de nous, Léoline, ou plutôt son œuvre, arme en Indochine le bras vengeur des troupes d'Ho Chi Minh. Qui savait pourquoi nos soldats mouraient là-bas, tandis que tout était fait pour que l'opinion publique les oublie lorsqu'elle ne les conspuait pas ?

Ainsi, la société libérale n'a-t-elle pas su apprendre à ses enfants qu'elle était en droit d'exiger d'eux le sacrifice, et que l'individualisme forcé avait précédé ses limites à la naissance de la communauté. Les responsabilités de cette situation sont évidentes, et l'armée y a sa part. Mais elle a d'énormes circonstances atténuantes, car, lorsqu'on se des cadres envisage ces questions, plane sur sa tête cette épée de Damoclès qui, en l'occurrence, porte nom : le faire-de-la-politique.

Le service le plus noble du pays est le plus souvent, dans notre armée, relégué au niveau d'une maladie honteuse. Il y a pire. Car si la guerre, a souvent changé de forme, elle a aussi changé de forme.

Avec la forme subversive de la guerre idéologique est apparue l'ennemi de l'intérieur, dont on a fait si grand cas à une certaine époque, non sans justes raisons. Le fait nucléaire a gelé — provisoirement ? — la possibilité d'une intervention militaire dans un certain nombre de régions du globe. Pour autant, la volonté d'expansion bien connue de certains pays n'a pas diminué, le conflit direct ayant dans la plupart des cas fait place à la subversion. Et définir le rôle de l'armée dans ce type de circonstances est probablement un des problèmes les plus épineux à résoudre.

La rage au cœur

Ce qu'il est difficile d'affirmer, c'est que le premier devoir du militaire dans un tel climat c'est d'être dans la nation « comme un poisson dans l'eau ». Or qu'en est-il ? Comment imagine-t-on concrètement qu'un militaire de carrière puisse s'immerger dans la vie de sa ville de garnison ? Qui conque a vécu en province sait que lorsque les gens se décident à quitter le sacro-saint « petit écran », c'est pour évoquer leurs problèmes, c'est-à-dire pour parler politique au sens le plus large du terme. Peut-être est-il déplorable que notre pays vive perpétuellement en campagne électorale ; il en est néanmoins ainsi. Il est donc normal dans beaucoup de cas que les militaires éprouvent des difficultés à « s'intégrer », comme l'on dit, parmi les « civils » ; ils n'ont rien à leur dire. On va même, comme nous l'avons vu, jusqu'à leur interdire de parler de leur propre problème, c'est-à-dire de la défense de ce pays, au nom d'une prétendue « réserve », qui ne fait que camoufler dans la plupart des cas le « flou », pour ne pas dire les incohérences, de notre politique de défense. Dans ce domaine, le militaire apparaît comme un citoyen immature, sinon de seconde zone, par sa méconnaissance de la chose publique au sens large.

Car si la forme de guerre a changé, l'armée, elle, n'a pas changé. Nous ne parlons pas ici des structures qui ont considérablement évolué, à juste raison dans beaucoup de cas, de par la volonté du pouvoir politique. Nous voulons parler des mentalités : elles sont à peu de chose près les mêmes que celles de l'armée du Désert des Tartares, de Dino Buzzati. De Gaulle, s'adressant à une promotion de Saint-Cyr, disait : « Il y a dans tout saint-cyrien un rêve de gloire qui sommeille, un soir de bataille, au pied d'un drapeau. »

Et qui dans notre armée n'est pas aujourd'hui comme ce lieutenant Drogo scrutant l'immensité du désert et rêvant tragiquement à son heure de gloire, à l'arrivée des Tartares ? Mais autour de nous, au lieu de désert, il y a la France, et nos Tartares d'aujourd'hui nous valent autant par le poids de leur idéologie que par celui de leurs épées. Faut-il Drogo ? Ton armée se fera balayer et l'attente lui aura rompu les nerfs. Le même sort guette la mienne car on aura voulu lui faire croire que son combat n'était pas politique. Ah ! Déjà l'armée de Gamelin, si elle avait su qu'elle défendait une certaine idée de l'Homme !

En face de cette situation, quel sacerdoce. Cette évidence n'est apparemment plus guère de mise dans les démocraties occidentales, où bien les politiques ont singulièrement perdu conscience de ce que sont devenus leurs peuples. Tout jeune officier sait bien aujourd'hui que, dans son immense majorité, la jeunesse de ce pays n'imaginerait même pas mourir pour la France. Peut-être pour la liberté, mais qui peut la croire aujourd'hui menacée alors que des dictateurs proclament au monde leur désir de paix, monde qui ne demande qu'à les croire, comme il ne demandait qu'à croire Hitler après Munich ?

De cet état de choses naît d'ailleurs le caractère nébuleux et kaïalé du service militaire, mais c'est un autre problème.

Ainsi la société libérale n'a-t-elle pas su apprendre à ses enfants qu'elle était en droit d'exiger d'eux le sacrifice, et que l'individualisme forcé avait précédé ses limites à la naissance de la communauté. Les responsabilités de cette situation sont évidentes, et l'armée y a sa part. Mais elle a d'énormes circonstances atténuantes, car, lorsqu'on se des cadres envisage ces questions, plane sur sa tête cette épée de Damoclès qui, en l'occurrence, porte nom : le faire-de-la-politique.

Le service le plus noble du pays est le plus souvent, dans notre armée, relégué au niveau d'une maladie honteuse. Il y a pire. Car si la guerre, a souvent changé de forme, elle a aussi changé de forme.

Avec la forme subversive de la guerre idéologique est apparue l'ennemi de l'intérieur, dont on a fait si grand cas à une certaine époque, non sans justes raisons. Le fait nucléaire a gelé — provisoirement ? — la possibilité d'une intervention militaire dans un certain nombre de régions du globe. Pour autant, la volonté d'expansion bien connue de certains pays n'a pas diminué, le conflit direct ayant dans la plupart des cas fait place à la subversion. Et définir le rôle de l'armée dans ce type de circonstances est probablement un des problèmes les plus épineux à résoudre.

Car qu'il est difficile d'affirmer, c'est que le premier devoir du militaire dans un tel climat c'est d'être dans la nation « comme un poisson dans l'eau ». Or qu'en est-il ? Comment imagine-t-on concrètement qu'un militaire de carrière puisse s'immerger dans la vie de sa ville de garnison ? Qui conque a vécu en province sait que lorsque les gens se décident à quitter le sacro-saint « petit écran », c'est pour évoquer leurs problèmes, c'est-à-dire pour parler politique au sens le plus large du terme. Peut-être est-il déplorable que notre pays vive perpétuellement en campagne électorale ; il en est néanmoins ainsi. Il est donc normal dans beaucoup de cas que les militaires éprouvent des difficultés à « s'intégrer », comme l'on dit, parmi les « civils » ; ils n'ont rien à leur dire. On va même, comme nous l'avons vu, jusqu'à leur interdire de parler de leur propre problème, c'est-à-dire de la défense de ce pays, au nom d'une prétendue « réserve », qui ne fait que camoufler dans la plupart des cas le « flou », pour ne pas dire les incohérences, de notre politique de défense. Dans ce domaine, le militaire apparaît comme un citoyen immature, sinon de seconde zone, par sa méconnaissance de la chose publique au sens large.

Car si la forme de guerre a changé, l'armée, elle, n'a pas changé. Nous ne parlons pas ici des structures qui ont considérablement évolué, à juste raison dans beaucoup de cas, de par la volonté du pouvoir politique. Nous voulons parler des mentalités : elles sont à peu de chose près les mêmes que celles de l'armée du Désert des Tartares, de Dino Buzzati. De Gaulle, s'adressant à une promotion de Saint-Cyr, disait : « Il y a dans tout saint-cyrien un rêve de gloire qui sommeille, un soir de bataille, au pied d'un drapeau. »

Et qui dans notre armée n'est pas aujourd'hui comme ce lieutenant Drogo scrutant l'immensité du désert et rêvant tragiquement à son heure de gloire, à l'arrivée des Tartares ? Mais autour de nous, au lieu de désert, il y a la France, et nos Tartares d'aujourd'hui nous valent autant par le poids de leur idéologie que par celui de leurs épées. Faut-il Drogo ? Ton armée se fera balayer et l'attente lui aura rompu les nerfs. Le même sort guette la mienne car on aura voulu lui faire croire que son combat n'était pas politique. Ah ! Déjà l'armée de Gamelin, si elle avait su qu'elle défendait une certaine idée de l'Homme !

En face de cette situation, quel sacerdoce. Cette évidence n'est apparemment plus guère de mise dans les démocraties occidentales, où bien les politiques ont singulièrement perdu conscience de ce que sont devenus leurs peuples. Tout jeune officier sait bien aujourd'hui que, dans son immense majorité, la jeunesse de ce pays n'imaginerait même pas mourir pour la France. Peut-être pour la liberté, mais qui peut la croire aujourd'hui menacée alors que des dictateurs proclament au monde leur désir de paix, monde qui ne demande qu'à les croire, comme il ne demandait qu'à croire Hitler après Munich ?

est le jeune officier conscient de la montée des périls qui ne peut avoir la rage au cœur ? La rage au cœur de se sentir impuissant, la rage au cœur de sentir qu'il va perdre sa jeunesse à se faire broyer par un système qu'il sent périmé, anachronique, inefficace, souvent, la rage au cœur de sentir que lorsqu'il aura les moyens d'agir, en fin de carrière et tout va bien, il sera vieux et n'en aura plus l'envie, et même il en perdra encore la nécessité.

Et que lui reste-t-il à faire ? Abandonner, quitter l'armée ? Les plus brillants éléments sont amenés à le faire s'ils ne l'ont déjà fait. Tous rêvent d'autres horizons : la Légion, les paras, l'outre-mer, autre chose en somme. On ne leur offre rien de plus que la médiocrité. Pour quoi gâche-t-on ce formidable potentiel d'intelligence désintéressée et soucieuse d'efficacité au service du pays ?

Les « élites » de la fonction publique ont trouvé une solution face au même type de situation : l'obtention du pouvoir de décision par le biais des cabinets ministériels. Mais on refuse aux militaires cette possibilité qui, si elle avait été offerte au général de Gaulle un peu plus tôt dans sa carrière, aurait sauvé la France d'un désastre ! A-t-on songé que la moyenne d'âge des rares officiers rencontrés dans les cabinets ministériels est de dix ans supérieure à celle de leurs homologues civils ? A-t-on songé qu'il faut avoir atteint le grade de colonel pour faire autre chose que d'y « porter la serviette » du ministre ? Quand comprendra-t-on en France que dans l'armée plus qu'ailleurs l'imaginaire, c'est-à-dire bien souvent la jeunesse, doit être mise au pouvoir ? Les exemples ne manquent pourtant pas dans l'histoire militaire récente !

Beaucoup diront que les cabinets ministériels, la recherche du pouvoir de décision, ne correspondent pas aux aspirations des officiers dans leur ensemble. Ceux-là s'expliqueront pourquoi, depuis que cela est possible, les meilleurs des promotions de Saint-Cyr choisissent la gendarmerie à leur sortie de l'école : parce qu'ils pensent y trouver une place dans l'Etat. Qu'offre l'armée d'aujourd'hui à ceux qui s'y dirigent ? Ni l'aventure, ni le pouvoir, ni l'argent. Comment pense-t-on attirer les élites nécessaires à la défense d'un pays ?

Reste l'engagement délibéré dans la vie politique, au sens large, rendu désormais possible par la loi. Mais combien grands sont les risques d'être le premier sur cette voie difficile ! Difficile et attrayante à la fois : car rechercher des responsabilités politiques dans la gestion d'une ville, à l'échelon le plus concret et humain, quel apprentissage et quel prolongement aussi pour un homme dont la vie est un engagement au service de sa communauté nationale. Est-ce pourtant le chemin pour faire entendre sa voix sur cette question vitale de notre politique de défense ? Voilà qui donnerait un relief original aux prochaines consultations.

Car le problème demeure posé : notre politique de défense est-elle cohérente et efficace ?

ALAIN BLOCH.

Prochain article :

SERVICE NATIONAL ET DISSUASION NUCLEAIRE

LES SYNDICATS DÉNONCENT LA POLITIQUE SALARIALE DANS LES ARSENAUX

Les organisations syndicales C.G.T., F.O. et C.F.D.T. des travailleurs de l'Etat (personnels civils de la défense nationale) ont entrepris une consultation nationale de leurs adhérents — il existe environ quatre-vingt mille salariés des établissements d'Etat et des arsenaux — dans l'intention de dénoncer ce qu'ils considèrent comme une remise en cause par M. Yvon Bourges, ministre de la défense, de la réglementation des salaires ouvriers et des droits statutaires du personnel.

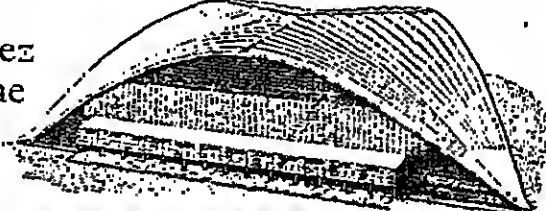
Selon les porte-parole de ces trois fédérations syndicales, le ministre de la défense a décidé de suspendre l'exécution des décrets de mai 1961 qui instaurent un salaire national des travailleurs de l'Etat, dont l'évolution suit celle des salaires de la métallurgie parisienne, pour appliquer de nouveaux textes, en préparation, qui fixeraient des salaires régionaux dont la hausse serait calculée sur l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE.

M. Bourges justifierait cette décision par le fait que le plan de M. Barre doit s'appliquer dans tous les secteurs de l'économie nationale.

CHOISISSEZ OU CHOISISSENT LES PROFESSIONNELLS.

Les professionnels choisissent au Salon des Arts Ménagers. Vous devriez tous en faire autant. A partir du 9 et jusqu'au 14 mars, le Salon des Arts Ménagers (Palais de la Défense) est ouvert au public de 10 h à 19 h. Nocturnes mercredi, vendredi et samedi jusqu'à 22 h 30.

Au Salon des Arts Ménagers, vous trouverez en un jour ce que d'autres mettront une semaine à trouver.



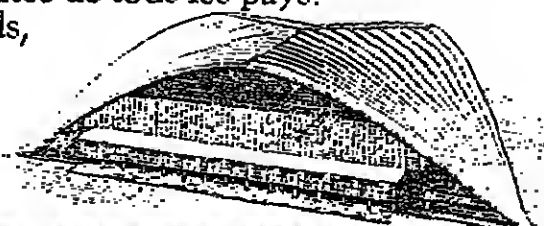
SALON DES ARTS MENAGERS.

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP PANTIN
122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
845-97-67

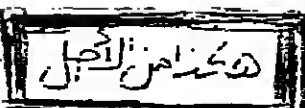
TROUVEZ EN UN JOUR CE QUE D'AUTRES METTRONT UNE SEMAINE A TROUVER.

Les professionnels n'ont pas de temps à perdre ; ils choisissent au Salon des Arts Ménagers. Au Salon des Arts Ménagers, vous verrez réunies toutes les grandes marques et toutes les nouveautés de tous les pays.

Alors, faites comme les professionnels, pour gagner du temps, choisissez au Salon des Arts Ménagers.



SALON DES ARTS MENAGERS.





AUTORISATION PREFECTORALE N° 002

LIQUIDATION TOTALE

AUX

FOURRURES DU NORD

avant travaux

**tout le stock doit disparaître
samedi 12 mars, et jours suivants.**

COLLECTION PRESTIGE

Manteaux Vison black diamond, blackglama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh.i.noor, saphir, lunaire, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

Manteaux longs et capes du soir

ESCOMPTE : 20 à 50 %

MANTEAUX	PRIX liquidation	MANTEAUX	PRIX liquidation
Agneau	1250 f 450 f	Astrakan pleines peaux	3450 f 2150 f
Lapin cotelé	1250 f 580 f	Pahmi	3450 f 2150 f
Lapin bariolé	1450 f 650 f	Agneau de Toscane	3250 f 2150 f
Flanc de marmotte	1150 f 850 f	Murmel	3450 f 2350 f
Lapin Nankin	1450 f 950 f	Patte de guanaco	4350 f 2450 f
Marmotte morceaux	1750 f 1150 f	Ragondin	3850 f 2450 f
Pahmi	1850 f 1150 f	Opossum	3850 f 2650 f
Ragondin	1850 f 1150 f	Queue de vison	4350 f 3450 f
Mouton	2450 f 1350 f	Astrakan swakara	6250 f 4250 f
Patte d'astrakan	2650 f 1450 f		
Vison morceaux	2450 f 1650 f	VESTES	
Astrakan	2450 f 1650 f	Lapin Patchwork	750 f 460 f
Chevrette	2150 f 1650 f	Lapin Nankin	1150 f 750 f
Astrakan morceaux	2450 f 1750 f	Agneau Toscane	1850 f 1250 f
Mouton castor	2850 f 1850 f		
Patte d'astrakan	3250 f 1850 f	BLOUSONS	
		Lapin bordé cuir véritable	320 f 190 f

**EXCEPTIONNEL !
CREDIT GRATUIT**

**TOUS LES ARTICLES ANNONCÉS EXISTENT
EN QUANTITÉ IMPORTANTE ET SONT GARANTIS**

115, 117, 119, rue La Fayette. PARIS 10^E
(Près Gare du Nord)

Magasin ouvert tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h 30 sauf le dimanche

Facile,
Vous pouvez jouer toute la semaine
jusqu'au mardi après-midi
précédant le tirage du mercredi.

LOTO



l'Amérique de votre choix



avec LOFTLEIDIR

Toujours fidèle à sa politique de tarifs raisonnables, qu'elle maintient depuis des années, LOFTLEIDIR vous permet, sans contrainte, de découvrir l'Amérique.

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.795 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour F. 2.205 (*)

Ces tarifs ouverts à tous n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

LOFTLEIDIR a également à votre disposition toute une gamme de tarifs particulièrement intéressants pour de courts séjours (tarifs excursion 21 jours sans minimum de séjour) ou de très longs séjours (billet valable 1 an).

Comparez vous-même ces tarifs avec ceux qui vous seront proposés par d'autres compagnies régulières.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 3 à 30 jours, à partir de 1.890 F comprenant le transport aller-retour Luxembourg-New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A)

N'oubliez pas de souligner également la possibilité d'une escale touristique en Islande lors de votre voyage transatlantique.

(*) tarif excursion 22/45 jours.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du M Joffre
06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom.....
Adresse.....

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

JUSTICE

Jugement modéré pour les six militantes du M L A C accusées d'infraction à la loi Veil

De notre correspondant

Le tribunal d'Aix-en-Provence a prononcé, jeudi 10 mars, un jugement relativement modéré contre les six militantes du Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) accusées de tentative d'avortement sur la personne d'une mineure. Cinq d'entre elles ont été condamnées à deux mois d'emprisonnement avec sursis. La sixième inculpée a été condamnée à une peine d'un mois d'emprisonnement également assorti du sursis.

Aix-en-Provence. — On attendait du procès le « procès du MLAC ». On en parlait depuis deux ans. Six militantes comparaissent devant le tribunal de grande instance sous l'inculpation de tentative d'avortement, de complicité et d'exercice illégal de la médecine. On était venu de Marseille, de Toulon, de Grenoble, de Lyon, de Paris, et même de Lille, pour soutenir les inculpées. Il y eut ainsi jusqu'à mille cinq cents ou deux mille personnes devant le palais de justice, où les forains — c'était le jour du marché — avaient renoncé à s'installer. Une énorme majorité de femmes (95 %) se retrouvaient à Aix, « d'une part, pour dénoncer l'insuffisance et l'hypocrisie de la loi Veil ; d'autre part, pour affirmer la solidarité des femmes de changer leur vie ».

De 8 h. 30 jusqu'à 17 heures, ce sera la fête. On chante, on joue de la guitare, on improvise, on débat, on lance des slogans qui sont repris et scandés. Un stand d'accueil reçoit les visiteurs. Une énorme majorité de femmes « à manger l'école pour apporter leur soutien aux inculpées ». De temps en temps, un chant monte. C'est parfois l'international ou une complainte sur l'air de Bonnie and Clyde qui relate les péripéties de l'affaire. Une affaire toute simple : le 9 octobre 1975 une mineure de dix-sept ans et demi avait recouru aux six militantes pour obtenir un avortement selon la méthode par aspiration (dite méthode de M. Morel d'Arlieux).

AFFAIRE PASCAL : DECISION LE 24 MARS

(De notre correspondant.)

Rennes. — M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Rennes, connaît jeudi 24 mars la décision de la cour d'appel de Rennes, dans l'affaire de violation du secret de l'instruction et du secret professionnel ; cette violation lui est reprochée depuis la parution, en septembre 1974 dans *Paris-Match*, d'un article qu'il avait signé sous le titre : « Bruy : le juge Pascal ne désarme pas » ; il lance un nouveau « j'accuse ».

M. Charles Libmann a demandé, ce jeudi matin 10 mars, à la chambre d'accusation, de se prononcer en faveur d'une instruction complémentaire afin de permettre que soient jointes au dossier, qu'il juge incomplet, les procédures dans lesquelles le juge Pascal a indiqué, par voie de plainte, que les éléments évoqués dans l'article incriminé avaient déjà été publiés.

Dans l'arrêt qu'elle prononcera le 24 mars, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes pourra soit prononcer un non-lieu, soit un arrêt de renvoi devant un tribunal correctionnel, vraisemblablement celui de Rennes, ou encore un complément d'instruction.

thode Karman). Au cours de l'opération, la jeune fille avait demandé à être transportée à l'hôpital : ce qui fut fait. Et son père, par la suite, portait plainte. A cette tentative s'ajoutaient des centaines d'avortements pratiqués au cours de la même année. Mais un seul cas faisait l'objet des poursuites.

Dans la petite salle correctionnelle, au premier étage du palais de justice, le filtrage est serré et l'on n'accède à la salle des pas perdus qu'après avoir franchi deux ou trois points de contrôle. Pourtant, la partie réservée au public est comble. Il est vrai qu'elle est escarpée.

Le président, M. François Brunat, dirige les débats avec modération. La matinée se passe à interroger les prévenues, qui se déclarent à nouveau solidairement responsables.

Puis vingt-cinq témoins venus dire les avantages de la méthode Karman, l'insuffisance des services hospitaliers, qui refusent de devenir des « avortoirs », les faiblesses et les contraintes de la loi Veil qui exige l'autorisation des parents pour les mineures, un certain temps de résidence en France, une somme rondelette d'au moins 700 francs non remboursés, sans compter les pressions morales et l'adoption.

« Le combat continue »

L'après-midi, la défense insiste sur le fait que l'avortement n'est pas inscrit dans la nomenclature des actes médicaux alors qu'il reste le monopole des médecins.

PAUL CHOVELON.

Faits et jugements

Sursis pour le gardien de Saint-Geyras.

Le tribunal correctionnel de Périgueux (Dordogne), présidé par M. François Braud, a condamné, le mercredi 9 mars, à six mois d'emprisonnement avec sursis M. Henri Carrel, trente et un ans, gardien du château de Montferrier à Saint-Geyras, inculpé d'homicide involontaire (le Monde du 25 février). Le 12 août 1976, M. Carrel Montero avait tué d'un coup de fusil de chasse un jeune homme qui se trouvait dans le jardin du château. Olivier Morel d'Arlieux, âgé de vingt et un ans, les propriétaires du château, le compte et la comtesse d'Hennessy, civilement responsables, devront verser 42 000 francs à la famille de M. Morel d'Arlieux. Le tribunal a estimé que la responsabilité du drame incombait pour moitié à la victime. — (Corresp.)

● Le MRAP reçu au ministère de l'Intérieur. — Une délégation du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), conduite par son secrétaire général, M. Albert Lévy, a été reçue au ministère de l'Intérieur, mercredi 9 mars, par M. Gilbert Masson, directeur adjoint du cabinet de M. Michel Poniatowski. Au cours de l'entretien, qui a duré une heure, M. Lévy, entouré notamment de MM. Marcel Paul, ancien ministre, et Jacques Madaule, a tenu à exprimer l'émotion de tous les membres du Mouvement à la suite des attentats commis, le 17 février, contre M. Charles Palant, vice-président du mouvement, et le 4 mars contre M. Roger Maria, membre du bureau national (le Monde des 19 février et 6-7 mars 1977).

M. Masson a assuré ses interlocuteurs que « la police mettrait tout en œuvre pour identifier et appréhender les auteurs de ces attentats » et a indiqué que « l'action de la police tendait à écarter toute manifestation de caractère raciste ».

● Pour diffamation, la première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Fernand Justicard, a condamné, mercredi 9 mars, M. Roger Fresson, directeur du *Canard enchaîné* à verser 5 000 francs de dommages-intérêts aux laboratoires pharmaceutiques Debat.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible le texte d'une déclaration du prince Xavier de Bourbon Parme à propos de sa « séquestration » (le Monde du 9 mars). Il fallait lire : « Ainsi, toute manifestation ou agissement contre les droits qui correspondent à mon fils Carlos Hugo sera considérée attentatoire au catholicisme et à sa dynastie ».

Condamnation pour un internement psychiatrique abusif.

Le tribunal correctionnel de Tours a rendu, jeudi 10 mars, son jugement dans un affaire de « détention illégale » en hôpital psychiatrique opposant M. Eric Burmann, interné pendant onze jours à la suite d'une manifestation, le 21 octobre 1970, et M. Henri Petitot, âgé de cinquante-neuf ans, directeur du centre hospitalier universitaire de Tours à l'époque des faits (le Monde du 18 février).

Le tribunal a condamné M. Petitot à 2 000 F d'amende — peine amiable — M. Burmann, qui avait réclamé 20 000 F au titre de dommages et intérêts, obtient 3 000 F. — (Corresp.)

● Le tribunal pour enfants de Pontoté a examiné à huis clos, jeudi 10 mars, le cas de l'adolescent, âgé de dix-sept ans, poursuivi pour complicité dans l'assassinat des « meurtriers à la 504 ». L'adolescent est accusé d'avoir aidé Jean-Baptiste Dorkel, condamné le 24 février dernier à dix-huit ans de réclusion criminelle, au cours du « rodéo automobile » qui a causé la mort de Mme Marie-Claude Manteaux. Le jugement sera rendu le 31 mars.

● Pour diffamation, la première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Fernand Justicard, a condamné, mercredi 9 mars, M. Roger Fresson, directeur du *Canard enchaîné* à verser 5 000 francs de dommages-intérêts aux laboratoires pharmaceutiques Debat.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible le texte d'une déclaration du prince Xavier de Bourbon Parme à propos de sa « séquestration » (le Monde du 9 mars). Il fallait lire : « Ainsi, toute manifestation ou agissement contre les droits qui correspondent à mon fils Carlos Hugo sera considérée attentatoire au catholicisme et à sa dynastie ».

A Agen

UN MÉDECIN COMPARAIT POUR PUBLICITÉ ILICITE EN FAVEUR DE L'AVORTEMENT

(De notre correspondant.)

Agen. — Cité sur plainte de l'Union syndicale des médecins respectant la vie humaine, un médecin, le docteur Robert Boquet, directeur d'une clinique à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), a comparu, jeudi 10 mars, devant le tribunal correctionnel d'Agen, pour publicité illicite en faveur de l'avortement.

Se fondant sur les termes de l'article 647 nouveau du code de la santé publique, relatif à l'interdiction de toute publicité directe ou indirecte en faveur de l'avortement, cette union syndicale reprochait au médecin villeneuvois d'avoir apposé à la porte de sa clinique une plaquette sur laquelle figuraient, parmi les spécialités thérapeutiques de l'établissement de soins, cette mention : « Régulation des naissances, interruption de grossesse ».

Le défenseur du prévenu a notamment déclaré que le fait d'appeler en justice son client faisait, d'une certaine manière, une publicité plus grande pour l'avortement que celle « discrète et inoffensive » résultant de l'inscription incriminée. Il a contesté la représentativité de l'Union des médecins respectant la vie humaine et a fait remarquer qu'à aucun moment il n'avait été question du nombre d'adhérents de cette union médicale. Il devait souligner que, selon lui, la preuve n'avait pas été rapportée du préjudice que l'inscription était susceptible d'avoir causé à cette organisation professionnelle.

Le tribunal rendra son jugement le 27 avril.

LE JUGEMENT DE L'ÉPIER

Qui vole un œuf perd un bœuf. Pour avoir corrompu la maxime antique et l'avoir ensuite prise à la lettre, le directeur d'un magasin livres-service de Marseille se trouve aujourd'hui confronté à la justice qu'il a prétendu vouloir incarner. Un mot pour un autre, un mal pour un autre. Combien coïncident une plaquette de beurre et un morceau de fromage d'Emmenthal ? 9 francs et 35 centimes pour le commun des chaland.

Pour la cliente indélicatement M. Sportiche, pas un hard jusqu'à ce que la main de fer s'abatte sur elle. Dès lors, menacer la « voleuse » des foudres policières, lui extorquer une reconnaissance de dette de 2 000 francs, en encaisser le quart et un bijou déposé en gage par la cliente, c'est l'affaire d'un moment. Jusqu'à ce que l'impudent, qui n'a plus les moyens de céder au chantage, porte plainte. Le sévère épier est présent inculpé d'extorsion de fonds et d'abus de confiance.

● Le juge Fayard dit le shérif a resté expurgé. — L'ordonnance de référé par laquelle Mme Simone Bada, président du tribunal de Paris a fait supprimer, le 17 janvier, toute référence au SAC dans le film *Le Juge Fayard dit le shérif*, a été confirmée en appel mercredi 9 mars par la première chambre de la cour que présidait M. Jean Vazsogne.

La cour est même allée plus loin en ordonnant à la demande du SAC, la suppression dans le film, comme dans tout panneau publicitaire, du « déroulant » explicatif coupé par les cinémas au moment où les coupures ont été prescrites.

ENTREZ

Pour bien apprécier la Ford Escort 6 CV, une visite s'impose. Vous jugerez mieux de son espace intérieur. Même à l'arrière on a toujours de la place pour les jambes et le coffre est vaste : 292 dm³.


Une berline 4 portes, 5 places, 6 CV, robuste et sûre comme la Ford Escort, ça vaut la peine d'y entrer. 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford attendent votre visite dans toute la France.




FORD ESCORT 6 CV.  Légendaire robustesse et sécurité.

ESSAYEZ

Prenez le volant. Mettez votre ceinture à enrouleurs. Les commandes sont très accessibles. Contact! Démarrez. L'accélération est franche. La direction, précise. Le court levier de vitesses au plancher permet d'apprécier la maniabilité de la boîte. Une berline 6 CV, 4 portes, 5 places, robuste et sûre comme la Ford Escort, ça vaut la peine de l'essayer. 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford sont à votre disposition dans toute la France.



FORD ESCORT 6 CV.  Légendaire robustesse et sécurité.

هنا نحن البكال

ÉDUCATION

L'ÉCOLE CATHOLIQUE EN BRETAGNE

L'école catholique, en Bretagne, a changé sous l'effet des mouvements de population, de la crise des vocations et de la « laïcisation » du corps enseignant (« le Monde » des 10 et 11 mars). Confrontée à cette évolution, la gauche ne risque-t-elle pas, avec son projet de nationalisation, de ranimer un faux débat ?

Que reste-t-il du « caractère propre » de l'enseignement catholique quand il rencontre les mêmes problèmes que dans les lycées ? Pour la majorité des enseignants du collège Saint-François à Lesneven (Finistère), la réponse est évidente : « Une certaine qualité de relations humaines », « un climat de liberté », « une conception commune de l'éducation ». Et peut-être, par-dessus tout, « la tolérance ».

L'occasion se présente aujourd'hui de la mettre en pratique. L'avant-projet de loi pour l'éducation du parti socialiste, concernant le principe de la nationalisation des établissements scolaires privés, prévue dans le programme commun, n'a en Bretagne surpris personne. La présence dans les établissements de nombreux professeurs syndiqués à la C.F.D.T. et favorable à l'intégration de l'enseignement catholique anime, en permanence, le débat.

Et ce débat, passionné. Si à l'échelon national, les avis sont tranchés, dans les établissements le dialogue est ouvert. « Je suis pour la nationalisation, dit un enseignant C.F.D.T., mais je ne souhaite aucun changement au collège. En pratique, l'intégration doit tenir compte de chaque établissement. » Très beaux programmes, répliquent les opposants, mais qui nous garantissent que, une fois nationalisés, nous pourrions conserver notre « caractère propre » ?

« Nous », répond un enseignant C.F.D.T.

Justement. Le « poids » des enseignants C.F.D.T. au sein de leur syndicat est minime, mais chaque établissement on les connaît et on est prêt à tenter l'expérience avec eux. Mais les autres ? L'ensemble de la C.F.D.T., les parents de gauche, les communistes ?

Considérés par les uns comme des « vases dans le fruit », par les autres comme « des gens courageux mais un peu naïfs », les enseignants C.F.D.T. finissent toujours au moins par avoir l'estime de leurs collègues. Ils rencontrent sur leur chemin de plus faibles adversaires : les parents d'élèves (1).

Le réveil des parents

La laïcisation du corps enseignant et, aujourd'hui, des directions des établissements a réveillé les parents. Plus proches d'enseignants laïcs qui perçoivent mieux leurs soucis éducatifs, les parents « abandonnent » moins facilement leurs enfants aux décisions quelquefois sans appel des prêtres et des religieux. Ils assurent ici la catéchèse, ailleurs les travaux manuels. Ils ne rechignent pas à entretenir les établissements, à tondre les pelouses, à accompagner les enfants à la piscine ou au terrain de sports. L'école, en revanche, les accueille, s'ils décident d'organiser une petite soirée dansante. « La paroisse n'était pas très accueillante », dit Mme B. « nous avons constitué, grâce à l'école, une véritable communauté ».

Dans le même temps, les parents sont entrés en force dans les structures de l'enseignement catholique. Présents dans les associations d'éducation populaire qui gèrent les écoles, dans les associations de parents d'élèves, bien sûr, mais aussi dans les

III. — Plus jamais la guerre ?

par ANDRÉ MEURY

comités diocésains à égalité de sièges avec les directeurs d'établissements et les enseignants, ils exercent un rigoureux pouvoir de contrôle.

« Les laïcs n'ont plus dans l'école la « présence » qu'avaient les clercs, regrette M. Pavée, président de la Fédération des associations de parents de l'enseignement libre (A.P.E.L.) de l'académie de Rennes et vice-président de l'Union nationale des A.P.E.L. Il va falloir former ces nouveaux directeurs laïcs. Mais pour cela, il faut beaucoup d'argent ».

M. Pavée, comme beaucoup de parents de l'enseignement catholique, tient à souligner son respect de l'enseignement public. « C'est quelquefois une meilleure solution pour certains enfants », reconnaît-il.

Si l'on s'en tient aux discours, personne, en Bretagne, ne veut rouvrir la guerre scolaire. Il y a même, apparemment, des points d'entente. Les partisans de l'enseignement catholique ne manquent pas d'insister sur la démocratisation des établissements qu'ils ont réalisés. De fait, le coût de la scolarité est le plus souvent minime et, dans plusieurs établissements, les parents d'élèves ont accepté un système de péréquation : les riches paient pour les pauvres.

« Il suffit d'une étincelle »

Les parents d'élèves, comme les responsables de l'enseignement catholique, demandent qu'on tienne compte de ces nouvelles données, propres à certaines régions, avant de parler de nationalisation générale de l'enseignement privé.

La difficulté n'échappe pas aux

syndicats et aux partis de gauche. Eux aussi réclament que tout processus de nationalisation aille de pair avec une régionalisation du système éducatif (2).

Sur le terrain — notamment à l'approche des élections municipales — les passions se rallument. « Il suffit d'une étincelle pour remettre le feu aux poudres », estime M. Charles Josselin, député socialiste et président du conseil général des Côtes-du-Nord. La vie politique de notre région est faussée, votre pouvoir par cette question. Les gens continuent d'être classés en « blancs » et en « rouges ». Ce serait trop bête d'échouer en Bretagne sur la question scolaire, alors que, de toute évidence, le front de classe ne passe pas par là ».

Chrétien, ancien élève d'un collège catholique de Dinan, M. Josselin sait mieux que quiconque que la question est d'importance du point de vue électoral. An cours d'une élection législative partielle en 1973, il s'est affronté au problème : « La nationalisation de l'enseignement privé était, déjà, à cette époque, au premier rang des questions posées par les électeurs, dit-il, ayant l'alliance avec les communistes ».

Les candidats et les élus de la majorité le savent. « Il serait ridicule de relancer la guerre scolaire, précise M. Guy Guernier, député R.P.R. du Finistère et président de l'association paritaire pour la liberté de l'enseignement, mais plus que jamais nous sommes décidés à défendre cette liberté. Tout monopole est dangereux ; il n'est pas question de laisser l'Etat disposer des enfants durant toute leur scolarité. Il serait trop tentant de diriger l'édu-

cation suivant un axe favorable à telle ou telle idéologie ».

L'association parlementaire qu'anime M. Guernier compte 313 membres (205 députés et 108 sénateurs), tous élus de la majorité. « Ce n'est pas une association politique, explique-t-il, mais il est exact que ses contours correspondent à ceux de la majorité ».

La loi Debré était un commencement, précise encore M. Guernier. Elle est aujourd'hui dépassée. Il faut que la liberté que la loi a autorisée s'épanouisse. Une récente décision du conseil régional de Bretagne va dans ce sens. Sur proposition de M. Guernier, les conseillers régionaux bretons ont, en effet, décidé de financer pour 1978 un C.E.S. privé en même temps que quatre C.E.S. publics.

Les dirigeants de l'enseignement catholique ont accueilli favorablement cette décision. Ils regrettaient, toutefois, de ne pas avoir été consultés avant cette proposition et craignent qu'à la veille des élections une telle mesure n'apparaisse comme une manœuvre électorale. « Bien au contraire, réplique M. Guernier, cela prouve que nous sommes parfaitement libres de nos mouvements ; nous n'avons à consulter personne ».

Les parents d'élèves de l'enseignement catholique, qui ne se veulent, à ce titre, « ni de droite ni de gauche », ne cachent pas leur détermination. « Nous lisons simplement le programme commun et nous n'avons pas confiance, résume M. Pavée : malgré les déclarations communistes, nous ne sommes pas convaincus que des politiciens, nous voulons la liberté de la presse ». Les candidats socialistes n'ignorent pas qu'ils vont trouver sur le chemin des mairies plus d'un parent d'élève de l'enseignement catholique. Comme fleuret qui comme concurrent. Les élus et les candidats socialistes en conviennent : l'intégration, en Bretagne, ne pourra se faire que lentement. Mais ils sont résolus à la mener à terme.

« Le problème qui se pose aujourd'hui, dit M. Charles Josselin, n'est pas le problème de la liberté entre deux écoles ; c'est le problème de la liberté dans l'école. Dans telle commune, le C.E.G. public a du mal à vivre à cause du C.E.G. privé. Les locaux se sont dégradés. A tel point que les parents en retiennent leurs enfants. Ailleurs, la commune ne pouvant prendre en charge les réparations de l'école privée ne le faisait pas non plus pour l'école publique. Des maires refusent d'ouvrir les cantines municipales pour ne pas avoir à les ouvrir à tous ou à les refuser à certains. Que reste-t-il de la liberté ? »

Confessionnel ou privé ?

« Quel gâchis, enrage M. Josselin. Deux écoles à deux classes, dans une petite commune ! Une école à quatre classes s'impose à l'évidence. Pourquoi faire des regroupements pédagogiques entre des communes, alors qu'on pourrait les faire entre écoles privées et écoles publiques à l'intérieur des communes ? »

Dans son bureau de Saint-Brieuc, M. Josselin tourne en rond. Cette question l'agace. Il le dit : le problème est essentiel et décisif. C'est décidé : après les élections municipales, il va tenter dans une commune ce rapprochement entre les deux écoles.

A Rennes, le parti socialiste s'est déjà déclaré prêt à assumer les conséquences de l'héritage qu'il recouvrerait, en cas de victoire, de la municipalité actuelle, y compris les conséquences financières de l'aide à l'enseignement primaire. En revanche, il précise

que la politique municipale de la gauche sera fondée sur le contrôle légal des fonds publics, l'indépendance des personnels et la volonté de rapprochement des deux enseignements. Ici, le rapprochement se fera en priorité dans les cantines, les activités sportives et culturelles.

Malgré le « poids » de l'enseignement catholique en Bretagne, l'« intime conviction » des socialistes reste intacte. « C'est un mauvais procès qu'on nous fait, estime M. Martial Galbaniard, secrétaire de la section de Rennes du parti socialiste et professeur au collège Saint-Martin de cette ville. Ce n'est pas un enseignement confessionnel qui est défendu, c'est le principe de la liberté d'enseignement privé. Abandonner le même problème, M. Josselin préfère pour sa part parler d'« enseignement libéral associé ».

Devient-il « associé » des preuves ? Les uns parlent de l'affaire Jomour, où un professeur — M. Jomour — a été désigné par la direction diocésaine du Finistère pour occuper un poste dans un établissement proche de son domicile. La nomination de M. Jomour, auteur d'un pamphlet contre l'école, a été refusée par la direction de l'établissement, ce qui a provoqué l'appel des parents d'élèves. Le directeur diocésain a dû céder, malgré les protestations des enseignants.

Les autres évoquent l'affaire de l'école de La Roche. Rennes. Inévitable, tant de pouvoirs réels, de résoudre un conflit entre le nouveau directeur de l'école et le comité de gestion, la hiérarchie catholique a dû retirer le « laïc » catholique à l'établissement. Le comité de gestion reprochait au nouveau directeur — un Père des écoles chrétiennes — ses opinions libérales auxquelles son passé de travailleur social et d'O.S. l'avait préparé. Devenue école privée, non confessionnelle, l'école de La Roche, cette année, augmentera ses effectifs.

Seule une véritable autorité de tutelle représentative de toutes les parties concernées par l'école catholique pourrait éviter qu'une catégorie sociale ne prenne le pouvoir dans l'enseignement catholique et ne le détourne de ses buts. Mais cette autorité de tutelle n'existe pas. Tout peut alors arriver.

« Nous devons nous livrer à une espèce d'acrobatie pour respecter la liberté d'opinion de chacun, y compris la liberté de contourner jusqu'à l'existence même de l'enseignement catholique, et, en même temps, promouvoir un minimum de cohésion dans le projet éducatif de nos écoles », reconnaît l'abbé Jestin, directeur diocésain du Finistère.

Depuis longtemps, l'école publique a su faire la preuve — en Bretagne comme ailleurs — qu'elle n'était pas l'école du diable. Les partisans de la nationalisation ont beau en faire remarquer que l'école catholique est de moins en moins l'école du Bon Dieu, « A moins d'admettre, ironise l'un d'eux, que le Bon Dieu, perdant le goût de l'argent, ne recourra celui du pouvoir ».

FIN

venez et vérifiez
cuir center est moins cher

de 4.000
à 8.000 f.



Copacabana

Atlanta

San Francisco

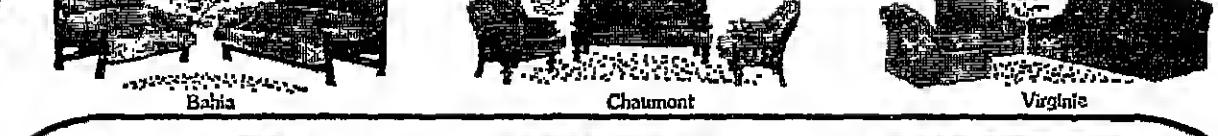


Baltimore

Madison

Houston

de 8.000
à 10.000 f.



Bahia

Chantum

Virginia



Blois

Balmoral

Miami

Une opération prix vérité sur le cuir.
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir, et peut enfin vous offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

Un salon cuir «mexico»

5 places
4.950 f.
quantité limitée

CUIR
CENTER

nocturnes
du mardi au dimanche
de 19h à 22h

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS

Tél. 373.3613/35.69/35.69 - Parking dans l'immeuble - RER : Nation - METRO : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

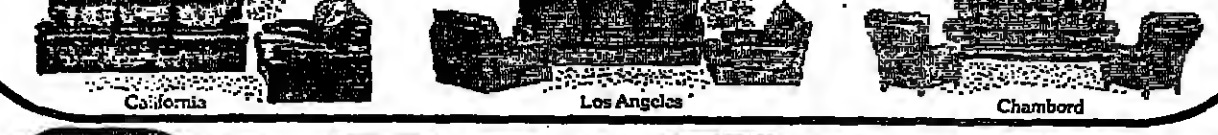
Ouvert : lundi de 14 h à 19 h 30 - samedi de 10 h à 19 h 30 - mardi à vendredi de 10 h à 22 h



Saint Germain

Chalon

Torino



California

Los Angeles

Chambord



Cheverny

London

Quebec



Palm Beach

Cambridge

Louisiana

SEUL A PARIS : 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

مکان النحل

Pas cher,
Vous pouvez jouer toute la semaine
jusqu'au mardi après-midi
précédant le tirage du mercredi.

LOTO

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- * Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.
- * 5 heures de cours par jour, par de limite d'âge.
- * Petits groupes (moyenne deux étudiants).
- * Encadrement dans toutes les chambres. Laboratoire moderne de langues.
- * Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation britannique.
- * Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer.

SCRIVEZ AU :
REGENCY SCHOOL OF ENGLISH RAMSGATE,
Kent, Grande-Bretagne.
Tél. : 01859 512-12.
ou Mme Bouillon,
4, rue de la Perle d'Or,
95 - LAURENNE.
Tél. : 959-26-33 en soirée.

Partout,
moins cher.
12 mois sur 12
avec
nouvelles
montières

NOUVELLES FRONTIÈRES
10, rue de la République
Tél. : 212-11-11
10, rue de la République
Tél. : 212-11-11
10, rue de la République
Tél. : 212-11-11
10, rue de la République
Tél. : 212-11-11

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI



(Dessin de PLANTU.)

Avalanches : le danger maîtrisé

La fréquentation de la montagne d'hiver est en hausse constante, elle traduit l'accession aux plaisirs de la neige d'une population croissante en quête de détente et de joie de vivre. Mais la montagne en toutes saisons présente des dangers, son manteau neigeux est instable et l'avalanche est parfois au détour du chemin. Ses victimes ne sont pas toujours des novices, l'habitude de côtoyer le risque engage trop souvent à le négliger. Au cours de l'hiver 1975-1976, 50 avalanches ont entraîné 191 personnes, 60 furent ensevelies, 41 y laissèrent la vie, 42 furent blessées.

Les pouvoirs publics ont le devoir d'usur de leurs prérogatives pour informer et mettre en garde les passionnés de la montagne des dangers encourus.

Après le drame de Val-d'Isère en janvier 1970, les négligences, commises parfois dans le passé, sont clairement apparues et, à la diligence du gouvernement, la commission d'enquête constituée

à cet effet s'est transformée en commission d'étude; elle a proposé un plan national tendant à mieux combattre les avalanches, à en limiter les risques et à perfectionner les secours aux victimes. Le conseil des ministres, au cours de sa séance du 21 octobre 1970, a adopté intégralement les propositions qui lui étaient soumises.

Amont d'une réunion de la commission interministérielle de la sécurité en montagne et des risques naturels, que préside le directeur de la sécurité civile, un bilan a été dressé récemment. Il en résulte que les dispositions dudit plan ont été toutes mises en œuvre par les services concernés. Parmi elles, une recommandation avait été retenue, celle de constituer une association regroupant tous les organismes publics et privés qui, à quelque titre que ce soit, se sont consacrés à l'étude de la neige et des avalanches et dont il convenait de préserver l'autonomie tout en assurant une nécessaire coordination.

Cette association a été constituée en 1971 sous le vocable d'Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches (ANENNA). Au cours de l'an dernier, elle a été reconnue d'utilité publique. Son président fondateur a été l'ingénieur professeur Louis Neel, prix Nobel de physique, membre de l'Académie des sciences. Son siège est à Grenoble, à la préfecture de l'Isère, et ses bureaux, 46, avenue Félix-Viallet, 38000 Grenoble (tél. : 76 96-86-55).

Son but est exposé clairement dans ses statuts : encourager et aider toutes les recherches entreprises par des organismes publics ou privés, en favorisant la coordination et proposer les études à entreprendre; faciliter la concertation entre spécialistes et managers; promouvoir des échanges d'expériences avec les pays étrangers; diffuser et vulgariser les informations recueillies.

JACQUES SAUNIER, ancien président de la commission d'enquête de Val-d'Isère, président de l'ANENNA. (Lire la suite page 19.)

Comment se servir de la montagne ?

« UNE nuisance qui met en péril la fréquentation de nos stations de montagne... C'est de la sorte que M. Philippe Lamour, président de l'Association pour la grande traversée des Alpes françaises et du Syndicat intercommunal du Queyras, qualifie la nouvelle pratique à la mode consistant, pour quelques skieurs fortunés, à se faire déposer en hélicoptère sur les sommets qui ne desservent pas — pas encore — des remontées mécaniques.

Les deux témoignages qu'on pourra lire ci-dessous émanent l'un du Club alpin français, l'autre de M. Gilbert André, maire de Bonneval-sur-Arc, et rejoignent directement l'inquiétude déjà exprimée par M. Lamour. « Abus », « épidémie », « gaspillage d'énergie » — à l'heure où l'on prêche l'économie, — « parasites commodes », autant d'arguments, juteusement fondés, qu'avancent ces défenseurs de la montagne lorsqu'ils demandent aux pouvoirs publics de mettre un terme à un état de choses encore peu répandu, mais qui pourrait, si on ne le jugule pas dès à présent, devenir difficilement maîtrisable.

« La montagne est un sanctuaire », écrit le maire de Bonneval, après avoir souligné que, demain, les hommes qui cherchent beauté, silence et pureté naturelle n'auront plus qu'elle, la montagne, et elle seule, pour satisfaire leur besoin de « santé » — physique et morale, — puisque partout

ailleurs, ou presque, le mal est déjà fait là où le béton s'est imposé à la loi.

Le CAF, lui, met l'accent sur les multiples conséquences que ces vols intempestifs entraînent, ne serait-ce qu'à leur insu, et, notamment, les dangers que l'hélicoptère fait courir à la faune, même lorsqu'il n'est pas ouvertement utilisé pour traquer au plus haut de leurs territoires les derniers bouquetins, les derniers chamois épargnés par les carabines à lunette. Le dossier est ouvert.

A la lettre que lui avait adressée, fin novembre 1976, M. Philippe Lamour, en lui demandant de prendre sans tarder toutes les mesures nécessaires, M. Raymond Barre a répondu le 17 janvier. Dans sa réponse, le premier ministre rappelle d'abord que le préfet de la Savoie a émis, sur les instances du ministre de la qualité de la vie, un arrêté limitant à huit, dans son département, le nombre de stations de décollage et à vingt-cinq celui des aires de dépôt, alors qu'avant qu'il n'intervienne, sans doute, c'est-à-dire seize-vingt-cinq points d'atterrissage qui étaient officiellement autorisés (le Monde du 15 décembre 1976).

Mal, plus inquiétante est la suite de la lettre de M. Raymond Barre : « Le préfet (de la Savoie), écrit-il en effet, m'indique que ce sont les positions prises par la grande majorité des maires, des offices de tourisme, les syndicats professionnels des commerçants, des hôteliers, des guides et

des moniteurs de ski étaient plutôt favorables à la multiplication des aires de dépôt. Si les intéressés les premiers concernés l'ont réellement fait du danger avec tant de désinvolture, on est en droit de s'attendre au pire ! Appartient-il aux citoyens de convaincre les montagnards du danger qui les guette par leur propre faute ?

De toute façon, c'est M. Lamour qui est dans le vrai lorsque, écrivant directement au premier ministre début février, il estime que « il n'est pas possible d'espérer que la solution du compromis à laquelle s'est résigné M. le préfet de la Savoie puisse constituer une étape utile vers une interdiction totale ». Bien au contraire, précise-t-il justement, « il est plutôt à craindre qu'il n'apparaisse comme un précédent et un tremplin pour une nouvelle escalade vers la liberté totale ».

Lorsque, voici quelques jours de cela, le scooter des neiges avait fait sa bruyante apparition dans plusieurs stations françaises, on avait su se montrer plus ferme, à la décision d'interdiction totale, et définitive, ne s'était pas fait attendre.

En de tels domaines, il n'est pas pensable de tergiverser : ou l'on admet ou l'on condamne ! La complaisance n'est pas de mise lorsqu'il s'agit de compromettre, au nom de quelques « sportifs » aux poches bien garnies et au mollet paraisseux, l'avenir de notre dernier bien naturel.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

« Laissons nos machines à la porte... »

RELUCTABLEMENT, l'urbanisation de l'Europe étend ses ramifications à l'ensemble du territoire, et dans cet immense déluge de nuisances, de machines et de bruit, seules émergent quelques îles : les montagnes. Corollaire logique de cette incursion de la vie, la tendance des hommes à rechercher la « nature », la beauté et le silence s'accompagne proportionnellement. Mais que leur restera-t-il pour échapper à cette île si elle ne prend pas conscience du caractère sacré des régions de montagne, et ne comprend pas à temps qu'elles ne seront pas trop vastes pour faire face à ce besoin de santé et de silence dont un univers mécanisé les privera chaque jour, davantage ?

En 1964, les pays nationaux ou régionaux les plus riches ont décidé de la Vande, accompagnée d'une carte représentant le tiers du département de la Savoie, ce ne furent que sources dubitatives. Mais douze ans plus tard, lorsqu'il fut question d'amputer ce même tiers de quelques hectares, quelques ne furent pas les protestations ! Sachons fermer les yeux dans l'immédiat et imaginer un instant quelle sera la vie de robot des futures générations. Nous n'hésiterons plus alors à penser que toutes les régions de montagne sans exception et leurs habitants doivent être respectés d'urgence.

Rester maître chez soi ! Les montagnes et leurs vallées ne doivent devenir ni des musées ni des déserts. Les montagnards qui les habitent doivent envisager leur aménagement à eux — et non aux promoteurs — d'accueillir leurs amis citadins. A eux — et non aux riches colons venus des villes — de posséder l'immobilier et de louer. Depuis une trentaine d'années, les principes officiels qui ont présidé à l'aménagement de la montagne ont

abouti à une démission du montagnard qui, finalement, vend son pays et se vend lui-même. L'heure est venue pour lui de se reprendre et de se reconstruire. L'heure est venue pour lui de se reconstruire des hameaux où le citadin ne retrouvera pas la ville abhorrée, mais le village pétrifié de ses racines et de son âme. C'est ainsi qu'habitants ou habitants de qualité, sentiers de randonnée, skis modestes, patinoires, piscines, plans d'eau, promenades à cheval et en traineau, ski de fond et de raid, artisanat d'art, animation culturelle et tant d'autres choses naturelles peuvent, avec un brin d'imagination et de foi, être conçus et construits par les montagnards eux-mêmes.

Au gouvernement de les y aider massivement et de prévoir la législation adéquate. A nous tous de l'exiger. Mais au montagnard de s'éveiller, de se lever et de marcher.

GILBERT ANDRÉ, maire de Bonneval-sur-Arc, (Savoie).

La fureur des rotors

DEPUIS deux ans, le Club alpin français s'est résolu ment et a agi dans une action tendant à obtenir une réglementation très stricte en matière de vols par hélicoptère. Quelles sont les raisons de notre opposition à ce type d'approche de la montagne ? Elles sont multiples. L'emploi généralisé de l'hélicoptère pour l'entretien des routes, des pistes, des vallées, des montagnes et peut provoquer des nuisances dans des zones éparpillées jusqu'ici. Ces engins très bruyants causent une gêne aux populations riveraines, soit autochtones, soit citadines en séjour, celles-ci précèdent en queue de comète et de silence. Si le phénomène prend de l'extension, l'existence même de la fameuse alpe sera irrémédiablement compromise. Celle-ci, en effet, est particulièrement fragile en hiver et au début du printemps et ne peut supporter le bruit du survol à basse altitude quand bien même il ne s'agit pas de traquer délibérément les hardes de chamois ou de bouquetins, comme cela s'est déjà produit. L'utilisation commerciale de l'hélicoptère n'est pas sans danger et nous redoutons l'étape suivante : le vol panoramique d'été, encore balbutiant, mais qui serait une véritable catastrophe pour les sites touristiques de grand intérêt.

Ce genre de plaisir est le fait d'une minorité privilégiée... et pour cause !

CHARLES-NOËL BERREHOUC, secrétaire général de la Commission nationale de protection de la montagne du Club alpin français. (Lire la suite page 19.)

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE	
Départ de Paris	
ATHENES	700 F
NEW YORK	1 450 F
DELHI	1 746 F
BOMBAY	2 050 F
SINGAPOUR	2 650 F
RIO	2 900 F
Départ de Bruxelles	
LIMA	2 150 F
Départ de Luxembourg	
MEXICO	2 400 F
Aller-Retour	
Vols : 1er classe	
CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE	
Goa et Inde du Nord	
28 mars - 10 avril	
3 800 F	
Singapour - Malaisie	
Thaïlande	
8 mai - 28 mai	
3 950 F	

Renseignements et inscriptions NOUVELLES FRONTIERES TOURISME 66, bd St-Michel - 75006 PARIS Tél. : 323.12.14 34, rue Franklin, 92002 LYON Tél. : 37.16.47 2, rue Auguste-Grizeux, 44000 NANTES Tél. : 71.03.07 119, rue de Solferino 93000 VILLE Tél. : 84.24.04 LC 789 A

VACANCES D'AVENTURES

POUR LES JEUNES DE 11 à 17 ANS De nouvelles et passionnantes aventures attendent les jeunes vacanciers aux centres P.G.L. Club en France et en Grande-Bretagne. Tout un choix d'activités est proposé : canoë, voile, équitation, expéditions à dos de poney, exploration de grottes, tout cela au cœur de l'Arctique et à la limite du Pays de Galles. Une merveilleuse occasion d'apprendre l'anglais. Aucune expérience particulière n'est requise.

Tout a été prévu et organisé, y compris une initiation agréable par des moniteurs professionnels.

Pour notre brochure en couleurs gratuite, écrire à : P.G.L. Holidays, Dept. 11, Domaine de Seizies, 01 Vagnas, Ardèche, France. - Tél. : VAGNAR 17.

THE CARLTON HOTEL ***** Bournemouth, Angleterre

La Carlton est le meilleur hôtel à 5 étoiles indépendant d'Europe. Vous pouvez y profiter de son confort grandiose, pour un séjour agréable et sûr, ou pour la qualité exceptionnelle de son service qui a été récompensé par plus de 75 ans de renommée mondiale.

Le Carlton est le seul hôtel de Bournemouth à offrir un service de chambre à la carte, le service de plats à la carte et l'hébergement. C'est pourquoi, nous au Carlton, nous sommes fiers de l'hospitalité que nous offrons à nos clients.

The Carlton Hotel, Bournemouth, Angleterre. Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77".

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____

GRECE 8 jours 1450 F

5, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77".

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOIS CHARTERS A.R. Pâques et été 1977

NEW-YORK	1.450 F
(départ Pâques)	
NEW-YORK	1.720 F
MONTREAL	1.530 F
LOS ANGELES	2.580 F
KARACHI	2.280 F
BANGKOK	2.250 F
KABUL	2.300 F
DELHI en BOMBAY	2.350 F
COLOMBO	2.500 F
SINGAPOUR	2.280 F
HONG-KONG	3.300 F
TOKYO	4.400 F

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 77

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____

TOURISME

DANS LE BUDGET-VACANCES

Comptes et mécomptes de l'autoroute

LES pays d'Europe occidentale se divisent en deux groupes : en Europe du Nord (Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Belgique, Pays-Bas), les autoroutes, financées par le budget de l'Etat, sont gratuites. En Europe « latine » (France, Espagne, Italie), le financement de ces voies rapides est assuré par l'emprunt gagé sur un péage. La construction des autoroutes est confiée à des sociétés plus ou moins privées.

Le réseau autoroutier français se signale par deux particularités : il est récent et les prix de

péage qui y sont pratiqués varient du simple au double.

L'Italie inaugura son premier tronçon autoroutier en 1924. A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne et la péninsule italienne possédaient de véritables réseaux avec respectivement 2 000 et 600 kilomètres d'autoroutes. Mais la France, toujours persuadée que son réseau routier était « le plus beau du monde », avait, en 1960, mis en service seulement 127 kilomètres de voies autoroutières. En 1961, les pouvoirs publics avaient créé néanmoins le Fonds spécial d'investissement

routier, qui devait bénéficier d'un prélèvement de la taxe sur les carburants. En 1966, la loi définissant le statut des autoroutes affirmait le principe de leur gratuité, mais prévoyait la dérogation à ce principe au cas où la construction de certaines sections serait confiée à des sociétés d'économie mixte. Cinq sociétés furent ainsi créées de 1966 à 1968 : la société Estère-Côte d'Azur (ESCOTA), la société des Autoroutes du Sud de la France (A.S.F.), la Société de l'autoroute Paris-Rhin-Rhône (S.P.R.R.), la Société de l'autoroute Paris-Normandie (S.A.P.N.), la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (S.A.N.E.F.). Les pouvoirs publics ne versaient plus que 40 % du coût de l'ouvrage. Le rythme de construction des autoroutes passait alors de 50 à 150 kilomètres par an de 1960 à 1970.

Mais, en 1970, la France ne comptait encore que 1 313 kilomètres d'autoroutes ; son retard par rapport à l'Allemagne de

l'Ouest et à l'Italie l'amena à réformer une nouvelle fois sa législation en la matière, afin de permettre la construction de 500 kilomètres nouveaux chaque année. Ainsi, le décret du 12 mai 1970 prévoyait, d'une part, que les autoroutes pourraient être concédées à des sociétés privées et, d'autre part, que les sociétés d'économie mixte seraient libérées. Quatre sociétés privées furent retenues : la Cofiroute (Compagnie financière et industrielle des autoroutes), chargée de construire les autoroutes A 10 (Paris-Tours) et A 11 (Paris-Chartres-Le Mans), l'AREA (société des autoroutes Rhône-Alpes), l'A.P.E. (société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine), l'ACORA (société de l'autoroute de la côte basque).

L'avance budgétaire de l'Etat était aussi considérablement réduite (à 20 % environ du coût des travaux). Les résultats d'une telle politique ne se firent pas attendre : en 1974, la France comptait 2 835 kilomètres d'autoroutes et elle va passer le cap des 4 000 kilomètres cette année.

augmente, ainsi que le loyer de l'argent, enfin les autoroutes non-velles ne sont pas encore rentabilisées.

En 1965, le prix de construction du kilomètre d'autoroute en rase campagne était évalué entre 3 et 4 millions de francs ; en 1977, il dépasse 8 millions de francs. Si le péage pratiqué sur les autoroutes construites par les sociétés privées est plus élevé que celui qui est en vigueur sur le réseau construit par les sociétés d'économie mixte, c'est que leur construction est plus récente. Mais les prix varient également en fonction des difficultés rencontrées

par les sociétés. Ainsi, certaines sections imposent la construction de tunnels ou de viaducs, et la présence de ces ouvrages d'art explique les prix plus élevés qui y sont pratiqués.

Enfin, si certains trajets sont fort fréquentés et rentabilisés depuis longtemps (Paris-Lille, Paris-Méditerranée), les sociétés gestionnaires peuvent y pratiquer un prix de péage moins élevé que sur une autoroute nouvelle, moins utilisée et dont le trafic n'augmentera que progressivement.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

	Longueur du réseau en kilomètres	Péage
Allemagne	6 000	Gratuit.
Grande-Bretagne	2 160	Gratuit.
Italie	5 500	11 centimes par km.
Belgique	1 100	Gratuit.
Pays-Bas	1 350	Gratuit.
Espagne	1 100	14 centimes.
France	3 983	De 11 à 22 centimes.

BELGIQUE 1977

dans le cadre de

L'ANNEE RUBENS ET DES MUSEES

Profitez des week-ends forains pour faire la Belgique buissonnière. Venez découvrir l'infini de ses plages. Venez jouer à rebrousse-temps parmi les joyaux inestimables de ses célèbres villes d'art. Venez vivre le captivant dépaysement des Ardennes belges, le pays vrai, l'étonnant folklore. Et puis, 1977... c'est l'année Rubens. Un week-end, un séjour, des vacances en Belgique, ça n'est jamais cher, et c'est toujours enrichissant.

Catalogue gratuit en couleurs. Réf. : AIO - Office National Belge de Tourisme
21, Boulevard des Capucines - 75002 Paris.

Du simple au double

Reste à savoir pourquoi le prix du péage sur le réseau français peut varier du simple au double (11 centimes au kilomètre en moyenne sur le trajet Paris-Lyon, 22 centimes sur la section Lyon-Chambéry). Plusieurs explications peuvent être apportées à ces variations : le coût des travaux

Autoroute	Prix moyen du péage au kilomètre (centimes)
APEL	17
AERA	22
A.S.F.	12
COFIROUTE	16
ESCOTA	19
SANEF	12
S.A.P.N.	13
S.A.P.R.R.	11

MENUS SOUS SURVEILLANCE

Le poisson, les ours, certains légumes et produits vont disparaître plus d'un mois durant, du 15 mars au 31 avril, des cartes et menus des restaurants affiliés à la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers et timoniers et des adhérents au Syndicat des restaurateurs de Paris.

Ce boycottage a été décidé en

manière de protestation contre un état de faits que les professionnels se refusent à admettre. Soumis par le ministère des finances à un strict régime de blocage de leurs prix de vente, ils doivent cependant s'approvisionner en produits qui, eux, sont libres à la production. Il est évident que, dans un tel contexte, il devient vite impossible pour le restaurateur de répercuter sur son plat du jour, sa « spécialité » ou son menu tout compris les hausses subies quotidiennement par un certain nombre de denrées.

A cet effet, le C.F.H.R.C.L. et

la S.R.P. ont établi des grilles de prix à ne pas dépasser. Ainsi, lorsque le kilo franchira le seuil des 29,80 F le kilo (taxis compris), pas de « moultre » à l'effiche. Le bar connaîtra le même sort s'il n'ose au-dessus des 32,10 F, le daurade et le cabillaud devant pour leur part s'en tenir respectivement à 7,50 et 10,20 F. Artichauts, choux-fleurs, haricots verts seront eux aussi placés sous étroite surveillance, en compagnie des ours...

Les maîtres premiers, les lagers et les salaires ayant augmenté d'environ 15 % le cours de l'année dernière, on estime à la confédération que la hausse maximum de 6 % accordée par le F.N.A. de Rivoli aux hôteliers et restaurateurs sur les menus à prix fixe est nettement insuffisante.

Une oielette qui suivront — chacun pour des motifs peut-être un peu différents — les mandataires de Rungis, les fonctionnaires du ministère des finances et... les gourmets !

TRAVERSEZ LA MANCHE "A LA CARTE"...

CAR FERRIES

Sealink

AÉROGLISSEURS

Seaspeed





Pour la Grande-Bretagne, avec Sealink et Seaspeed, vous avez le plus grand choix.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car ferry (la détente) ou l'aéroglesseur (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires, toute l'année de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et dès avril, de Cherbourg à Weymouth.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (voiture caravane ou votre moto) ou le train ou encore votre voiture et les trains autos-couchettes (Motorail en Angleterre).
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billet Paris-Londres, train + bateau, train + aéroglesseur.

Pour traverser la Manche "à la carte" demandez la brochure 77 dans les gares et les agences de voyages.

cet été, les premiers

aéroglesseurs géants français

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed envoyez ce coupon à Air Transport 4, rue de Surène - 75008 Paris.

nom _____

adresse _____

SNCF

AVION, PLUS AUTO, PLUS HOTEL :

Une nouvelle idée de vacances en Espagne d'Iberia et de Mundicolor.

Le principe en est vraiment excitant. Vous arrivez en Espagne sur un vol Iberia. A l'aéroport une voiture vous attend. Et vous êtes libre ! La voiture est assurée, le kilométrage illimité. Vous choisissez votre itinéraire. Vous visitez vos étapes. Et vous descendez dans l'un des 9 hôtels Mundi pour une nuit, un jour ou plus. A votre choix.

Un exemple de prix : 8 jours en Andalousie Paris-Madrid-Paris : avion + auto + hôtel, 1 370 F par personne pour 4 participants.

Demandez à votre agent de voyages le dépliant avion + auto + hôtel.



MUNDI COLOR

Pour profiter de toutes les possibilités de vacances en Espagne, demandez-lui également la brochure Mundicolor. Dans cette brochure, vous trouverez 100 idées de vacances aux Baléares, aux Canaries ou sur la Costa del Sol. A des prix exceptionnels.

Exemples prix été de la brochure Mundicolor : 15 jours aux Canaries pour 1 250 F ; ou sur la Costa del Sol pour 850 F ; ou aux Baléares pour 1 050 F.

Et quelques offres exceptionnelles : voiture gratuite, 3^e semaine plus avantageuse. Et toujours, la carte de réduction Mundicolor valable sur la plupart des achats.



IBERIA LA GARANTIE DES VOIS RÉGULIERS

هذه من النسخ

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Le danger maîtrisé

(Suite de la page 17.)

Un conseil scientifique et technique comprenant des personnes qualifiées en raison de leur compétence prépare les programmes annuels ou plurisannuels de recherche, en suit l'exécution et assure une mission générale de coordination avec les organismes étrangers à l'association. Il est présidé par le Pr Liboutry, directeur du Laboratoire de glaciologie de Grenoble.

En bref, l'ANENA réunit dans une structure légère et souple la plupart des organismes publics ou privés qui s'intéressent à la neige : services publics nationaux et locaux, grandes associations (F.F.M., F.P.S., etc.), entreprises industrielles. Elle a vocation à regrouper dans son sein tous les départements et toutes les communes de montagne auxquels elle est en mesure d'apporter une assistance technique par le canal des spécialistes de haut niveau qui relèvent des services adhérents à l'association.

Elle répond au vœu manifesté par la presse et l'opinion publique qui regrettaient au moment du drame de Val-d'Isère, que la France ne dispose pas d'un établissement analogue à celui dont bénéficient les Suisses à Davos. Sans doute l'ANENA est-elle conçue de façon assez différente mais le but est le même. Etant donné l'existence, à l'origine, de services éloignés les uns des

autres mais cependant très au fait des problèmes nivologiques aussi bien sur le plan de la recherche fondamentale et appliquée que sur celui de l'exploitation, il a paru plus opérant, au lieu de les centraliser, de se contenter de les associer tout en préservant leur individualité et sans que l'organisme fédérateur se substitue à chacun d'eux.

L'expérience est révélatrice : en cinq ans, grâce au concours dévoué apporté par toutes ses participant, l'ANENA a déjà à son actif la conclusion de plusieurs études importantes, notamment : sur les métamorphoses de la neige, connaissance indispensable à une amélioration de la prévision ; sur son comportement au cours d'avalanches ; vitesse, pression, etc., information nécessaire à la mesure de la résistance d'ouvrages pare-avalanches et à l'établissement des plans de zones exposées ; sur le déclenchement préventif ; sur la détection des victimes.

Le danger est permanent

Plusieurs rencontres et colloques ont été organisés par ses soins dans le but d'assurer une concertation entre les spécialistes et les usagers. En 1977, un nouveau colloque est prévu, qui se tiendra les 20 et 21 avril à Tignes (Savoie) et portera sur l'organisa-

tion de la sécurité dans les stations de sports d'hiver. Tous les colloques passés ont fait l'objet de comptes rendus qui ont été reproduits dans une publication périodique qu'édite l'Association neige et avalanches.

L'association contribue à l'information du public par des articles de presse, des reportages à la télévision et à la radio, des films qui sont visionnés dans les salles de spectacles et l'émission de dépêches de cet intitulé « Ski et sécurité », qui a été diffusée à plus de quarante mille exemplaires.

L'ANENA est en contact permanent avec ses correspondants étrangers, qui poursuivent les mêmes desseins : Institut fédéral suisse pour l'étude de la neige et des avalanches, club alpin italien, services autrichiens de protection contre les torrents et les avalanches, etc. Elle participe à la formation de tous ceux qui ont la responsabilité de la sécurité dans les stations : c'est ainsi qu'en mai de novembre 1976, à la demande du directeur de la sécurité civile, elle a pris en charge à Chamonix, à l'École nationale de ski et d'alpinisme, un stage de quinze jours qui a été très suivi. Il était destiné aux responsables, maires, directeurs de stations, directeurs de remontées mécaniques et leurs collaborateurs. Ses professeurs étaient les spécialistes praticiens de la maîtrise enseignée. Porte de ce succès, l'expérience sera renouvelée en 1977. Plus récemment, elle a pris part au stage des maîtres chiens d'avalanches à Samoens. Par ailleurs, des stages périodiques sont organisés à l'intention des instructeurs et observateurs alpinistes. Ces professeurs étaient les spécialistes praticiens de la maîtrise enseignée. Porte de ce succès, l'expérience sera renouvelée en 1977. Plus récemment, elle a pris part au stage des maîtres chiens d'avalanches à Samoens. Par ailleurs, des stages périodiques sont organisés à l'intention des instructeurs et observateurs alpinistes.

La fureur des rotors

(Suite de la page 17.)

Qui peut se payer une journée d'hélicoptère à 1 000 francs ou, par exemple, cinq jours de Tignes à Nice à 5 000 francs ?

Il est étonnant de ne pas trouver ce type de loisirs dans la liste des signes extérieurs de richesse.

D'autre part, la sécurité du skieur déposé n'est absolument pas assurée : la plupart du temps ses capacités techniques ne sont pas en rapport avec le terrain. De plus, les compagnies aériennes ne couvrent la responsabilité civile des guides et des sociétés de transport opposeraient probablement une déchéance, puisque la majorité des dépôts s'effectuent en des lieux non réglementaires. Enfin, n'est-il pas scandaleux qu'à l'heure même où il est demandé des sacrifices à tous les citoyens pour économiser l'énergie, d'autres puissent en gaspiller aussi légèrement ?

Une réglementation bâfoyée

Mais, quels sont les principaux arguments avancés par les tenants de ce ski sophistiqué ?

« Cela permet aux guides de montagne et aux moniteurs de mieux gagner leur vie... » Certes, mais il faut bien admettre qu'il s'agit d'une solution de facilité. Récemment, et cela les honore, il y a eu encore une majorité de professionnels de la montagne qui refusent de telles pratiques, et puis à quoi ressemblerait cette belle profession le jour où le guide, arrivant sur un sommet avec un client au bout de sa corde, y trouvera installés des pique-niqueurs déposés pendant son ascension ?

« La clientèle étrangère a l'habitude de l'hélicoptère aux Etats-Unis ou au Canada... » Certes, mais dans ces pays, s'il existe des zones où l'on peut exercer ce genre de sport, il existe aussi des secteurs immenses totalement et définitivement protégés de toute atteinte de modernisme.

« Un hélicoptère basé dans une station facilite les évacuations de blessés... » Certes, mais c'est là le rôle d'organismes particulièrement compétents : la protection civile, la gendarmerie. Il s'agit donc là d'un alibi qui, en aucun cas, ne devrait servir de caution aux compagnies de transport pour des pratiques illégales et préjudiciables, comme on l'a vu, plus haut.

En conséquence, ce que nous demandons est extrêmement simple : comme il s'avère que la réglementation en vigueur sur les hélicoptères (arrêté interministériel du 22 février 1971, limitant l'autorisation du propriétaire du terrain et arrêté préfectoral) est totalement bâfoyée sans que des sanctions soient prises, nous réclamons (comme cela se pratique depuis plus de dix ans en Suisse) la constitution d'une commission nationale d'agrément, chargée de définir les points précis de dépôts aériens sur l'ensemble des massifs montagneux. Et, nous demandons (ce qui, hélas ! ne va pas encore de soi) que les associations représentatives des usagers de la haute montagne, c'est-à-dire en premier lieu le CAF (plus de soixante-quinze mille membres en 1977), participent « à égalité » à l'adite commission.

CHARLES-NOËL BERREHOUC.

Un Méridien à Varsovie

Aux termes d'un accord signé avec la compagnie aérienne polonaise Lot, la société des Hôtels Méridien, filiale d'Air France, construira un hôtel à Varsovie. L'établissement, qui comptera 500 chambres, sera situé face à la gare centrale de la capitale polonaise, dans un ensemble immobilier qui abritera notamment le siège social de la Lot.

Son ouverture est prévue pour le mois de mai 1980 et portera la capacité de la chaîne à quelque 10 000 chambres.

HOTEL CAPO BOI SARDINIE

La SARDINIE — Parfaites vacances au cœur de la Méditerranée, Capri Boi avec ses belles baies et de nombreux sites est située à la pointe sud-est de cette île où la nature est encore vierge et magnifique.

C'est là que se trouve l'Hôtel Capo Boi, une maison de tout premier ordre avec ses propres piscines, restaurant sur la plage, bar, 400 mètres de plage, tennis, piscine, sauna, massage, barbe, etc. pour adultes et enfants, notamment, grand parc, boutique, coiffeur, épicerie, cuisine internationale, 100 chambres toutes avec salle de bains ou douche, et tout cela à des prix remarquables !

Reservations, prospectus et renseignements directement en agence de toutes les agences de voyages.

HOTEL CAPO BOI - 10049 Villasimius (Capri) - Tél. 72286 capoboi

L'ascension des fondeurs

Le SIG (Salon professionnel international des articles et de la mode des sports d'hiver de Grenoble), qui s'est tenu du 6 au 8 mars, a confirmé, cette année encore, l'essor remarquable de l'industrie de la neige. En cette période de crise, les « loisirs » restent l'une des rares activités qui se portent bien. Les détaillants d'articles de sports d'hiver, venus s'informer des nouveautés « produits » présentés au salon, estiment que la saison de ski en cours sera « exceptionnelle » : « les ventes de matériel d'équipement ont été excellentes », affirme l'un d'eux.

Le SIG n'a pas révélé cette année de grandes nouveautés. La seule « attraction » appartenait à un constructeur de fixation de ski qui se lance à présent dans la fabrication de ski, confirmant ainsi la volonté des grandes firmes spécialisées dans l'équipement de diversifier leur production.

Cette année, presque toutes les grandes marques de ski proposent des skis de fond. Le ski nordique, on a pu le constater à Grenoble, n'est plus le « parent pauvre » de la neige : au contraire, c'est désormais un vaste marché dont les chiffres font rêver plus d'un industriel. En 1966, lors des Jeux olympiques de Grenoble, il y avait cinq mille fondeurs en

France. Aujourd'hui, le secrétariat d'Etat au tourisme estime à plus de 500 000 le nombre des pratiquants. Si cet accroissement se poursuit, on prévoit qu'il y aura huit millions de skieurs de fond en 1981. Les industriels français sont bien résolus à s'emparer au plus vite de ce marché. On estime que les ventes, en 1976, se sont chiffrées à 85 000 paires, dont 35 000 importées, alors qu'en 1972, sur 30 000 paires vendues, 7 000 seulement étaient produites par des ateliers français.

« Le marché de la neige a encore de beaux jours devant lui », nous disait, à l'issue du salon, un fabricant de skis. Il est vrai que des études publiées récemment et portant sur l'expansion probable de ce sport, prévoient quelque 55 millions de skieurs dans le monde en 1982, alors que l'on n'en compte actuellement encore que 22 millions. En France, ils sont 4,5 millions aujourd'hui, contre 2,5 millions en 1976. Les choses vont vite.

Ainsi nous voilà prévenus : les industriels sauront faire face à la demande. Souhaitons alors que les infrastructures d'accueil puissent à leur tour accueillir tant de skieurs — et que l'escalade des prix ne se croise pas obligée d'être proportionnelle à l'accroissement de la fréquentation.

C. F.

PAQUES à EDEN ROC
Cop d'Antibes

OUVERTURE LE 1^{er} AVRIL
Piscine d'eau de mer chauffée
4 tennis
dans un parc de 8 hectares

Tél. (93) 61-39-01, Direct. Générale
Télax 470.183 - J.-C. IRONDELLE

êtes-vous individualiste ?
oui !... alors voyagez en

ASIE

PACIFIC HOLIDAYS
un billet d'avion, une chambre à l'arrivée... et la liberté

CEYLAN	2.800 F
BALE	4.000 F
BANGKOK	3.050 F
INDE	3.200 F

etc.

• chèque • billets • séjour
• chartes • centre d'information touristique

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 539.37.35
75014 - M^o : Mouton-Duvernet
Lic. A 881

PRINTEMPS EN GRÈCE

du 7 au 16 Avril 1977,
au départ de Villefranche-sur-Mer,
à bord du MTS DANAE,
dernier né des navires de croisières
de grand luxe.
Carras, c'est aussi des croisières
toute l'année, en Méditerranée
et Mer Noire, en Europe du Nord et aux
Caraïbes.
Croisières touristiques,
croisières "à thème" organisées
autour d'un centre d'intérêt.

Carras.
Même si vous avez tout vécu.

Carras

Pour tous renseignements : Votre agence de voyages ou l'agent général CARRAS
Voyages MATHEZ : 14, avenue de Verdun 06 NICE. Tél. 88.52.64
VIAZUR : 15, rue de Bassano 75018 PARIS. Tél. 723.55.14

en dépensant de l'argent vous pouvez en gagner



Pour tout renseignement, retournez-nous le coupon ci-dessous.

TOWNSEND THORESEN CAR FERRIES
41, bd des Capucines - 75002 PARIS. 261.51.75

Nom _____

Adresse _____

TOWNSEND THORESEN
Européen Ferries

Destination Vedette cette année encore, l'Angleterre connaît un succès grandissant. Si vous aimez l'imprévu, l'originalité, venez passer ne serait-ce qu'un week-end à Londres ou quelques jours dans la campagne anglaise.

TOWNSEND THORESEN vous offre cette occasion de vous changer les idées à moindre frais.

Pour un week-end de 48 heures vous paierez demi-tarif voiture et passagers.

Pour un séjour de 48 heures jusqu'à 5 jours : prix forfaitaire pour les passagers et transport gratuit (Aller et Retour) de votre voi.

la cure à vichy
toute l'année

SYNDICAT D'INITIATIVE
OFFICE DE TOURISME

400 modèles de robes exposés pour bien choisir la votre.

centre de l'encadrement
34, rue des Capucines 75002 Paris
Tél. : 261.51.75

J'aime l'Horizon




La joyeuse petite île fleurie de Jersey, paradis d'un shopping délassé à faire rêver, possède un merveilleux hôtel : l'hôtel l'Horizon, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe.

Situation exceptionnelle : 140 mètres de façade plein sud le long de la splendide baie de Saint-Brelade. Le sable fin et les vagues en direct. Confort maximum (télé couleurs, radio...) dans les quelques 100 chambres. Trois salons-bars. Magnifique piscine intérieure chauffée (8 x 16 m). Sier-grill réparti. Orchestre animant des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière faite pour des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Wileman, le jeune Manager, qui règne, gérant, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs ainsi que les tarifs.

Ecrivez-lui directement, en lui adressant à 1,40 F. en vous recommandant du journal. Téléphone automatique : 19 (44) 334-0101. Téléc. N° 41-232. Hôtel l'Horizon, Baie de Saint-Brelade, Jersey (Iles Anglo-Normandes).



Jersey 116 km² de Charme

Elle est réellement charmante et étonnante cette toute petite île qui a su conserver son indépendance, ses lois et ses coutumes. Les adorables petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et dans la capitale, Saint-Helier, le shopping délassé vous fera rêver. Les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec des palaces de très grande classe. Jersey, oasis de paix et de beauté vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix.

Consultez votre Agence de Voyages. Pour recevoir une documentation en couleurs, avec la gentillesse de retourner ce coupon, en lui adressant à 1,40 F. à l'Office National du Tourisme, Service France Iles Jersey (Iles Anglo-Normandes).

NOM : _____
 Adresse : _____

TOURISME

Quand les cyclistes mettent pied à terre

ILS étaient à peine une trentaine en 1951. Ils furent 2 200 le 20 février, lors de la 26^e édition du raid pédestre, Bourges-Sancerre (55 km). Après Paris-Mantes (51 km), mais avant Roanne-Tournai (60 km), l'incroyable succès de cette épreuve touristique et sportive organisée par les Cyclotouristes berruyers n'a cessé de croître. Au moment où tant de voix proclament perdu le sport français, le regain de la randonnée à pied atteste de l'engouement des pratiquants pour le « sport libre » : sans licence, sans catégorie, sans sélection, sans dossards, sans autorisation préfectorale, puisqu'on ne fait pas la course, et même sans fédération... Heureux organisateurs, connaissent-ils leur bonheur ? Chaque dimanche autour de Bourges, on recense au moins cinq rallies pédestres réunissant une moyenne de 300 personnes. Et on observe un phénomène identique dans toute la France, dès que l'on s'éloigne de la neige.

A Bourges, le samedi, vers 22 heures, la foule des marcheurs et des spectateurs s'est massée aux abords de la cathédrale ; elle bat la semelle dans un tintamarre de pétards, de trompettes, de sifflets, de chants gaillards. Sur le coup de 23 heures, banderole en tête, une fanfare de « Randonneurs nordistes » fait une entrée remarquée. Des groupes dansent, d'autres se déguisent. Un pétard explose dans les pieds des gardiens de la paix : l'un d'eux esquive un sourire ; tra per ce soir ! Des voitures C.R.S. attendent près du départ : pas pour ce à quoi vous pensez. Les « files » ont envoyé une délégation. Le commandant de la C.R.S. 52 va marcher avec l'étudiant en sociologie. On aura tout vu !

Une procession de 20 kilomètres

Bourges, un faubourg de Pampeune en période de courtoisie ? 23 h. 25, on se prépare. Un coup d'œil aux jaccs, aux poches que l'on bourre de fruits, de biscuits, de morceaux de sucre. On vérifie sa lampe. Certains ajustent d'énormes sacs de montagne : partent-ils pour le Makalu ? D'autres, insoucients, plaisantent les malins dans les poches, sans lampe : pour eux, l'aventure est au coin du bois. Les banderoles s'agitent de plus en plus. L'air grave, un quatuor de « vedettes » se massent les jambes. Bourges a la fièvre.

23 h. 30, des « officiels » commencent à tamponner les feuilles de route. Le rouleur compresseur se met en route, bloquant toute circulation sur des kilomètres. A l'arrivée à Sancerre, le plus pressé — un postier antillais d'Orléans — sera pointé le

dimanche à 7 h. 25, quand l'arrière-garde pénétrera encore dans le sentier à vingt kilomètres de là. Les sentiers ? Habituellement providence du marocain, ils ne font pas aujourd'hui l'unanimité. Trois semaines de pluie ont transformé quinze kilomètres de petits chemins en Béréina. Pendant que nous esquissons le pas des palmeaux, les lampes de poche commencent à voltiger ; les rires aussi ! Le calvaire terminé, dix mètres de goudron, et une voix qui sort d'une ambulance en faction : « Tout va bien ? — C'est réussi ! — Alors continuez par là... »

Et on remplit dans la boue pour une demi-heure. Au sommet d'une colline, une vision dantesque : les lampes qui descendent par dizaines sur l'autre versant. Presque au même moment dans le pré, une lampe surgit sous notre nez : « contrôle secret » ! Il pleut depuis le mi-

lieu de la nuit, mais il n'y aura pas de pluie pour les requilteurs qui monteront dans l'auto de papa. Du sadisme.

« L'organisation » est partout présente : une centaine de volontaires, 5 000 casse-croûtes, des salles des fêtes, des garages, des granges, des tentes pour abriter tous les dix kilomètres des marmites de café et de vin chaud, des montagnes de fruits. Ici la population se presse derrière des barrières, pour voir, pour comprendre... Ailleurs, les villages, les hameaux restent endormis. Etrange cette traversée de localités silencieuses. Mais il y a le chien de service qui réveille toute la confrérie aux alentours.

Plus loin, dans le vignoble, c'est la descente, sous la pluie qui redouble, le dos plié par le vent. La vision de la butte sancerroise regonfle d'optimisme ; mais la côte est interminable.

« Bourges-Sancerre n'est pas une compétition » : ainsi le veulent les organisateurs. Les compétitions se déroulent, elles, au sec, sur le tartan des stades. Ici on ne vous demande jamais qu'une performance, la quelle ? S'achève pour la moitié à peine des participants, très banalement, à Sancerre au milieu des ménages et des badauds à l'heure de la messe. Aucun applaudissement, même pour ces deux gaillards, dont l'un, à cloche-pied, s'appuie sur l'autre depuis cinq kilomètres. Pour eux, c'est plutôt la retraite de Russie.

A quoi bon ? Pour voir la nature, pour respirer, pour en baver, pour se prouver que l'on ne fait pas partie des culs-de-jatte du dimanche-devant-l'été ? Qui sait.

MICHEL DELORE.

(1) J.-P. Scherrer, 67, rue Edouard-Vaillant, 18000 Bourges.

Les lyriques du vélo

C'EST reparti. Pour dire vrai, ça ne s'est jamais arrêté cette année avec un hiver béril, sans neige, sans verglas. Même en décembre, même en janvier, les vrais, les purs ont pu ne pas oublier la côte de Dourdun, « les dix-sept tourments », et Fort-Royal s'ils étaient Parisiens ; le col de la République et la montée du Pertuiset s'ils étaient Stéphanois. Bref, le « coup de savate » devrait déjà être là, stimulé par les vagissements d'un printemps impatient. Car il y avait aussi Monlhéry, le fameux circuit conçu pour l'automobile — l'ennemi — et qui cette année s'est ouvert aux cyclistes. Merveille des merveilles ! Pas un moteur, pas une odeur, pas un chien, pas un chat. Rien que le chuintement soyeux des boyaux, le chuchotement des chaînes sur les pignons et « L'opette grimpee facile sur 42/16... »

Fameuse année, fameuse saison. Voilà par-dessus le marché, un palmarès jusqu'au prochain dimanche, deux livres si semblables et si différents, deux de ces chroniques cyclistes qui n'en finissent jamais de chanter la randonnée, de savourer ses petites secrets, de célébrer la machine, pimpante, reluisante, couvée, aimée, de mêler les vertus et les tics et, au bout du compte, de donner autant de plaisir à leurs auteurs qu'à leurs lecteurs.

De Pierre Roques, dont il préface Du soleil dans mes rayons (1), Jacques Falzant écrit, qu'il est « un de ces lyriques du vélo qui balancent leurs phrases au rythme de leurs coups de pédale et respirent à pleins poumons la joie de vivre du cyclisme. »

Ce lyrique est aussi un soli-

taire. Pyrénéen, fort de la science des vieux briscards, il a peu de goût pour les bandes folles qui prennent le guidon « par en dessous » et, pour un oui, pour un non, vont se tirer la bourre. A bien lire, il se pourrait que ne soit surtout l'âge qui l'ait apaisé. En tout cas il aime choisir ses compagnons en même temps que son rythme. Un « pépère » ? Il laisse dire. Il se contente en réponse de monter Aspin, le Tourmalet, de récidiver avec un « brevet des cols pyrénéens » et l'année d'après avec celui de randonneur des Alpes, quand ce n'est pas un Tour de la France en trente jours. Du soleil dans mes rayons est fait de la souffrance de « pédaler carré » comme de l'ivresse du sommet atteint, du lapin qui coupe la route, de la bourrasque au Ventoux, des vents du sud qui viennent d'Aragon et avec lesquels il faut compter sur les croupes déboisées du Pays basque. Ce n'est jamais de l'épopée, mais toujours de l'équipée. C'est surtout le journal d'un bonheur.

L'humour haut-le-guidon

Préfacier de Pierre Roques, Jacques Falzant partage ses vues, fruits d'une semblable pratique. Albin route en tête (2), suite trop longtemps attendue de Albin et la bicyclette, va combler ceux qui avaient découvert, en 1966, la petite et gavroche Américaine, imaginée mais pas davantage imaginaire, d'un Jacques Falzant pédagogue, philo-

sophe et humoriste, découvrir la différence qu'il y a entre « buté » et « réglé ». Au bout de neuf ans, Albin ne craint plus personne. Même si elle ne sait pas mieux réparer, le temps est venu où Albin, la semaine, où elle serait contre « ces damnés machins de cochonnerie de trucs de saletés de cale-pieds ». Elle est bonne pour la grande randonnée, un Versailles. Luchon par la Vendée, les Landes et bien sûr le Tourmalet. Le tout bouclé, fleuré, transpiré en huit jours. Nouvelle novice, « cette pauvre Guadalupe », copine d'Albin, dirigée par Albin, aura quand même tiré la langue et n'aura pas vu Orléans.

Comme d'habitude, c'est à ravir. Pierre Roques c'était la praline. Falzant c'est le bonbon acidulé. Et la bande d'Albin c'est la bande à Falzant. Ce sont les cyclistes entre eux qui se flairent, se jaugent, se devinent, se reconnaissent, c'est la gamme sans fin de leurs plaisirs, les variations sur tous les modes de leurs dialogues érotiques, leur langage, et leurs sites, leurs fêtes et leurs costumes, leurs idées et leur savoir-vivre dans une nation qui n'arrive pas à prendre l'habitude de leur présence. Cela peut les pousser à l'humour. Elle est toujours passagère, jamais méchante. Et Albin est un si bon sibi. D'ailleurs c'est l'humour qui l'emporte, et haut-le-guidon ! Cyclistes, randonneurs qui voulez vous connaître, lisez les « Albin ». C'est votre miroir.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

(1) Du soleil dans mes rayons, de Pierre Roques. Dooel, 249 p., 35 F.
 (2) Albin route en tête, de Jacques Falzant. Calmann-Lévy, 224 p., 35 F.



La Tunisie ! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

OU

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE - UNE TERRE - DES HOMMES

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom : _____
 Adresse : _____

SUISSE

tout un univers de vacances à votre porte, à votre portée

Saviez-vous qu'il existe en Suisse : 500 plages et piscines pour les fervents de natation ? 50 000 km de chemins de promenade pour retrouver les joies de la nature ? 32 000 km de cours d'eau et 135 000 ha de lacs pour les pêcheurs ?

et aussi...

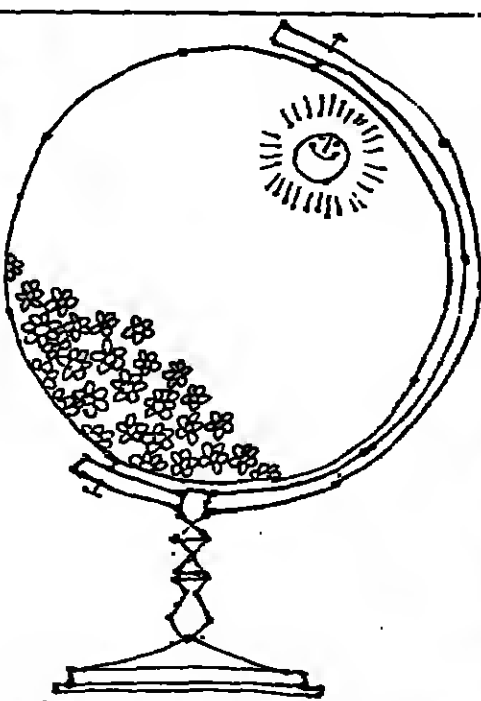
une avantageuse « Carte suisse de vacances » pour vos voyages en chemin de fer, car postal ou bateau ? des prix d'hôtels stabilisés depuis 1974 ? le taux d'inflation le plus bas du monde ?

Vos vacances en Suisse vous coûteront moins cher en vous adressant à votre agent de voyages. Prix forfaitaires et définitifs, tout compris, payés en francs français.

Voyez votre agence de voyages ou l'Office National Suisse du Tourisme, 11^{bis}, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 073 63 30

Nom : _____

Adresse : _____



(Publicité)

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTOBUS

Université de Vienne
 Cours d'allemand pour étrangers
 3 sections
 du 11 juillet au 24 septembre 1977
 pour débutants et avancés.
 Laboratoire de langues.
 Excursions, soirées.

Droits de cours et d'inscription pour 4 semaines : S.A. 1.600 (environ 474 F.). Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : S.A. 4.600 (environ 1.223 F.).

Programme détaillé : WIENER INTERNATIONALE HOCHSCHULE A-1010 Wien, Université.

LA RENCONTRE DE LA MONGOLIE ET LE TRANSIBERIEN.

de Moscou au désert de Gobi.

VOYAGES EXPLORADO : des voyages pas comme les autres, aux quatre coins du Monde.

EXPLORADO S.A.
 86, avenue Legrand,
 1050 BRUXELLES.

Autorisation Cat. A n° 1260.

هشتم من الحفل

A DEUX OU QUATRE ROUES

MOTOS AU LONG COURS

A U moment où les plus heureux d'entre eux étaient à Daytona-Beach (Floride) pour y passer la semaine la plus folle de leur vie de motard à l'occasion de la Course des 200 milles, les autres — ceux qui restent à la Bastille et à Boulogne — peuvent commencer à rêver à leurs vacances d'été sur deux roues. Chaque année plus nombreux, plus intrépides, plus volontaires, les motards font et feront de leur engin un véritable instrument de loisir. Mieux encore, ils ont découvert depuis peu le tourisme motocycliste. Rien à voir, mais alors rien du tout, avec le tourisme automobile.

Si ce dernier est moins sportif, plus « confortable » et permet peut-être d'aller plus loin — voire — le tourisme à moto est avant tout fonction de l'engin. Un engin plus souple, plus maniable qu'une auto, et qui permet à ses passagers de sentir des sensations battues des circuits prédisposés. Et que dire des relations avec les indigènes ? Qu'ils sont tout simplement plus authentiques, plus chaleureux. Et que plus on s'écarte de nos pays occidentaux plus cela devient vrai.

Nous l'avons éprouvé aux con-

fins du désert de Mauritanie, où les nomades locaux étaient tout simplement émerveillés que nous ayons pu venir de Paris, à deux sur une 125 cm³.

Quant à l'engin, il est dans tous ces pays en voie de développement une source d'admiration, peut-être d'envie, mais surtout une occasion de discuter sur les performances du moteur, la capacité du réservoir ou la puissance de la batterie. Des détails qui peuvent paraître insignifiants ; mais partis d'une discussion à propos d'un engin, qui partent où nous sommes passés nous a attiré des sympathies, nous ne comptons plus les fois où nous nous sommes retrouvés en foule dans les couloirs à sirène, un thé à la menthe plus que constituant et à point nommé, car c'est vrai qu'un voyage à moto de plusieurs milliers de kilomètres est plus fatigant que le même en voiture. Mais que de richesses accumulées dans les rapports humains, dans les perceptions visuelles et olfactives du pays. Un voyage à moto, c'est réellement un plongeon dans la vie d'un pays. Ses habitants seront ravis de vous recevoir avec une hospitalité inconnue dans les immensités de nos cités.

dossier à Honda-France. Un dossier qui comprend une brochure du B.T.A., une édition par Britany Ferries, un itinéraire expliquant comment se rendre de Bretagne en Ecosse en passant par la Cornouaille, le Pays de Galles

S'épargner des traces

Pour ceux qui rêvent de quelque chose de plus ambitieux, Honda-France propose, d'autre part, pour cet été une croisière moto à travers les Alpes, partant de Graz (Autriche) et s'achevant à Monaco. Cette Transalp-77, c'est trois semaines à l'air pur, quarante cols, 3 800 kilomètres et... près de cinquante mille virages dans l'une des régions les plus grandioses d'Europe. Les participants se rendront à Graz par des itinéraires de concentration passant par les grandes villes d'Europe. De Graz, sont prévus deux départs. Le premier, le mardi 5 juillet, le second le mardi 8 août. Un bel exemple d'étalement des vacances à moto... Les participants auront ensuite toute liberté pour passer

et l'île de Man. Le retour est suggéré par les circuits anglais de Mallory Park et Brands Hatch. Comme en 1976, ce raid est ouvert à tous les motards quelle que soit leur nationalité ou la marque de leur moto.

Les différents contrôles, où ils devront faire contresigner leur carnet de route ; il y en aura sept avant Monaco, qui se situent à Breda (Italie), Andermat et Interlaken (Suisse), Susa (Italie), puis en France à Briançon, Le Castellet et Valberg. Les frais de participation sont de 200 francs, le participant récupérera 100 francs sur cette somme s'il utilise une Honda et 100 F s'il a une moto de dix-huit ans. Une bonne manière d'encourager les voyages à moto qui, c'est bien connu, forment la jeunesse... Que ce soit sur les bords du Nil, en Ecosse ou dans les Alpes, on verra donc beaucoup de motos sur les routes de l'été prochain. Sans compter toutes celles che-

vauchées par ceux qui partent à l'aventure, sans encadrement ni assistance... Il y a cependant certaines destinations où il est beaucoup plus prudent de partir groupés. Non pas que l'aventure et la solution idéale soient dans le voyage organisé à moto. Mais en faisant confiance à des gens qui aiment la moto, et reconnaissent avec minutie les différents parcours possibles, on peut s'épargner d'avance bien des tracasseries.

L'exemple de Jean-Claude Bertrand, organisateur du dernier rallye Côte-d'Ivoire - Côte d'Azur, est significatif : il vient à peine rentré de repartir pour préparer le rallye 1978, Nouvelle-Orléans-Cayenne, à travers l'Amérique centrale et l'Amazonie. Encore de beaux projets pour les motards qui voient loin...

PATRICE VANONI.

* Raid des Frontières, 15-17, quai de l'Orléans, 75001 Paris. Tél. 300-50-97.
Go West-Honda France, 30, rue Pierre-Curie, 92170 Bagneux. Tél. 360-01-00.
Transalp-France, 74, rue Levertier, 75017 Paris. Tél. 239-56-62.

LA « RANCHO » A TOUT FAIRE

QUEL est l'usage d'une automobile, en ville, lorsqu'un réseau efficace de transports en commun peut assurer les déplacements quotidiens ? Mises à part quelques courses, l'évasion reste sa seule raison d'être : une soirée de temps en temps, les week-ends le plus souvent, et les vacances. D'où l'idée séduisante de la « voiture verte » : un outil de loisir, plus qu'une simple machine à transporter.

Matra-Sinice va présenter dans quelques jours, au Salon de Genève, un véhicule de cette catégorie. Le Rancho, qui ne sera commercialisé qu'au mois de juin, n'est ni un buggy trop sportif, ni une camionnette trop utilitaire, ni une « jeep » trop dévouée (comme le Rodéo Renault et le Méhari Citroën). Elle adopte le style de la Range Rover, mais elle n'en a pas l'appétit.

Deux roues motrices seulement, deux portes, cinq places : le Rancho a le confort, l'équipement et les performances d'une bonne « CV routière ». C'est aussi une « tout chemin » grâce à une garde au sol moyenne de 20 cm. Et son volume de chargement est exceptionnel (de 1 à 2 mètres cubes lorsque le ban-

quette arrière est rabattue) malgré ses 4,31 m. L'armoire normale, les étagères, le moto ou le canot peuvent y prendre place. C'est pourquoi elle s'adresse aussi bien aux « chineurs » du week-end qu'aux sportifs (chasse, pêche, plongée, etc.) et aux randonneurs. (Le plateau arrière, 2,11 m de long, peut « coucher » deux adultes).

En route pour l'aventure !

Break de chasse, mini-camping-car ou simplement véhicule passe-partout, le Rancho n'est ni l'un ni l'autre. C'est un « raid » est prévu pour un peu plus tard, avec un blocage du différentiel, et un treuil mécanique. En route pour l'aventure !

Il est étonnant qu'un véhicule aussi polyvalent n'ait pas vu le jour plus tôt en France — où l'ère de la résidence secondaire n'est plus à ses débuts. Le Rancho de Matra était pourtant simple : « Prenez une fourgonnette Sinica 1100, un embrayage, une boîte et un moteur de 1300 GT (mais laissez de côté l'allumage électronique) et as-

ssemblez bien le tout. Puis, faites-le monter en travaillant les suspensions. Ajoutez une structure arrière en polyester armé, un pare-choc enveloppant, un hayon à double abattant et un toit surélevé. Démoulez soigneusement et décorez : une galerie à l'avant, une rotule d'attelage à l'arrière, de grandes vitres latérales. Et ne lésinez pas sur les phares grillagés. » C'est tout. Mais le résultat tient autant à la qualité des constituants qu'au savoir-faire.

Volkswagen sortira bientôt un véhicule similaire et d'autres constructeurs se disent en mesure de le faire. Tout dépendra du succès de la Rancho et de son homologage allemand. Le marché des « berlines vertes » devrait rapidement progresser, mais le demande pourrait buter sur un obstacle important, tout du moins chez Matra : à Romorantin, la production ne pourra dépasser cent unités par jour. Bagnères et Rancho continuent. C'est peu si on a la production de la Saab 900 en tête.

MICHEL BERNARD.

* Prix : environ 33 000 F. Consommations conventionnelles : 8,9 ; 11,5 ; 10,8 litres aux 100 kilomètres.

vois sans frontières

27, Bd La Tour Maubourg
75007 PARIS - Tél. : 705.95.07
Métro : Latour-Maubourg

DESTINATION

ATHÈNES	710	LOS ANGELES	1700
BARCELONE	525	LYON	970
BELGRADE	770	MADRID	2770
BOMBAY	1000	MALAGA	675
BUDAPESTE	543	MILAN	675
CALCUTTA	2770	MONTREAL	2450
COPENHAGUE	2550	MUNICH	1140
DUBLIN	2770	NAPLES	1770
GENÈVE	1563	PARIS	595
HAMBURG	2250	ROME	2500
HELSINKI	1710	STOCKHOLM	1770
IRAKLI	1710	VIENNE	1770
JAKARTA	1850	ZAGREB	1770
LAHORE	2400		

Je désire recevoir le

« GUIDE DU CHARTER »

Ci-joint : 3 timbres à 1 FF

NOM _____

ADRESSE _____

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE

YEMEN

Des vols à 1.800 F
Nos expéditions à partir de 2.700 F
Un guide : 15 F

LES SEYCHELLES

Volée avec Veronika Ketch de 13 m.
Plongée, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertées et la mer transparente de 354 îles Seychelles vous attendent.

Une semaine, vol + valise ou plongée à partir de 2.250 F.

544-21-99 et 544-20-48

ILE MAURICE

Détente et repos hors du commun
vol et séjour à partir de 2.350 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez nous voir ou téléphonez-nous.

544-21-99 et 544-20-48

PASSEPORT

68, rue de Valenciennes
75006 PARIS
Métro : Rennes Lic. A 899

DANEMARK 1977

A louer bord de mer pour vacances familiales à 50 km de Copenhague et de la Suède villas tout confort avec jardin.

Promenades forestières, proximité fjord, pêche, mer ou lac, possibilité équitation, tennis, golf.

Région intéressante touristique.

Écrire :
Touristbureau Dannebrog - Liseleje,
Auerbe, DE-Friedrichsberg
téléphone : Liseleje 03-346164

Avec Jaltour, découvrez l'Indonésie des Indonésiens.



Et si vous connaissez déjà l'Indonésie, portez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, à Formose, en Inde, en Corée, à Manille, en Malaisie, en Thaïlande...

Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.100 francs, Hong-Kong à partir de 4.520 francs et le Japon à partir de 5.270 francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

TOURISME

L'OISEAU QUE L'ON N'ATTENDAIT PLUS

LE 29 juillet dernier, le Monde annonçait la découverte d'un oiseau inconnu en Algérie. La nouvelle est stupéfiante : personne n'aurait osé imaginer qu'un oiseau ignoré se cachât encore au bord de la Méditerranée.

Dans les heures qui suivent l'annonce de l'événement, journaux, agences de presse, radios, s'en emparent. André Frossard consacre à l'oiseau son billet du Figaro, et Paris-Match une triomphale double page.

Mais voyons le déroulement des faits qui devaient aboutir à cette étonnante trouvaille. En 1975, un tout jeune agronome belge, Jean-Paul Ledant, arpente, accompagné d'un ami, Paul Jacobs, une montagne de la Kabylie, pour en étudier la végétation. Bien sûr, un petit passereau qui martèle un tronc d'arbre retient son attention. A sa façon de descendre les troncs la tête la première, il reconnaît une sittelle, et il remarque son ourcil blanc.

Or, officiellement, il n'existe pas de sittelle en Algérie.

J.-P. Ledant aille le professeur Henri Heim de Balsac, spécialiste de la faune nord-africaine. Celui-ci met au point un plan de recherches pour élucider l'énigme.

En avril 1976, Ledant retourne sur les lieux, mais la neige entrave ses investigations. Les conditions climatiques de l'endroit sont exceptionnelles pour le Maghreb, puisque au printemps le couche de neige atteint encore de 2 à 3 mètres.

Remous chez les ornithologistes

La tentative suivante sera la bonne. En juillet, Jacques Vieillard, un jeune ornithologiste qui a déjà beaucoup voyagé et publié la revue *Alauda*, rejoint Ledant en Algérie. Celui-ci le conduit sur le sommet, et Vieillard confirme la découverte.

La nouvelle espèce compte un effectif très faible : une dizaine de couples environ, ce qui en fait l'un des animaux les plus rares du globe. Elle porte désormais

le nom de sittelle kabyle ou sittelle de Ledant Sitta ledanti Vieillard 1976 (1).

A peine plus petite que la sittelle torchepot commune en Europe — elle pèse 17 grammes —, cette espèce a une calotte noire, le dessus gris-bleu et le dessous lavé de beige clair. Comme ses congénères, elle niche dans les trous d'arbres. Et il aurait suffi d'une forte grêle ou d'un incendie de forêt pour l'exterminer.

Pour pouvoir décrire le nouvel oiseau, les ornithologistes en capturèrent deux spécimens : celle « collectée » — c'est l'expression consacrée — suscita quelques réactions déplorables. Plus qu'eux, les « coupables » sont plutôt les traditions zoologiques qui exigent la présentation de spécimens pour la validation d'une espèce.

Mais la découverte allait provoquer aussi des remous à l'intérieur du monde ornithologique, chacun voulant se donner le rôle le plus éminent dans la trouvaille.

Et particulièrement inattendue



(Dessin de J.-P. LEDANT.)

Il faut espérer qu'elles renforceront désormais la surveillance. Les organismes internationaux de conservation de la nature ont été avertis, mais ne se sont guère manifestés.

Trois espèces

La plupart des articles parus dans la presse au sujet de la sittelle kabyle étaient très ambigus. Ils semblaient dire qu'une sittelle n'était connue avant cette trouvaille. Aussi de nombreux lecteurs écrivirent-ils aux journaux pour les traiter d'imposeurs : des sittelles, ils en avaient dans leur jardin, et ils ne faisaient pas tant d'histoires.

La nouvelle espèce est proche parente de la sittelle corse, localisée dans l'île de Beauté, et de la sittelle de Krupar, qui vit en Turquie. Ces trois espèces sont donc isolées chacune dans un secteur du Bassin méditerranéen.

Il est possible de retracer l'histoire passée de ces oiseaux. Leur lignée, venue de l'est, a envahi la région méditerranéenne.

Les bouleversements géologiques ont séparé les diverses espèces, qui se sont donc trouvées isolées sur des îles ou des montagnes.

Trois ont subsisté jusqu'à notre époque. Mais il dut en exister bien d'autres, et notamment dans les Apennins. J. Vieillard estime que cette chaîne de montagnes a pu héberger, jusqu'à une date récente, une sittelle apparentée à celle de Kabylie. Qui découvrir, sinon dans la nature, du moins dans les vieux livres, la trace de cet hypothétique oiseau ?

JEAN-JACQUES BARLOY.

(1) Voir les articles de J. Vieillard et H. Heim de Balsac, *Alauda*, 44 (3), 1976, p. 331-333. Un exemplaire de la Sittelle kabyle figure dans le disque (n° 7) édité par cette revue et intitulé Oiseaux de Corse et de Méditerranée. On peut le commander à la Société d'études ornithologiques, 14, rue d'Ulm, 75005 Paris Cedex 05. Prix 60 F. (2) *Actes de la Société d'études ornithologiques*, 1976, p. 331-342.

Automobilistes qui allez en Italie

Savez-vous que

1. même cette année toutes les voitures, ayant leur plaque d'immatriculation étrangère, paieront encore et seulement le tarif minimum en roulant sur toutes les autoroutes gérées par la S.A. Autostrade, et que
2. les automobilistes étrangers devront remplir maintenant une partie du coupon autoroute pour pouvoir jouir de cette réduction ?

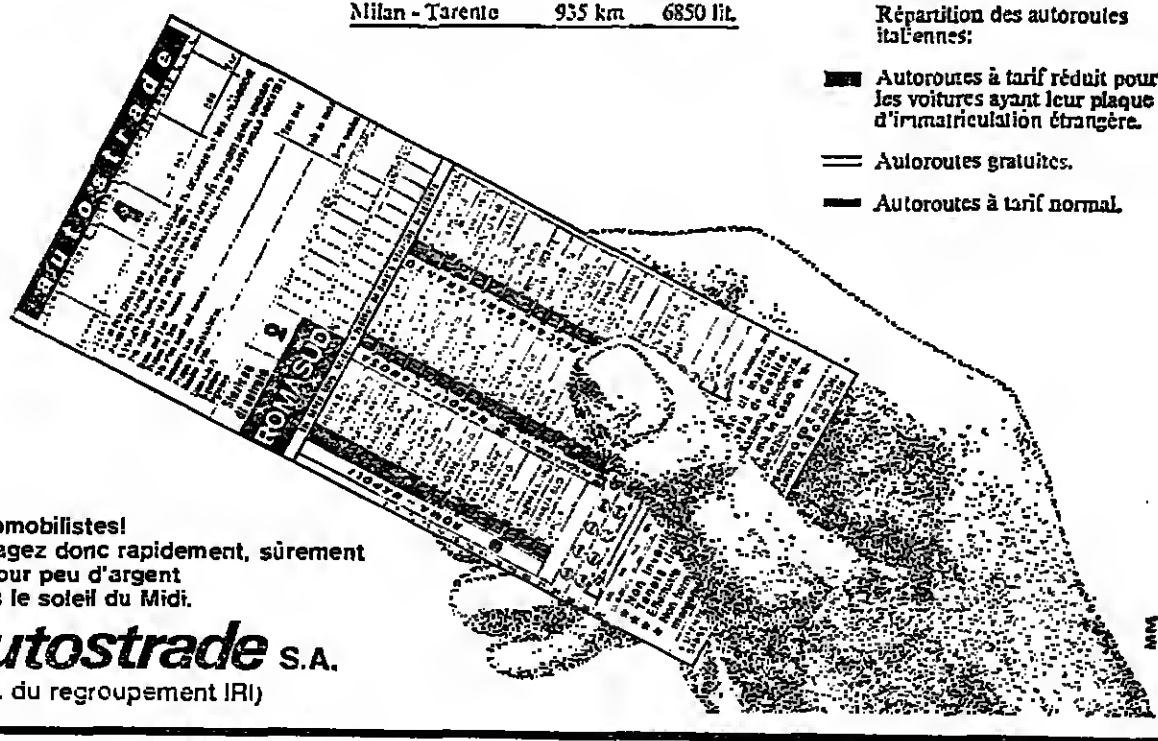
Même cette année-ci, les voitures ayant leur plaque d'immatriculation étrangère paieront seulement, pour ainsi dire, le tarif des moines. Cette réduction est valable sur tout le réseau géré par la S.A. Autostrade qui, de Milan et Padoue, dans le nord de l'Italie, porte dans les régions plus au sud. Cette réduction est même valable pour les remorques et les rouloottes.

Quelques exemples de parcours et de prix			
Milan - Rome	555 km	4150 lit.	
Padoue - Rome	502 km	375 lit.	
Modène - Rome	398 km	3000 lit.	
Milan - Pescara	571 km	4150 lit.	
Padoue - Pescara	335 km	2800 lit.	
Modène - Pescara	413 km	3000 lit.	
Rome - Tarente	500 km	3800 lit.	
Milan - Florence	283 km	2250 lit.	
Milan - Naples	755 km	5600 lit.	
Milan - Tarente	935 km	6850 lit.	



Répartition des autoroutes italiennes :

- Autoroutes à tarif réduit pour les voitures ayant leur plaque d'immatriculation étrangère.
- Autoroutes gratuites.
- Autoroutes à tarif normal.



Automobilistes !
Voyagez donc rapidement, sûrement et pour peu d'argent sous le soleil du Midi.

autostrade S.A.
(S.A. du groupement IRI)

LA CLINIQUE DES MOUETTES

COMMENT sauver les oiseaux engraissés dans les marées noires ? C'est peut-être à Brest, grâce à une poignée de jeunes amateurs, qu'on le découvrirait demain. Jean-Christophe Balouet, vingt ans, des yeux verts, et une volonté de Breton : c'est lui, étudiant en géologie, qui, il y a cinq mois, a eu l'idée d'ouvrir un établissement sans doute unique au monde, une « clinique des oiseaux mazoutés ».

Les « malades », hélas ! ne manquent pas. Goélands, fous de Bassan, pingouins, mouettes en tout genre se ramassent à la pelle sur les plages bretonnes ourlées de pétrole. Inutile de mobiliser l'aéronavale pour savoir si des tankers se sont délestés. Il suffit de monter dans la camionnette que les amis de Jean-Christophe se sont offerte avec les 8 000 F offerts par la Société protectrice des animaux, et de faire avec eux la tournée des grèves. Chaque déchargement illégal se traduit par des dizaines d'échouages de volatiles hideusement fardés de noir. On les transporte aussitôt dans les bâtiments préfabriqués d'une école désaffectée que la municipalité de Brest a prêtés aux vétérinaires. Quant aux scientifiques de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.), ils ont alloué 2 000 francs de subvention pour que la clinique fonctionne.

Le reste, c'est-à-dire dix mille heures de travail bénévole en cinq mois, a été fourni par une centaine de collégiens brestois et quelques jeunes chômeurs qui jouent les infirmiers de garde auprès des oiseaux.

Ceux-ci sont, dès leur arrivée, examinés, fichés et mis à l'isolement avec une quantité suffisante de poisson frais. Pas question de les toucher : ils sont choqués. L'opération de démaquillage se

fera sous anesthésie et durera trois quarts d'heure : lanoline et graisse de mouton, puis shampooing. Il faut parfois recommencer deux ou trois fois avec une semaine de délai entre chaque intervention.

Les malades sont alors envoyés dans des « dortoirs » où ils retrouvent des compagnons de leur espèce, des vivres et une vasque-piscine. C'est seulement lorsque leur plumage aura retrouvé son imperméabilité qu'ils auront droit à leur bulletin de sortie.

Mais, bien peu d'entre eux sont parvenus jusqu'à : sur cent soixante-dix « hospitalisés », les jeunes Brestois n'en ont sauvé qu'une trentaine ! Les livres d'oiseaux de l'école supportent très mal de rester enfermés. Aussi va-t-on leur aménager sur un étang une volière de convalescence.

Jean-Christophe en tout cas réussit à convaincre. D'abord M. Vincent Anquer, ministre de la qualité de vie, qui lui a promis une subvention de 5 000 F. Puis des constructeurs de matériel nautique qui lui ont confié deux hors-bord pour ramasser les oiseaux en mer.

Mais les jeunes ambulanciers des grèves sont parfois en proie à la colère. Car ils savent que les équipages des pétroliers touchent une prime chaque fois qu'ils nettoient leurs citernes en mer. Pourtant, Jean-Christophe et ses compains sont têtus : « Un jour, disent-ils, l'opinion publique sera tellement montée contre les pétroliers qu'ils cesseront de salir les mers. Et si notre clinique a contribué à cela, elle n'aura pas été inutile. »

MARC AMBROISE-RENDU.

* Clinique des oiseaux mazoutés, rue Charles-Féau, 28200 Brest. Pour signaler un oiseau, téléphoner à la S.E.P.N.B. (06) 93-16-34.

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux, leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales, leur avifaune, leurs traditions alpines avec

IMAGES et CONNAISSANCES de la MONTAGNE
Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes guides de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc.

Prêt gratuit de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires photo, projections. Refuges anves

DU 1^{er} AU 14 MAI ET DU 19 JUIN AU 10 SEPTEMBRE

Renseignements et inscriptions : Images et connaissances de la montagne, B. P. 47 - 73150 VAL D'ISÈRE - Tél. : (79) 98063

Destination poudreuse.

Vous regardez quelquefois les Bulletins Officiels d'enneigement ? Altitude 2000 mètres à 90 km de Nice, ISOLA 2000 est mieux placée qu'aucune autre station pour garantir ses records d'enneigement et d'enneigement.

Il reste quelques places pour profiter de notre merveilleuse poudreuse de printemps.

Téléphonez à ISOLA 2000 : PARIS, 38, rue de Labrousse, Tél. : 387 55 09, ou à la Station ISOLA 2000, Tél. : (93) 02 70 50.

isola 2000

Neige et soleil garantis par contrat.

DU 27 MARS AU 12 AVRIL 1977
ENCORE QUELQUES PLACES.

هنا نحن النحل

هنا نحن الكحل

LE MONDE DU TOUR

AIT PLUS

CLINIQUE DES MOUV

Photo de la Vanoise

Isola 200

TOURISME

Saumur sans son Cadre Noir ?

LES écuys du Cadre noir ont perdu leur manège. Sauf miracle, ce haut lieu de l'équitation académique paraît voué aux regrets éternels. Ne nous en faisons pas le tableau. Le sonnet de la sécurité publique est à l'origine d'une décision que le bon sens réclamait et l'humaine sagesse appréciera.

L'enceinte, dont la construction remonte à 1863, donnait des signes évidents d'usure et de décrépitude. Le génie, l'ayant constaté sur place, s'en est ému, et pris ses responsabilités. Les restaurations envisagées — coût : 1.500.000 F — n'entraîneraient pas la ruine de l'Etat, mais rien ne bouge, tout dénonce au contraire un abandon qui ressemble étrangement à un arrêt de mort. 13-ha, dans les brumes de la campagne angevine, Tazefort, qui n'est point Saumur, n'en déplaît à ses partisans inconditionnels, Tazefort et ses somptueuses, ses parfaites installations où galope la jeunesse

de l'Ecole, pompe d'énormes crédits. Alors, pourquoi se soucierait-on des vieilles pierres à l'abri desquelles caracolait une équitation surannée ?

Autrefois, l'affaire eût enflammé le Saumur cavalier, déchaîné, pour un mot imprudemment jeté dans la conversation, une tempête de sarcasmes à l'adresse du pouvoir. Le commandant Gardefort, héros naïf et pitoyable de Paul Morand, eût pris en défilant la tête d'un beau chahut. Aujourd'hui, sur ce terrain du Chardonnet, qui, du duc d'Angoulême à nos jours, en a tant vu, et de toutes les couleurs, mal ne songerait à prendre l'épée, le bandier... pour finalement se battre contre des ombres. Seuls quelques vieux écuys finissent leur vie sous le ciel adorable du Maine-et-Loire se surprennent à remuer les lèvres sur une complainte inutile. Tel est le schéma, voici le détail.

Le 14 janvier dernier au soir,

d'ordre des officiers du génie, le manège bâti en tuffeau, comme toute la ville pour le régal des yeux, fermait ses portes. Verrouillés, un froid sinistre tombait sur la place que foudroyait, par milliers, les chevaux les mieux « mis » de France, certains, comme leurs dresseurs, passés à la postérité. Du platier fameux de Le Cœur, monture du comte d'Aure, génie équestre de la fin du dix-neuvième siècle, aux volées avec changement de pied au tempo du pur-sang Crémieux, mort il n'y a guère, pour le chagrin de son dernier interprète, l'adjudant-chef Le Rolland, que de destriers-chorégraphes s'éclairaient, après s'être illustrés à Saumur, les pages de la littérature hippique, sans doute la plus riche, la plus et style inclins, de toutes les littératures sportives.

Le 14 janvier, c'était un vendredi, jour précédemment où le public peut assister, sans bourse délier, à la reprise des dieux. Celle-ci s'était achevée comme elle avait commencé, dans une sorte de pudicité admirative exultant les braves. A l'extérieur, rangés le long du Chardonnet, les cars venus des communes les plus reculées de la région, et les « 75 » des voitures particulières, attestaient la fidélité des amateurs pour un spectacle d'une majesté incomparable.

Symptomatique et non symbolique...

Quarante-cinq ans, archétype du cavalier sans une once de chahut, l'œil gris assés prompt à repérer un cheval qui a du « bec », le lieutenant-colonel Pierre Dumand, stût, la reprise terminée, avait, d'un coup de rein, mis pied à terre, non sans avoir flûté l'ensemble d'un « Miroir », sang alean, son cheval favori. Sans se départir du sentiment de leur dignité, maîtres et sous-maîtres, en hâte, s'étaient groupés autour du grand dieu. Bonnel des discours superflus, en homme accordant la priorité à l'action, l'écuier en chef d'abord s'était tu, à l'image d'un « muet saumois », le général L'Hôte, le plus illustre de ses prédécesseurs. Puis, sa cravache noire à trois vitres d'or pointée vers le monument dont Gabriel Bains, garde-manège palefrenier depuis vingt et un ans à l'Ecole, venait de pousser les portes, il dit sur un petit ton sec, comme se parlant à lui-même : « Symptomatique et non symbolique ». Ces deux mots lâchés pour toute explication, il s'en fut, laissant ses subordonnés quelque peu interloqués.

Que signifiait exactement ce langage alambiqué ? Deux lignes tracées sur la « main courante » de l'Ecole nous apprennent le soir-même l'étonnante nouvelle. Si nonnante pour qui ?

Quelques jours plus tôt, au cours d'une séance de travail, un craquement lugubre avait rompu le silence quasi religieux de la reprise. Des yeux distraits, pour ne pas dire, amusés, s'étaient

alors levés vers le plafond à caissons du manège, puis vite abaissés sur une résistance perçue à la pression des jambes, objet d'attentions autrement importantes. « J'ai vu une fronde bleue », dira plus tard Gabriel Bains, qui non seulement avait entendu mais vu une poutre en bois s'affaisser à son point de faiblesse le plus sensible.

L'incident dûment constaté, on alerta les ingénieurs du génie. Expertises, contre-expertises, mirent d'identifier le coupable, étrange coupable, hôte inattendu, le capricorne, ce grand colporteur dont la larve creuse de profondes galeries là où la place s'y prête. Cet insecte importé de Suède à l'époque où les armées hitlériennes dévastaient des forêts entières pour la construction du mur de l'Atlantique, ce fléau n'a cessé de sévir dans le pays, et l'Anjou n'a pas été épargné. Le danger d'un accident, voire d'une catastrophe, se précisant, condamner le manège devenait urgent. On osa dire que, dans certaines sphères, ce coup du sort n'a pas été regardé pour déplorable. On osa risquer que de toute manière, les responsables ne feront antichambre dans aucun des huit ministères dont dépend l'équitation française pour obtenir les fonds indispensables à la remise en état des lieux. Pourtant, ce serait une grave erreur que de vouloir arracher le Cadre noir à son théâtre de prédilection, de l'attirer et de le retenir sur les coteaux éloignés de Saumur, où, pour ne citer que cet exemple, les étrangers, soixante mille environ chaque année, se fatigueront à force de se perdre dans une banlieue d'accès difficile, nous en témoignons.

La fin du label

Plus un seul cheval à Saumur, si nous lisons bien les textes, plus l'homme d'un beau modèle au bout de la rue de Beaurepaire qui, à toute heure du jour, défilait comme un automate et ne connaît d'autres bruits d'entrées, échos, que le bruit et l'écho quatre fois répétés des fers d'un mince pin-sang marchant au pas d'école : le Chardonnet, désert, les écuries vides, les bulldozers rasant le manège des écuys, et pour demain si nulle voix ne s'élève pour défendre le vieux patrimoine et arrêter ce sacrifice prévisible.

« Saumur, ville de cheval, cité du Cadre noir », annoncent les panneaux publicitaires plantés aux abords de la ville. Au train où vont les événements, une petite trumperie se prépare, au bout de laquelle Saumur risque de perdre son label de garantie.

Le Cadre noir, ossature principale de l'Ecole nationale d'équitation, a souvent été attaqué pour son conformisme jugé trop étroitement fidèle au canon de l'enseignement, et nous-même ne l'avons pas toujours épargné, très indirectement, il est vrai. Les écuys rappellent à ce propos qu'ils nous devaient pendant ni collaborer à l'élaboration du programme des examens préparant aux diplômes d'Etat. Ces examens ont été normalisés par le secrétariat à la jeunesse et aux sports, et si, demain, les hautes instances, par un effort de bouleversement, décident d'en bouleverser les articles, le Cadre noir, qui n'a jamais eu pour mission de former des vedettes, se pliera sans regretter aux injonctions officielles.

ROLAND MERLIN.

N.B. — La fermeture du manège ne s'explique pas uniquement par la suspension, sous l'effet des prévisions météorologiques défavorables, du concours annuel d'entrées, mais aussi par le fait que tous les vendredis matin à 11 heures précises au manège, l'ensemble du personnel et de conception évidemment plus modernes, mais ne contractant en rien, du moins à première vue, les mouvements d'ensemble.

Trois mille huit cent vingt-trois adresses

Trois mille huit cent vingt-trois adresses (3181 Logis de France et 632 adresses rurales) figurent, d'après les données par départements et par régions, dans le Guide 1977 des Logis de France et d'ambages rurales. Le guide indique pour chaque établissement ses caractéristiques essentielles (garderie, piscine, chiens acceptés, ascenseur, etc.) et les prix qu'ils pratiquent.

* Fédération nationale des Logis de France, 29, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. 701.11.11. Révisé en 1976. Prix 12.000 F (C.O.P. Paris 12.11.76) à joindre à la commande.



pour mieux découvrir

L'ESPAGNE OU LE PORTUGAL partez en AUTOCAR

tous frais compris de Paris à Paris.

Un exemple : PAYSAGES PORTUGAL 10 jours 2.150 F

Demandez la brochure sur nos 80 circuits de 2 à 27 jours

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75008 Paris - Tél. 280.67.80
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 588.92.41
177, rue d'Alsace 75014 Paris - Tél. 542.47.03
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 250.88.74
14, avenue de Villiers 75017 Paris - Tél. 227.62.16
147, rue Ordener 75018 Paris - Tél. 078.52.42
5, rue Louise-Michel Levallois-Perret 92300 - Tél. 757.06.70
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen Tél. 280.87.80 poste 280
CADI, EVREUX LE HAVRE, LILLE, NOUBAUX, NOUEN TOURCOING BRUXELLES.

vacances vertes en limousin périgord quercy



des arbres, des lacs, des rivières 20000 ans de préhistoire et d'histoire, le charme de petits villages reconnus, une gastronomie prestigieuse...

un certain art de vivre

Bon pour une documentation gratuite à envoyer à :

CREUSE: Creuse expansion tourist. BP 215, 23012 GUERET
LOT: Comité départ. tourist. Ch. de Commerce 46000 CAHORS
DORDOGNE: Office départ. tourist. 16, rue P. Wilson 24000 PERIGUEUX
CORREZE: Comité départ. tourist. Quai Balzac 19000
Hte VIENNE: Union tourist. 16, place Jourdan 87000 LIMOGES

M.....

Adresse.....

Comment faire passer gratuitement votre voiture en Irlande tout en restant honnête.

C'est bien simple, partez au printemps sur le St Patrick: si vous êtes quatre, elle voyagera gratuitement, et si vous êtes trois, ou deux, elle ne paiera que demi-tarif. C'est tout, c'est parfaitement moral.

Et le cœur léger, vous pourrez profiter du St Patrick qui est un bout d'Irlande avec des bars, des boutiques, des restaurants, des ponts-promenades...

Vous partirez du Havre à 17 heures, vous arriverez à Rosslare le lendemain à 13 heures en ayant fait une très bonne affaire.

(sauf entre le 25/6 et le 31/8)



Le St PATRICK
La seule liaison maritime France-Irlande.
Irish Continental Line
Transports et Voyages
8 rue Amber 75441 Paris Cedex 09
Tél. 742.31.49

Nom.....
Adresse.....

KLM. GUATEMALA.

A partir de 4.800F, nous vous offrons les pyramides de Tikal, le lac Atitlan et le marché de Chichicastenango.

Fermez les yeux. Vous êtes tout en haut de la pyramide du soleil, à Tikal: A vos pieds, les constructions prodigieuses mystérieusement abandonnées par les Mayas au X^e siècle. Autour de vous, la forêt impénétrable du Peten où règnent les toucans, les jaguars et les singes-araignées. Gardez les yeux fermés. Vous êtes à Panajachel, sur les rives du lac Atitlan. Face à vous, les deux volcans jumelés bleus dans le couchant. Maintenant, vous êtes à Chichicastenango. C'est jeudi, jour de marché. Vous parcourez les ruelles, livre de bruits et de couleurs, choisissez ici une couverture à motifs bleus, là une chemise au velours délicatement bariolé.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé: nous, KLM, vous offrons tous les trésors du Guatemala à partir de 4.800 F pour 10 jours. Et pour vous y aider, nous vous offrons le séjour et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à KLM, 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75004 Paris. Tél. 744.57.29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

clin-d'œil

5 DANS LE 06

AUX FRAISES!

Les hommes, bien sûr, auraient un peu le sentiment de marcher sur la tête, mais n'y semblaient-ils pas tout disposés ?

MAURICE DENUZIÈRE

C'est également un rio qui convient à presque tous les mets. Notez l'adresse : Domaine de la Grande Séouvé, à Jouques (13).
I. R.

LA REYNIÈRE.

MIETTES

● **Décidément les guides sont en avance, cette année.** La septième édition du « Lyon Gourmand » d'André Mure vient de paraître (éditions Résonances à Lyon, 55, montée de Choulans). Des suppressions, des

● Au cours d'un exaltant déjeuner Chez les Anges (François Benoit, 54, boulevard de Latour-Maubourg) l'AAAAA, lui a remis son diplôme. L'andouillote venait du chez M. Looftvot (Cherchulière Saint-Jacques, 3, rue Saint-Jacques, à Cambrai), lequel est déjà possesseur du diplôme pour l'excellence de son andouillote classiques. Mais il s'agissait il d'une nouvelle création de M. Looftvot : une andouillote aux herbes, qui nous fut servie avec une urbe de chou-fleur.

SUR LES RAYONS DU JARDINIER

★ Mon jardin et ma maison
31, route de Versailles, 78340 Le Port
Marly,

Pour votre CEMENT

DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Rire gauche

CHEZ FRANCOISE
AEROGARE DES INVALIDES 7
Vente de FOIE GRAS FRAIS a emporter
551.87.20 et 705.49.03 E lundi

Alberto
GRANDE CUISINE ITALIENNE
DE JEUNERS D'AFFAIRES - DINERS
ouvert 11h15 à 1h15
34 RUE BECQUET - 10000 ALBERT
011 524 1414

Rive droite

MICHEL GACON
VOUS PROPOSE
Sa tritassée de veso aux mortelles
Ses filets de sbrune à l'oeille
Sa minasse au chocolat
aux etrongs verts
DINERS AU CHANDELLES
AUBERGE MORVANDELLE
46. av. Secrétan (19^e), tél. 607-98-62
(Formé samedi soir et dimanche)

BOFINGER
OUVERT DIMANCHE
DEJEUNERS DINERS SOUPERS jus 2h
SON BANC D'HUITRES
SALENS pour RECEPTIONS 10 à 150 pers.
5, rue de la Bastille ARC 87 82

CHATEAU DE BARBE-BLANCHE
"LEUSAC, SAINT-EMILION"

[illegible]

TERMINUS
824.48.72 **NORD**
SON BANG D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

هكذا من الرجل

Jeux

New-York s'équipe en tapis verts

Il sort en est jeté : New-York aura ses casinos. Le 2 novembre dernier, les électeurs du New-Jersey, l'Etat voisin, approuvèrent l'ouverture d'une salle de jeux à Atlantic City, ville d'eau chaude et délabrée. Ses habitants dansent et chantent dans les rues ce soir-là : le futur casino leur apparaît comme une corne d'abondance, la ville retrouverait bientôt sa splendeur passée, sa prospérité, son animation d'autrefois. Et New-York aussitôt de relever le défi : ses propres villes d'eau engorgées et désertées (Saratoga, Niagara Falls, les Catskills et les Rockaways) pourraient elles aussi, grâce au jeu, connaître un sort nouveau, sans parler des espoirs somnolents et trébuchants qu'elles feraient se déverser dans les caisses chroniquement déprimées de l'Etat.

Prenez exemple sur la Perse, de la table, les autorités de New-York ont, d'ores et déjà, procédé à une étude de marché, dont les résultats leur permettent de pouvoir affirmer que les trente-cinq casinos new-yorkais projetés (vingt-six « grands » établissements à New-York même et neuf « petits » dans les villes d'eau) assureraient à l'Etat un revenu de 78 millions de dollars par an et fourniraient sept mille six cent quatre-vingt-dix emplois.

Le dernier bastion puritain

Mais l'ouverture des casinos new-yorkais exige qu'un certain nombre d'obstacles législatifs soient franchis auparavant : la Constitution de l'Etat exige, en effet,

que deux assemblées législatives successives se prononcent en faveur d'un amendement constitutionnel pour qu'il prenne force de loi. C'est-à-dire que la roulette et le baccara ne pourront devenir légaux à New-York qu'en 1980 au plus tôt. En attendant, l'approbation donnée par 74 % des électeurs new-yorkais le 3 novembre à la législation des « Nuits de Las Vegas » (jeu de hasard ouvert une fois par semaine sous l'égide d'organisations religieuses et dont les recettes sont utilisées à des fins charitables) encourage les hommes politiques qui s'apprêtent à présenter à l'assemblée législative de l'Etat le projet d'amendement constitutionnel visant à légaliser le jeu et à lui imposer une taxe de 5 %.

Jusqu'ici, les New-Yorkais en proie au démon du jeu devaient se rendre, pour assouvir leur passion, à Las Vegas, à Porto-Rico ou jusque dans les Bahamas. Mais le coût du voyage décourageait la majeure partie d'entre eux. Pour se rendre à Atlantic City, il fallait d'une heure d'autobus, assortie d'une dépense de 3 dollars ; pour New-York, il s'agit donc non seulement d'empêcher ses propres touristes et ses propres joueurs d'aller enrichir le New-Jersey, en leur offrant la possibilité de jouer dans leur propre Etat, mais encore d'attirer touristes et joueurs du Nord-Est et du Middle-West en leur offrant, autant, et même plus, qu'Atlantic City. Les autorités municipales new-yorkaises s'en rendent compte et ont pu entendre récemment M. Felix Rohatyn, l'ancien « big boss » de Las Vegas et actuellement président de Mac, la corporation qui gère

les finances de la ville, comparer New-York à Monte-Carlo, à Nice et à Deauville. La révolution des mœurs et le marasme économique aidant, le jeu, qui pendant longtemps n'était autorisé — à l'instar du divorce — que dans le Nevada, a fait tache d'huile : dans quarante-quatre Etats, certaines formes de jeu — loterie, pari mutuel urbain, pari sur les courses de lévriers et sur des rencontres sportives — sont aujourd'hui légales. Treize Etats proposent des loteries, et New-York bat tous les records de recettes avec sa « loterie instantanée ». Une étude publiée l'an dernier sous les auspices du gouvernement (le *Jeux en Amérique*) estime que « les jeux de hasard seront certainement légalisés dans tout le pays ». Elle rapporte, en outre, que les Américains jouent de plus en plus et que,

faute de jeux autorisés, ils s'adonnent aux jeux clandestins contrôlés par la Mafia. Edward Devereux, sociologue à l'université de Cornell, avait prédit, voici vingt-cinq ans, que l'interdiction de jouer aux Etats-Unis connaîtrait le même sort que la prohibition de l'alcool : « Notre société, écrit-il, se rationalise et se sécularise rapidement : la morale publique finira par s'effondrer. Le jeu de hasard correspond parfaitement à notre raisonnement machinal, selon lequel tout est permis à condition que cela marche ». La drogue, l'alcool et la prostitution avaient déjà droit de cité à New-York. En ouvrant ses portes au jeu, la Babylonie américaine consacre l'effacement du dernier bastion puritain.

LOUIS WIZNITZER.

échecs

N° 700

(Tournoi international de Hastings, 1977).
Blancs : O. ROMANOVICH
Noirs : V. SMYKOV
Partie espagnole.
Défense Stalitsky retardée.
1. d4 d5 2. c4 c6 3. f3 f6 4. g3 g6 5. f4 f5 6. e3 e6 7. d5 d6 8. c5 c6 9. d6 d7 10. e4 e5 11. f5 f6 12. g4 g5 13. h4 h5 14. g3 g4 15. f4 f5 16. e3 e4 17. d5 d6 18. c5 c6 19. d6 d7 20. e4 e5 21. f5 f6 22. g4 g5 23. h4 h5 24. g3 g4 25. f4 f5 26. e3 e4 27. d5 d6 28. c5 c6 29. d6 d7 30. e4 e5 31. f5 f6 32. g4 g5 33. h4 h5 34. g3 g4 35. f4 f5 36. e3 e4 37. d5 d6 38. c5 c6 39. d6 d7 40. e4 e5 41. f5 f6 42. g4 g5 43. h4 h5 44. g3 g4 45. f4 f5 46. e3 e4 47. d5 d6 48. c5 c6 49. d6 d7 50. e4 e5 51. f5 f6 52. g4 g5 53. h4 h5 54. g3 g4 55. f4 f5 56. e3 e4 57. d5 d6 58. c5 c6 59. d6 d7 60. e4 e5 61. f5 f6 62. g4 g5 63. h4 h5 64. g3 g4 65. f4 f5 66. e3 e4 67. d5 d6 68. c5 c6 69. d6 d7 70. e4 e5 71. f5 f6 72. g4 g5 73. h4 h5 74. g3 g4 75. f4 f5 76. e3 e4 77. d5 d6 78. c5 c6 79. d6 d7 80. e4 e5 81. f5 f6 82. g4 g5 83. h4 h5 84. g3 g4 85. f4 f5 86. e3 e4 87. d5 d6 88. c5 c6 89. d6 d7 90. e4 e5 91. f5 f6 92. g4 g5 93. h4 h5 94. g3 g4 95. f4 f5 96. e3 e4 97. d5 d6 98. c5 c6 99. d6 d7 100. e4 e5 101. f5 f6 102. g4 g5 103. h4 h5 104. g3 g4 105. f4 f5 106. e3 e4 107. d5 d6 108. c5 c6 109. d6 d7 110. e4 e5 111. f5 f6 112. g4 g5 113. h4 h5 114. g3 g4 115. f4 f5 116. e3 e4 117. d5 d6 118. c5 c6 119. d6 d7 120. e4 e5 121. f5 f6 122. g4 g5 123. h4 h5 124. g3 g4 125. f4 f5 126. e3 e4 127. d5 d6 128. c5 c6 129. d6 d7 130. e4 e5 131. f5 f6 132. g4 g5 133. h4 h5 134. g3 g4 135. f4 f5 136. e3 e4 137. d5 d6 138. c5 c6 139. d6 d7 140. e4 e5 141. f5 f6 142. g4 g5 143. h4 h5 144. g3 g4 145. f4 f5 146. e3 e4 147. d5 d6 148. c5 c6 149. d6 d7 150. e4 e5 151. f5 f6 152. g4 g5 153. h4 h5 154. g3 g4 155. f4 f5 156. e3 e4 157. d5 d6 158. c5 c6 159. d6 d7 160. e4 e5 161. f5 f6 162. g4 g5 163. h4 h5 164. g3 g4 165. f4 f5 166. e3 e4 167. d5 d6 168. c5 c6 169. d6 d7 170. e4 e5 171. f5 f6 172. g4 g5 173. h4 h5 174. g3 g4 175. f4 f5 176. e3 e4 177. d5 d6 178. c5 c6 179. d6 d7 180. e4 e5 181. f5 f6 182. g4 g5 183. h4 h5 184. g3 g4 185. f4 f5 186. e3 e4 187. d5 d6 188. c5 c6 189. d6 d7 190. e4 e5 191. f5 f6 192. g4 g5 193. h4 h5 194. g3 g4 195. f4 f5 196. e3 e4 197. d5 d6 198. c5 c6 199. d6 d7 200. e4 e5 201. f5 f6 202. g4 g5 203. h4 h5 204. g3 g4 205. f4 f5 206. e3 e4 207. d5 d6 208. c5 c6 209. d6 d7 210. e4 e5 211. f5 f6 212. g4 g5 213. h4 h5 214. g3 g4 215. f4 f5 216. e3 e4 217. d5 d6 218. c5 c6 219. d6 d7 220. e4 e5 221. f5 f6 222. g4 g5 223. h4 h5 224. g3 g4 225. f4 f5 226. e3 e4 227. d5 d6 228. c5 c6 229. d6 d7 230. e4 e5 231. f5 f6 232. g4 g5 233. h4 h5 234. g3 g4 235. f4 f5 236. e3 e4 237. d5 d6 238. c5 c6 239. d6 d7 240. e4 e5 241. f5 f6 242. g4 g5 243. h4 h5 244. g3 g4 245. f4 f5 246. e3 e4 247. d5 d6 248. c5 c6 249. d6 d7 250. e4 e5 251. f5 f6 252. g4 g5 253. h4 h5 254. g3 g4 255. f4 f5 256. e3 e4 257. d5 d6 258. c5 c6 259. d6 d7 260. e4 e5 261. f5 f6 262. g4 g5 263. h4 h5 264. g3 g4 265. f4 f5 266. e3 e4 267. d5 d6 268. c5 c6 269. d6 d7 270. e4 e5 271. f5 f6 272. g4 g5 273. h4 h5 274. g3 g4 275. f4 f5 276. e3 e4 277. d5 d6 278. c5 c6 279. d6 d7 280. e4 e5 281. f5 f6 282. g4 g5 283. h4 h5 284. g3 g4 285. f4 f5 286. e3 e4 287. d5 d6 288. c5 c6 289. d6 d7 290. e4 e5 291. f5 f6 292. g4 g5 293. h4 h5 294. g3 g4 295. f4 f5 296. e3 e4 297. d5 d6 298. c5 c6 299. d6 d7 300. e4 e5 301. f5 f6 302. g4 g5 303. h4 h5 304. g3 g4 305. f4 f5 306. e3 e4 307. d5 d6 308. c5 c6 309. d6 d7 310. e4 e5 311. f5 f6 312. g4 g5 313. h4 h5 314. g3 g4 315. f4 f5 316. e3 e4 317. d5 d6 318. c5 c6 319. d6 d7 320. e4 e5 321. f5 f6 322. g4 g5 323. h4 h5 324. g3 g4 325. f4 f5 326. e3 e4 327. d5 d6 328. c5 c6 329. d6 d7 330. e4 e5 331. f5 f6 332. g4 g5 333. h4 h5 334. g3 g4 335. f4 f5 336. e3 e4 337. d5 d6 338. c5 c6 339. d6 d7 340. e4 e5 341. f5 f6 342. g4 g5 343. h4 h5 344. g3 g4 345. f4 f5 346. e3 e4 347. d5 d6 348. c5 c6 349. d6 d7 350. e4 e5 351. f5 f6 352. g4 g5 353. h4 h5 354. g3 g4 355. f4 f5 356. e3 e4 357. d5 d6 358. c5 c6 359. d6 d7 360. e4 e5 361. f5 f6 362. g4 g5 363. h4 h5 364. g3 g4 365. f4 f5 366. e3 e4 367. d5 d6 368. c5 c6 369. d6 d7 370. e4 e5 371. f5 f6 372. g4 g5 373. h4 h5 374. g3 g4 375. f4 f5 376. e3 e4 377. d5 d6 378. c5 c6 379. d6 d7 380. e4 e5 381. f5 f6 382. g4 g5 383. h4 h5 384. g3 g4 385. f4 f5 386. e3 e4 387. d5 d6 388. c5 c6 389. d6 d7 390. e4 e5 391. f5 f6 392. g4 g5 393. h4 h5 394. g3 g4 395. f4 f5 396. e3 e4 397. d5 d6 398. c5 c6 399. d6 d7 400. e4 e5 401. f5 f6 402. g4 g5 403. h4 h5 404. g3 g4 405. f4 f5 406. e3 e4 407. d5 d6 408. c5 c6 409. d6 d7 410. e4 e5 411. f5 f6 412. g4 g5 413. h4 h5 414. g3 g4 415. f4 f5 416. e3 e4 417. d5 d6 418. c5 c6 419. d6 d7 420. e4 e5 421. f5 f6 422. g4 g5 423. h4 h5 424. g3 g4 425. f4 f5 426. e3 e4 427. d5 d6 428. c5 c6 429. d6 d7 430. e4 e5 431. f5 f6 432. g4 g5 433. h4 h5 434. g3 g4 435. f4 f5 436. e3 e4 437. d5 d6 438. c5 c6 439. d6 d7 440. e4 e5 441. f5 f6 442. g4 g5 443. h4 h5 444. g3 g4 445. f4 f5 446. e3 e4 447. d5 d6 448. c5 c6 449. d6 d7 450. e4 e5 451. f5 f6 452. g4 g5 453. h4 h5 454. g3 g4 455. f4 f5 456. e3 e4 457. d5 d6 458. c5 c6 459. d6 d7 460. e4 e5 461. f5 f6 462. g4 g5 463. h4 h5 464. g3 g4 465. f4 f5 466. e3 e4 467. d5 d6 468. c5 c6 469. d6 d7 470. e4 e5 471. f5 f6 472. g4 g5 473. h4 h5 474. g3 g4 475. f4 f5 476. e3 e4 477. d5 d6 478. c5 c6 479. d6 d7 480. e4 e5 481. f5 f6 482. g4 g5 483. h4 h5 484. g3 g4 485. f4 f5 486. e3 e4 487. d5 d6 488. c5 c6 489. d6 d7 490. e4 e5 491. f5 f6 492. g4 g5 493. h4 h5 494. g3 g4 495. f4 f5 496. e3 e4 497. d5 d6 498. c5 c6 499. d6 d7 500. e4 e5 501. f5 f6 502. g4 g5 503. h4 h5 504. g3 g4 505. f4 f5 506. e3 e4 507. d5 d6 508. c5 c6 509. d6 d7 510. e4 e5 511. f5 f6 512. g4 g5 513. h4 h5 514. g3 g4 515. f4 f5 516. e3 e4 517. d5 d6 518. c5 c6 519. d6 d7 520. e4 e5 521. f5 f6 522. g4 g5 523. h4 h5 524. g3 g4 525. f4 f5 526. e3 e4 527. d5 d6 528. c5 c6 529. d6 d7 530. e4 e5 531. f5 f6 532. g4 g5 533. h4 h5 534. g3 g4 535. f4 f5 536. e3 e4 537. d5 d6 538. c5 c6 539. d6 d7 540. e4 e5 541. f5 f6 542. g4 g5 543. h4 h5 544. g3 g4 545. f4 f5 546. e3 e4 547. d5 d6 548. c5 c6 549. d6 d7 550. e4 e5 551. f5 f6 552. g4 g5 553. h4 h5 554. g3 g4 555. f4 f5 556. e3 e4 557. d5 d6 558. c5 c6 559. d6 d7 560. e4 e5 561. f5 f6 562. g4 g5 563. h4 h5 564. g3 g4 565. f4 f5 566. e3 e4 567. d5 d6 568. c5 c6 569. d6 d7 570. e4 e5 571. f5 f6 572. g4 g5 573. h4 h5 574. g3 g4 575. f4 f5 576. e3 e4 577. d5 d6 578. c5 c6 579. d6 d7 580. e4 e5 581. f5 f6 582. g4 g5 583. h4 h5 584. g3 g4 585. f4 f5 586. e3 e4 587. d5 d6 588. c5 c6 589. d6 d7 590. e4 e5 591. f5 f6 592. g4 g5 593. h4 h5 594. g3 g4 595. f4 f5 596. e3 e4 597. d5 d6 598. c5 c6 599. d6 d7 600. e4 e5 601. f5 f6 602. g4 g5 603. h4 h5 604. g3 g4 605. f4 f5 606. e3 e4 607. d5 d6 608. c5 c6 609. d6 d7 610. e4 e5 611. f5 f6 612. g4 g5 613. h4 h5 614. g3 g4 615. f4 f5 616. e3 e4 617. d5 d6 618. c5 c6 619. d6 d7 620. e4 e5 621. f5 f6 622. g4 g5 623. h4 h5 624. g3 g4 625. f4 f5 626. e3 e4 627. d5 d6 628. c5 c6 629. d6 d7 630. e4 e5 631. f5 f6 632. g4 g5 633. h4 h5 634. g3 g4 635. f4 f5 636. e3 e4 637. d5 d6 638. c5 c6 639. d6 d7 640. e4 e5 641. f5 f6 642. g4 g5 643. h4 h5 644. g3 g4 645. f4 f5 646. e3 e4 647. d5 d6 648. c5 c6 649. d6 d7 650. e4 e5 651. f5 f6 652. g4 g5 653. h4 h5 654. g3 g4 655. f4 f5 656. e3 e4 657. d5 d6 658. c5 c6 659. d6 d7 660. e4 e5 661. f5 f6 662. g4 g5 663. h4 h5 664. g3 g4 665. f4 f5 666. e3 e4 667. d5 d6 668. c5 c6 669. d6 d7 670. e4 e5 671. f5 f6 672. g4 g5 673. h4 h5 674. g3 g4 675. f4 f5 676. e3 e4 677. d5 d6 678. c5 c6 679. d6 d7 680. e4 e5 681. f5 f6 682. g4 g5 683. h4 h5 684. g3 g4 685. f4 f5 686. e3 e4 687. d5 d6 688. c5 c6 689. d6 d7 690. e4 e5 691. f5 f6 692. g4 g5 693. h4 h5 694. g3 g4 695. f4 f5 696. e3 e4 697. d5 d6 698. c5 c6 699. d6 d7 700. e4 e5 701. f5 f6 702. g4 g5 703. h4 h5 704. g3 g4 705. f4 f5 706. e3 e4 707. d5 d6 708. c5 c6 709. d6 d7 710. e4 e5 711. f5 f6 712. g4 g5 713. h4 h5 714. g3 g4 715. f4 f5 716. e3 e4 717. d5 d6 718. c5 c6 719. d6 d7 720. e4 e5 721. f5 f6 722. g4 g5 723. h4 h5 724. g3 g4 725. f4 f5 726. e3 e4 727. d5 d6 728. c5 c6 729. d6 d7 730. e4 e5 731. f5 f6 732. g4 g5 733. h4 h5 734. g3 g4 735. f4 f5 736. e3 e4 737. d5 d6 738. c5 c6 739. d6 d7 740. e4 e5 741. f5 f6 742. g4 g5 743. h4 h5 744. g3 g4 745. f4 f5 746. e3 e4 747. d5 d6 748. c5 c6 749. d6 d7 750. e4 e5 751. f5 f6 752. g4 g5 753. h4 h5 754. g3 g4 755. f4 f5 756. e3 e4 757. d5 d6 758. c5 c6 759. d6 d7 760. e4 e5 761. f5 f6 762. g4 g5 763. h4 h5 764. g3 g4 765. f4 f5 766. e3 e4 767. d5 d6 768. c5 c6 769. d6 d7 770. e4 e5 771. f5 f6 772. g4 g5 773. h4 h5 774. g3 g4 775. f4 f5 776. e3 e4 777. d5 d6 778. c5 c6 779. d6 d7 780. e4 e5 781. f5 f6 782. g4 g5 783. h4 h5 784. g3 g4 785. f4 f5 786. e3 e4 787. d5 d6 788. c5 c6 789. d6 d7 790. e4 e5 791. f5 f6 792. g4 g5 793. h4 h5 794. g3 g4 795. f4 f5 796. e3 e4 797. d5 d6 798. c5 c6 799. d6 d7 800. e4 e5 801. f5 f6 802. g4 g5 803. h4 h5 804. g3 g4 805. f4 f5 806. e3 e4 807. d5 d6 808. c5 c6 809. d6 d7 810. e4 e5 811. f5 f6 812. g4 g5 813. h4 h5 814. g3 g4 815. f4 f5 816. e3 e4 817. d5 d6 818. c5 c6 819. d6 d7 820. e4 e5 821. f5 f6 822. g4 g5 823. h4 h5 824. g3 g4 825. f4 f5 826. e3 e4 827. d5 d6 828. c5 c6 829. d6 d7 830. e4 e5 831. f5 f6 832. g4 g5 833. h4 h5 834. g3 g4 835. f4 f5 836. e3 e4 837. d5 d6 838. c5 c6 839. d6 d7 840. e4 e5 841. f5 f6 842. g4 g5 843. h4 h5 844. g3 g4 845. f4 f5 846. e3 e4 847. d5 d6 848. c5 c6 849. d6 d7 850. e4 e5 851. f5 f6 852. g4 g5 853. h4 h5 854. g3 g4 855. f4 f5 856. e3 e4 857. d5 d6 858. c5 c6 859. d6 d7 860. e4 e5 861. f5 f6 862. g4 g5 863. h4 h5 864. g3 g4 865. f4 f5 866. e3 e4 867. d5 d6 868. c5 c6 869. d6 d7 870. e4 e5 871. f5 f6 872. g4 g5 873. h4 h5 874. g3 g4 875. f4 f5 876. e3 e4 877. d5 d6 878. c5 c6 879. d6 d7 880. e4 e5 881. f5 f6 882. g4 g5 883. h4 h5 884. g3 g4 885. f4 f5 886. e3 e4 887. d5 d6 888. c5 c6 889. d6 d7 890. e4 e5 891. f5 f6 892. g4 g5 893. h4 h5 894. g3 g4 895. f4 f5 896. e3 e4 897. d5 d6 898. c5 c6 899. d6 d7 900. e4 e5 901. f5 f6 902. g4 g5 903. h4 h5 904. g3 g4 905. f4 f5 906. e3 e4 907. d5 d6 908. c5 c6 909. d6 d7 910. e4 e5 911. f5 f6 912. g4 g5 913. h4 h5 914. g3 g4 915. f4 f5 916. e3 e4 917. d5 d6 918. c5 c6 919. d6 d7 920. e4 e5 921. f5 f6 922. g4 g5 923. h4 h5 924. g3 g4 925. f4 f5 926. e3 e4 927. d5 d6 928. c5 c6 929. d6 d7 930. e4 e5 931. f5 f6 932. g4 g5 933. h4 h5 934. g3 g4 935. f4 f5 936. e3 e4 937. d5 d6 938. c5 c6 939. d6 d7 940. e4 e5 941. f5 f6 942. g4 g5 943. h4 h5 944. g3 g4 945. f4 f5 946. e3 e4 947. d5 d6 948. c5 c6 949. d6 d7 950. e4 e5 951. f5 f6 952. g4 g5 953. h4 h5 954. g3 g4 955. f4 f5 956. e3 e4 957. d5 d6 958. c5 c6 959. d6 d7 960. e4 e5 961. f5 f6 962. g4 g5 963. h4 h5 964. g3 g4 965. f4 f5 966. e3 e4 967. d5 d6 968. c5 c6 969. d6 d7 970. e4 e5 971. f5 f6 972. g4 g5 973. h4 h5 974. g3 g4 975. f4 f5 976. e3 e4 977. d5 d6 978. c5 c6 979. d6 d7 980. e4 e5 981. f5 f6 982. g4 g5 983. h4 h5 984. g3 g4 985. f4 f5 986. e3 e4 987. d5 d6 988. c5 c6 989. d6 d7 990. e4 e5 991. f5 f6 992. g4 g5 993. h4 h5 994. g3 g4 995. f4 f5 996. e3 e4 997. d5 d6 998. c5 c6 999. d6 d7 1000. e4 e5

La volonté de vaincre

d) Le plus simple, mais 6... Cg-f7 est possible : 7. Cg7 : 8. f3, d4, d5 : 9. Cg4, d4 : 10. Cg4, d4 : 11. Cg4, d4 : 12. Cg4, d4 : 13. Cg4, d4 : 14. Cg4, d4 : 15. Cg4, d4 : 16. Cg4, d4 : 17. Cg4, d4 : 18. Cg4, d4 : 19. Cg4, d4 : 20. Cg4, d4 : 21. Cg4, d4 : 22. Cg4, d4 : 23. Cg4, d4 : 24. Cg4, d4 : 25. Cg4, d4 : 26. Cg4, d4 : 27. Cg4, d4 : 28. Cg4, d4 : 29. Cg4, d4 : 30. Cg4, d4 : 31. Cg4, d4 : 32. Cg4, d4 : 33. Cg4, d4 : 34. Cg4, d4 : 35. Cg4, d4 : 36. Cg4, d4 : 37. Cg4, d4 : 38. Cg4, d4 : 39. Cg4, d4 : 40. Cg4, d4 : 41. Cg4, d4 : 42. Cg4, d4 : 43. Cg4, d4 : 44. Cg4, d4 : 45. Cg4, d4 : 46. Cg4, d4 : 47. Cg4, d4 : 48. Cg4, d4 : 49. Cg4, d4 : 50. Cg4, d4 : 51. Cg4, d4 : 52. Cg4, d4 : 53. Cg4, d4 : 54. Cg4, d4 : 55. Cg4, d4 : 56. Cg4, d4 : 57. Cg4, d4 : 58. Cg4, d4 : 59. Cg4, d4 : 60. Cg4, d4 : 61. Cg4, d4 : 62. Cg4, d4 : 63. Cg4, d4 : 64. Cg4, d4 : 65. Cg4, d4 : 66. Cg4, d4 : 67. Cg4, d4 : 68. Cg4, d4 : 69. Cg4, d4 : 70. Cg4, d4 : 71. Cg4, d4 : 72. Cg4, d4 : 73. Cg4, d4 : 74. Cg4, d4 : 75. Cg4, d4 : 76. Cg4, d4 : 77. Cg4, d4 : 78. Cg4, d4 : 79. Cg4, d4 : 80. Cg4, d4 : 81. Cg4, d4 : 82. Cg4, d4 : 83. Cg4, d4 : 84. Cg4, d4 : 85. Cg4, d4 : 86. Cg4, d4 : 87. Cg4, d4 : 88. Cg4, d4 : 89. Cg4, d4 : 90. Cg4, d4 : 91. Cg4, d4 : 92. Cg4, d4 : 93. Cg4, d4 : 94. Cg4, d4 : 95. Cg4, d4 : 96. Cg4, d4 : 97. Cg4, d4 : 98. Cg4, d4 : 99. Cg4, d4 : 100. Cg4, d4 : 101. Cg4, d4 : 102. Cg4, d4 : 103. Cg4, d4 : 104. Cg4, d4 : 105. Cg4, d4 : 106. Cg4, d4 : 107. Cg4, d4 : 108. Cg4, d4 : 109. Cg4, d4 : 110. Cg4, d4 : 111. Cg4, d4 : 112. Cg4, d4 : 113. Cg4, d4 : 114. Cg4, d4 : 115. Cg4, d4 : 116. Cg4, d4 : 117. Cg4, d4 : 118. Cg4, d4 : 119. Cg4, d4 : 120. Cg4, d4 : 121. Cg4, d4 : 122. Cg4, d4 : 123. Cg4, d4 : 124. Cg4, d4 : 125. Cg4, d4 : 126. Cg4, d4 : 127. Cg4, d4 : 128. Cg4, d4 : 129. Cg4, d4 : 130. Cg4, d4 : 131. Cg4, d4 : 132. Cg4, d4 : 133. Cg4, d4 : 134. Cg4, d4 : 135. Cg4, d4 : 136. Cg4, d4 : 137. Cg4, d4 : 138. Cg4, d4 : 139. Cg4, d4 : 140. Cg4, d4 : 141. Cg4, d4 : 142. Cg4, d4 : 143. Cg4, d4 : 144. Cg4, d4 : 145. Cg4,

PRESSE

APRÈS UNE SEMAINE D'INTERRUPTION

Le « Times » de Londres repartit grâce à l'intervention décisive du Syndicat

De notre correspondant

Londres. — Pendant une semaine, les Anglais ont été privés du Times, dont l'imprimerie était paralysée par une « grève sauvage ». Ce vendredi matin 11 mars tout est rentré dans l'ordre. Cette grève pourrait néanmoins marquer un tournant dans l'évolution de la presse britannique et aussi dans celle du syndicalisme. A l'origine, le conflit n'avait rien de particulier. Cent vingt-huit ouvriers de l'imprimerie du Times avaient présenté des revendications salariales incompatibles avec le « contrat social » conclu entre la Confédération des syndicats, le gouvernement et le patronat. Les dirigeants de leur syndicat (NATOP) étaient d'accord avec la direction du journal pour condamner cette grève, tout en s'efforçant de négocier un compromis. Leurs efforts furent vains.

La menace que le groupe Thompson, propriétaire du Times, pourrait envisager la fermeture définitive du journal, qui perd déjà près d'un million de livres par an, n'avait eu aucun effet sur les grévistes. Mais après six jours de « grève sauvage », les responsables du syndicat ont menacé d'exclure de l'organisation les ouvriers qui refusaient d'obéir à leurs injonctions de reprendre le travail et annoncé qu'ils pourraient laisser imprimer le journal à Manchester. Cette prise de position d'un syndicat qui détient le monopole de l'emploi signifiait que les grévistes récalcitrants risquaient de ne plus retrouver d'emploi dans les imprimeries de presse. — J. W.

Au moment où le Times repartait, un rapport présenté jeudi 10 mars à la Commission royale de la presse soulignait les dangers de l'ingénierie grandissante des intérêts pétroliers dans la presse britannique.

Le déclin d'une presse nationale déficitaire est « inévitable » et les grands journaux devraient « être abandonnés à leur sort si seuls les grands groupes de presse et les compagnies pétrolières doivent les sauver », estime le rapport intitulé « Fleet Street survit-elle jusqu'en 1984 », résultat des recherches du professeur Jeremy Tunstall de l'université de la City, à Londres.

Dénonçant le récent rachat du prestigieux hebdomadaire dominical Observer par la compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield, « l'un des moments les plus tristes de l'histoire de la presse des dernières années », le rapport estime que la grande presse de Fleet Street « vit de plus en plus financièrement com-

Le Syndicat du Livre C.G.T. a démenti l'information donnée la semaine dernière par Force ouvrière, selon laquelle une quarantaine de ses membres travaillant au Figaro avaient décidé d'adhérer à Force ouvrière (le Monde du 5 mars).

« Les typographes de la composition du Figaro ont écrit une lettre de protestation contre cette information mensongère », indique le Livre C.G.T. dans un communiqué. « Il est remarquable que les déclarations de F.O. soient fautes au lendemain du rejet massif par les ouvriers de la presse parisiens du rapport Mottin. Cette organisation, une fois de plus, est prise en flagrant délit de soutien au patronat, et en particulier à la direction du Parisien libéré », conclut le Livre C.G.T. Selon Force ouvrière, ces « démissions » s'étaient produites en dehors du Figaro, à l'Aurore et au Journal officiel.

Pour s'opposer aux licenciements et à la fermeture de l'imprimerie Draeger cinq cents travailleurs des imprimeries et entreprises de Montrouge (Hauts-de-Seine) ont manifesté jeudi 10 mars après-midi dans les rues de la ville à l'appel de l'union locale des syndicats C.G.T. de Montrouge et du Syndicat C.G.T.

Le quotidien bruxellois « le Soir » n'a pas paru jeudi 10 mars après-midi par suite d'une grève des ouvriers du Livre appartenant à la Fédération générale du travail, de tendance socialiste. L'Echo de la Bourse, journal financier du soir, et la Dernière Heure ne sont pas sortis pour les mêmes raisons. Dans les journaux bruxellois de langue flamande, Laatste Nieuws et Standaard, des incidents ont éclaté entre ouvriers du Livre syndiqués socialistes et ouvriers du Livre syndiqués chrétiens. La radio-télévision belge (secrétariat francophone) a interrompu ses émissions, de 15 heures à 23 heures, par solidarité avec les ouvriers du Livre. — (A.F.P.)

ERRATUM. — Dans l'article sur le déficit de la presse quotidienne en Italie (le Monde du 2 mars), une erreur de transcription nous a fait écrire qu'une lire valait 0,38 franc. Il s'agissait de 100 liras.

me Alice au pays des merveilles ». L'influence croissante des intérêts pétroliers ne fait « qu'encourager et perpétuer ses lars, à savoir une concurrence excessive, des financements irréguliers et une gestion faible ». Le rapport estime que « cinq des huit grands groupes de presse britanniques sont soit directement liés au pétrole, soit à d'autres intérêts industriels. Notamment la Thompson Organisation (Times et Sunday Times), Associated Newspapers (Daily Mail, Evening News), et Beaverbrook Press (Daily Express, Sunday Express et Evening Standard) ».

L'influence des intérêts pétroliers « menace maintenant directement les journaux indépendants comme le Daily Telegraph, qui ne peuvent faire concurrence aux journaux soutenus par le pétrole ». Les seuls intérêts financiers autorisés à racheter les journaux de Fleet Street en difficulté devraient être d'autres groupes de presse plus « purs ».

Le rapport souligne que « Fleet Street a déjà perdu la bataille de la concurrence et ne survit que grâce au soutien des riches journaux de province ». « La liberté de la presse, estime-t-il, ne serait pas véritablement en danger si le nombre des journaux nationaux tombait de neuf à cinq ou six ».

Le rapport préconise, pour remédier à la crise, la création d'un organisme indépendant financé à concurrence de 2 millions de livres par an par le syndicat patronal de la presse. — (A.F.P.)

LA LIBRAIRIE HACHETTE CRÉE UNE BOURSE DE GRAND REPORTER

La Librairie Hachette a décidé de créer, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de sa fondation, une bourse de grand reporter-enseigne. D'un montant de 30 000 F, cette bourse est destinée à permettre à un jeune journaliste d'accomplir « le reportage dont il rêve » en révélant son talent.

Les candidats devront être âgés de moins de trente ans et avoir de trois à six ans d'exercice du métier de journaliste professionnel.

La désignation du lauréat se fera avant la fin du printemps par un jury présidé par M. Jacques Marchandise, président-directeur général de la Librairie Hachette, et comprenant cinq journalistes (MM. Lucien Bodard, Max Clos, Claude Imbert, Philippe Viaud et deux éditeurs (MM. Francis Esmeu et Christian de Bartillat). Le jury pourra, une fois le reportage réalisé, proposer sa publication dans un quotidien ou un hebdomadaire. Il sera conseillé au lauréat de rassembler également, pendant son voyage, les éléments d'un ouvrage dont le manuscrit sera soumis au jury. Si le manuscrit est jugé acceptable, il sera proposé à un éditeur (appartenant ou non au groupe Hachette).

Demander à adresser, avant le 25 mars, à Mme Françoise Colaneri, Bourse Hachette, 25 boulevard Saint-Jacques, 75005 Paris, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une note sur le reportage envisagé (d'une durée maximum de quatre à six semaines).

SPORTS

Sports équestres

M. JEAN D'ORGEIX : on ne m'offrait pas de vraies responsabilités.

M. Jean d'Orgeix, entraîneur national de sauts d'obstacles, devait réunir ce vendredi 11 mars une conférence de presse à Paris, à propos du poste de directeur technique national pour lequel il n'a pas été désigné (le Monde du 11 mars). Voici ce qu'il nous déclarait le 10 mars au moment où la nouvelle de son éviction était rendue publique :

« De par le décret qui définit le rôle et les fonctions de directeur national, celui-ci est entièrement responsable devant sa fédération et devant l'opinion publique. »

A ajouté M. d'Orgeix, on ne me donnait qu'un os à ronger. Non seulement, on ne me laissait pas nommer moi-même les entraîneurs nationaux, mais on me les désignait. Comme je n'ai pas d'agression d'entraîneurs militaires, alors que mon intention était de nommer des entraîneurs civils.

« Sans doute est-ce pour épargner la susceptibilité des militaires que la fédération avait même envisagé la suppression du poste de directeur national. Moi, je me suis senti fort de remonter toutes les disciplines. On ne l'a pas voulu. » Il faudra qu'un jour je me décide à partir et fort. En attendant, je n'ai pris encore aucune décision quant à la suite de ma carrière. Mais il va sans dire que si un pays étranger me faisait quelque proposition, je n'aurais aucune raison de la refuser. »

BASKET-BALL. — Les basket-leuses du Clermont Université Club ont toutes les chances d'accéder à la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Jeudi 11 mars, elles ont battu à Prague, le Sparta de Prague par 71 à 56. Cette victoire sur une équipe qui les avait battues l'an dernier en finale permet aux Clermontaises d'aborder le match retour, prévu pour le 17 mars, en position de favori. Dans l'autre demi-finale, l'équipe soviétique de Riga a battu celle de Sévigné (Italie) 89 à 60.

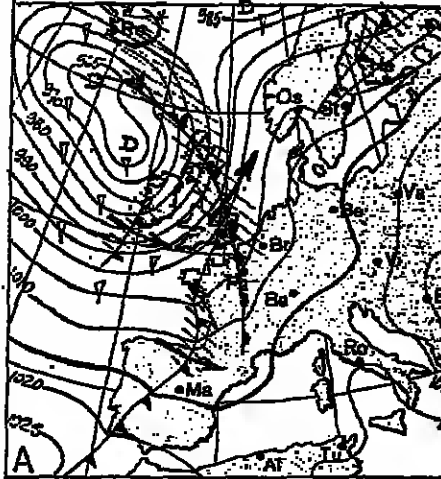
VANCOUVER, UN AN APRÈS. — L'École spéciale d'architecture organise du 8 au 18 mars une exposition sur les résultats de la conférence de l'UNESCO sur l'habitat, réunie en 1976 à Vancouver. Sont prévus, mardi 8 mars, des films, des conférences et une « table ronde » réunissant des représentants des ministères de l'équipement et de la qualité de la vie, de l'O.C.D.E. et de l'UNESCO.

* ESA, 234, boulevard Raspail (14^e), tél. 01-39-34.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.03.77 A 0 h GMT.

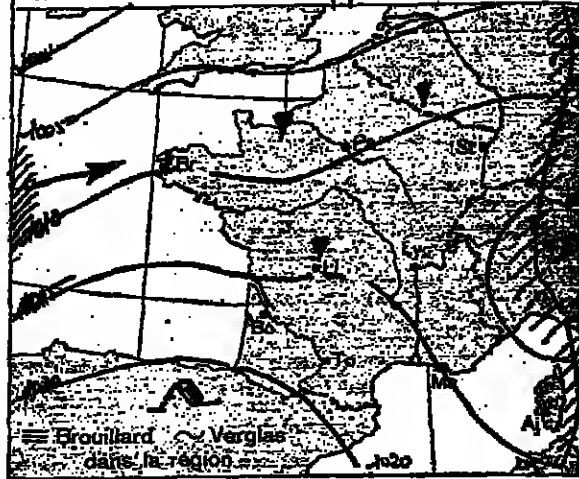


Evolution probable des temps en France entre le vendredi 11 mars à 9 heures et le samedi 12 mars à 24 heures :

Un courant perturbé s'organise de Terre-Neuve à l'Europe occidentale. La perturbation pluvieuse, qui affectait vendredi matin nos régions, s'étendait des Pyrénées et du golfe du Lion au Bassin parisien, continuera à progresser vers l'est et s'achèvera de traverser nos régions orientales dans la nuit de vendredi à samedi. Des masses d'air plus fraîches et instables succéderont par l'ouest à cette zone pluvieuse, mais une nouvelle perturbation venant de l'Atlantique apportera des pluies le soir et dans la nuit de samedi à dimanche sur nos régions voisines de l'Atlantique.

Samedi matin, le temps sera variable et un peu plus frais que la

PRÉVISIONS POUR LE 12-77 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable des temps en France entre le vendredi 11 mars à 9 heures et le samedi 12 mars à 24 heures :

Un courant perturbé s'organise de Terre-Neuve à l'Europe occidentale. La perturbation pluvieuse, qui affectait vendredi matin nos régions, s'étendait des Pyrénées et du golfe du Lion au Bassin parisien, continuera à progresser vers l'est et s'achèvera de traverser nos régions orientales dans la nuit de vendredi à samedi. Des masses d'air plus fraîches et instables succéderont par l'ouest à cette zone pluvieuse, mais une nouvelle perturbation venant de l'Atlantique apportera des pluies le soir et dans la nuit de samedi à dimanche sur nos régions voisines de l'Atlantique.

Samedi matin, le temps sera variable et un peu plus frais que la

Evolution probable des temps en France entre le vendredi 11 mars à 9 heures et le samedi 12 mars à 24 heures :

Samedi matin, le temps sera variable et un peu plus frais que la

P. T. T.

Modification de l'indicateur téléphonique de l'Orne. L'indicateur téléphonique interurbain des abonnés de l'Orne, qui était le 34, est modifié. Désormais, il convient de composer le 33.

Chasse

Protection et gestion des milieux cynégétiques. — Le Centre de perfectionnement de l'Institut national agronomique et l'association des journalistes de la chasse organisent deux journées de réflexion les 30 et 31 mars. Les thèmes choisis sont : la zone, les milieux côtiers de la zone, les milieux marais intérieurs ; les milieux montagneux et leur faune la seconde journée.

* Renseignements : Mme Ewald, tél. 327-56-34. Lieu des débats : Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1708

HORIZONTALEMENT

I. Permet de renouveler une traite ; A la droite du Seigneur. — II. Cercle en Scandinavie ; il n'est pas besoin d'être très fort pour le rouler ; Une chose qui se passe généralement très bien. — III. Glissa. — IV. Loco.

lité de France ; Fin de particule ; S'en aller ailleurs. — V. Ouvrage à employer ; Poisson. — VI. Mis sur les genoux ; Symbole ; Le Danube des anciens. — VII. Un dont la devise pourrait être « je pense donc j'existe ». — VIII. Ce que le temps ajoute à l'œuvre des vices humains. — IX. Erudit. — X. N'était pas seul propre à son pays ; Très lié ; Met un comptable sous une table. — XI. Ont force de conjonction ; En nacre ; Provocant des cris. — XII. Un dont on ne saurait dire qu'il n'a pas son pareil ; Réjouissances mythologiques. — XIII. Manque généralement de fraîcheur ; Pronom ; Phase lunaire ; Sous un ciel réputé éminent. — XIV. Résultat d'une contraction ; Pour un oui ou un non ; Traduit un épais sommeil nocturne ; Déchire sans ménagement un sein fécond. — XV. Coule en Suède ; Ethéré ; Autre la faune albérte. — XVI. C'est pas de la piquette ; Comme de méchants propos.

VERTICALEMENT

1. Pour être bonne, elle n'admet que les légumes et le gratin. Part à deux. — 2. N'a pas d'exceptionnellement ses dents ; Il ; Bien gardé. — 3. Vieille bête ; Facilité le maniement des charges ; Pronom ; Ville. — 4. Faisait ; Coule en Argentine ; Abreviation. — 5. Imposer un effort à un organe ; Privées de leur charpente naturelle. — 6. Tiennent donc moins de place ; Ne rien vouloir savoir. — 7. Discourtois ; A souvent été roulé Churchill. — 8. Abreviation commerciale ; Juge ; Gradé. — 9. Prend son temps en toutes circonstances (inversé) ; Forme de pouvoir ; Providence d'amoureux ; Note. — 10. Casse comme du verre ; Ne fait généralement qu'entrer et sortir ; But d'une traite. — 11. Négation ; A droit à certains égards ; N'est donc pas circulaire. — 12. Rangée ; Synbole. — 13. Se manifeste en trap-

peint ; Gerbes. — 14. Dans les bas de laine des Roumains ; Détruits ; Y compris la caisse. — 15. Sur le chemin de la morgue ; Certains n'auraient pas de les faire danser.

Solution du problème n° 1707

Horizontalement :

I. Transvas. — II. Récent. — III. Id. ; Era. — IV. Médecine. — V. Ecrans. — VI. Si ; Eke. — VII. Ta ; Nourme. — VIII. Tir. — IX. Esou. — X. Réle ; Et.

Verticalement :

1. Trompette. — 2. Bé ; Alsée. — 3. Acides ; Rose. — 4. Médécine ; Nul. — 5. En ; Cr ; Or ; L. — 6. Ut ; U. — 7. Enne-mies. — 8. Restent. — 9. Sue ; Casent.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 11 mars 1977 :

UN DECRET

Portant diverses mesures transitoires d'application de la loi n° 75-1348 du 31 décembre 1975 relative à la sécurité sociale des artistes auteurs d'œuvres littéraires et chorégraphiques, musicales et cinématographiques, graphiques et plastiques.

CINQUANTENAIRE de MADELIOS

DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE

DANS TOUS NOS RAYONS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS - OUVERT DE 9 H 45 A 18 H 30 - PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS



RADIO-TÉLÉVISION

CE VENDREDI, SUR FR3

La publicité, oui, mais...

Jean-Marie Perthus, fait ce vendredi, la caméra en bandoulière, une chaise ergonomique à la publicité mensongère. Une grande batue, bien menée, avec allant, avec agressivité. Il arrête les gens dans la rue, dans les stations de métro, pardon monsieur, pardon madame, sur l'affiche, là, cette soupe à quel est-elle ? Au bord de quel cette marina ?

Al Bureau de la vérification de la publicité, on ne cesse apparemment d'écrire, de protester, de demander le retrait d'un mot trompeur, d'une phrase inexacte ou d'une analyse fallacieuse. On demande, on exige gas, attention, Alms, dira-t-on, à quel sert le B.V.P. ? Il n'est pas inutile, contrairement à ce qu'on croit. Attaquée, la profession se défend. Elle ajuste son tir, elle déplore les excès de certains. Mais si la loi Roger n'est pas toujours appliquée avec la rigueur nécessaire,

depuis fin 1973, aucun doute, la publicité mensongère a fait un sérieux pas en arrière.

Il y a seulement trois ou quatre ans, une émission comme celle-là était impensable à la télévision. On ne se serait jamais permis d'attaquer nominalement telle marque, tel produit. Maintenant, au contraire, on y prend de plus en plus souvent la défense du consommateur. Et l'on a raison.

C'est cela qu'on attendait à l'issue d'une campagne électorale marquée par la petée des écologistes. Aux témoignages d'auto-satisfaction du président de la Régie française de publicité, on aurait préféré un interrogatoire plus large et plus serré sur son rôle : modèle ou reflet d'une certaine image de la femme, de la famille, de la société ? Ce serait un bon sujet de réflexion.

Ivan Lavi devrait ouvrir le débat : la publicité, pour ou contre ? Et pas de oui, mais, introduire la restriction, c'est accorder une permission et trancher une question sans l'avoir encore posée.

CLAUDE SARRAUTE.
* FR 3, 20 h. 30.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 11 MARS

Les écologistes expriment leur point de vue avec Brice Londe à Paris et les candidats têtes de listes à Lyon, à Marseille, à Bordeaux et à Montpellier, sur Radio-Montecarlo, à 19 h. 15, après le « dossier-vie » consacré à Paris, à 19 heures.

M. Henri Fiszbin, chef de file des candidats communistes à la mairie de Paris, est l'invité de France-Inter à 19 h. 15.

« La publicité : vérité ou mensonge ? », tel est le thème du magazine « Vendredi » sur FR3, à 20 h. 30, auquel partici-

pent notamment MM. Henry Estinguoy, directeur de l'Institut national de la consommation, et Jean-Claude Seron-Schreiber, directeur de la Régie française de publicité.

MM. Antoine Rufenacht (R.P.R.) et André Duroc (P.C.) sont les protagonistes du « train-forum » de R.T.L. au Havre, à 21 heures.

DIMANCHE 13 MARS
M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, est l'invité de Jean Lefèvre à « Inter-Press » sur France-Inter, à 12 heures.

VENDREDI 11 MARS

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Huit femmes » de R. Thomas, avec M. Dalmès, C. Le Poulain, B. Robert.
Une femme : huit femmes et un homme ; ce dernier est troué assésé. Qui a tué ?
22 h. 40. Alms au cinéma : 23 h. 10. Journal.

CHAÎNE II : A2



20 h. 30. Série : Fachoda, la mission Marchand, réal. R. Kahane. 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Vive le roman populaire).

Après M. Patrick Dewaune (le 6 et M. 63 mon amour), Maurice Desvignes (le 10 et le 11), Michel Déon (le 12 et le 13), Jean-Claude Lévy, Jean-Edouard Hoffer, Robert Maréchal.

22 h. 40. Journal.
23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

SAMEDI 12 MARS

CHAÎNE I : TF1

De 11 h. 30 à 20 h. 30. Programme ininterrompu (à 18 h. 40. Magazine auto-moto).
20 h. 30. Variétés : N. 1000 (Gilbert Bécaud). 21 h. 30 (R.I.). Série : Peyton Place. 22 h. 25. Catch à Longueueau : 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 17 h. 10. Des animaux et des hommes).
20 h. 30. Jeu : Inter-jeux, de G. Lux. 21 h. 30. Entretien : Questions sans visage, par P. Dumayet. 22 h. 45. Variétés : Drôle de baraque, réal. R. Sanja. 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Théâtre : « Délicieuse balance », une prod. de l'American Film Theatre, d'après la

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Magazine vendredi... service public ; la publicité, vérité ou mensonge ? enquête et réalisation J.-M. Perthus.

La presse, la rue, la radio, le cinéma, sont d'actualité et la publicité s'ajoute partout, traquant les malheureux ou les heureux. Il a interrogé des associés, des consommateurs, des publicitaires.

21 h. 30. Documentaire : « Igloolik na la planète sauvage » de B. Saladin d'Anglure et M. Tremier (première partie).

Les Esquimaux canadiens revendiquent aujourd'hui leur autonomie pour préserver leur identité, selon eux, par la civilisation blanche.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE
19 h. Émission musicale en direct avec TF 1. Le rebelle d'actualité : 21 h. 30. Soliste : « Les Saisons » (Chabkowski). « Étant donné » (Moussorgski). 22 h. 30. Entrées, avec Olivier Merin. 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

20 h. 30. Échanges franco-allemands, avec l'Orchestre symphonique de la Radio suisse, direction H. Ziemer, pianiste R. Firsman. « L'Amie instrumentale » (H. Huber). « Concerto pour piano et orchestre en ré mineur » (Mozart). « Symphonie n° 4 » (Mahler). 21 h. Cabaret ou jazz ; 21 h. 30. Caléidoscope anglophone.

22 h. 40. Journal.

23 h. 50. Ciné-club : « Marie », de M. Meszaros (1969), avec M. Torocsik, L. Balazsovits, K. Kovacs (inv.).

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

L'acteur idéal — l'idéal de l'acteur

(Suite de la première page.)

Aucune méthode ne palliera jamais l'insuffisance du nombre d'acteurs. Le secrétariat d'État à la culture envisage une réforme des conservatoires municipaux, et un recensement des innombrables cours privés afin d'attribuer à certains un label, et une subvention. Mais on en est encore aux prémices du projet. « Les élèves se voient entre deux glaces d'insécurité. Un sur vingt a une chance d'entrer, personne ne sait ce qu'il va faire en sortant », dit Pierre Debauche. « Nous ne sommes pas une école de chômeurs », précise Jacques Rosner. Beaucoup trouvent des engagements pendant leurs études et après, ne serait-ce qu'au Jeune Théâtre national qui n'est créé pour eux. D'autre part, nous préparons des auditions réservées aux professionnels intéressés, parallèlement aux journées de fin. Mais la dégradation du marché n'est pas résolue pour autant. L'angoisse des « troisièmes années » est un mal connu, qui se soigne par une surenchère du travail, une accumulation boulimique d'expériences. « La crise des jouets », dit Marcel Blumail. Marcel Blumail, Pierre Debauche, sont avec Jean-Paul Rousillon et Antoine Vitez les quatre professeurs chargés des « deuxième » et « troisième années ». Quatre personnalités différentes réunies autour d'une conception commune de leur rôle. Quatre matheurs en scène, avec leur manière particulière d'établir les relations aux textes et aux comédiens. Leurs cours ressemblent à ce que l'on ne voit pas, mais que l'on devine de leurs spectacles. On y reconnaît les interrogations muettes de Rousillon — police comme un arbre enroulé sur les rapports simples et infinis de force et de violence. Les voyages de Debauche dans un univers de son et d'apesantement. La dialectique concret-abstrait, geste-discours de Blumail. La provocation au jeu de Vitez, aux jeux détournés des enfances qui trouvent la vérité dans les métaphores.

Quatre hommes et leurs rêves qu'ils font partager à des jeunes gens rétifs ou trop dociles, brutalement saisis d'invention. « Que se passent-ils dans l'atelier du Maître ? Il pensait dans le cerveau des disciples, et les disciples pensaient dans son propre cerveau. » La phrase est de Brecht. Vitez la cite et il ajoute : « La réciprocité est indissoluble sinon on en arrive à la secte Moon. » Les professeurs suivent les élèves en même temps qu'ils les menent, plus clairement que dans leur

travail de répétition, car celui-là n'a d'autre finalité que l'élève lui-même, la découverte, l'inventaire de ses possibilités. Possibilités dont il devient responsable, qu'il exploitera selon ses vœux, selon ses chances.

De là nait une contradiction : les professeurs cherchent plus ou moins obscurément à former leur « acteur idéal » non pas celui dont ils ont besoin pour un but précis et proche, mais celui qui les « représente ». Ils l'habituent à la fabrication d'un « produit » global et la Conservatoire risque de devenir une école de mécontents en scène. Rosner sollicite plusieurs comédiens, aucun jusqu'ici n'a accepté de se plier aux contraintes de l'enseignement, en particulier celles des horaires. Pourtant les professeurs n'abandonnent pas leurs activités extérieures — mais eux sont maîtres de leur emploi du temps. Les élèves aussi jouent à l'extérieur. La mobilité de leurs bourses d'études ne permet pas de leur interdire. Ce ne serait pas un avantage. Comme leurs maîtres, ils ont besoin de participer à l'évolution du théâtre. Il ne s'agit pas de se conformer aux modes : le théâtre se nourrit des courants de sensibilité qui agitent les sociétés, et ne vit qu'en vivant. Se cloîtrer dans l'étude aboutirait à des résultats anachroniques, inutilitaires.

L'ancienne formule du Conservatoire tolérante également l'éducation pratique extérieure. Mais en fin de cours, chaque élève se montrant dans une scène qui était sa carte de visite, son image de marque. S'il était donné, il pouvait la préparer rapidement. Aujourd'hui, le travail se fait par groupe, et le groupe souffre de l'absence d'un seul. C'est la contradiction la plus difficile à résoudre. Le temps est plus restreint encore que l'argent, le problème le plus urgent à régler. Le Conservatoire révisé et concentré les mutations d'une vie théâtrale qui se cherche, ne peut plus reproduire un système exsangue dont les jeunes professionnels, d'ailleurs, se désintéressent totalement. On le sait, mais comment planifier ? « Il y a les blocages de l'argent, dit Blumail, et aussi ceux qui restent dans nos têtes. » « Après deux ans de confusion, nous savons quel type d'organisation nous souhaitons », ajoute Rosner. Si le directeur du Conservatoire réussit à établir par étapes et sans heurts la cohérence dans la pluralité, il aura prouvé la nécessité d'appliquer au théâtre une politique et de s'y tenir.

COLETTE GODARD.

« LA PLAGE », de Severo Sarduy

Avant d'entrer dans la salle, le spectateur peut demander un mode d'emploi, un petit papier explicatif : la Plage est une suite de séquences, ou plutôt les transformations d'une seule séquence. Un récit qui décrit les plages, les images qui se déroulent sur une plage, en vacances, la mer, le rythme de la mer, de ses métamorphoses, la métamorphose également des souvenirs de vacances, des impressions d'été des personnes. Ce spectacle sera un travail sur la mémoire qui se renouvelle et se transforme dans la poésie onirique.

Au journaliste — c'est bien connu — il a bien l'impression d'être en vacances. Il faut lui mâcher la besogne — on confie, en plus, deux avant-propos plus détaillés : l'un est rédigé par Simone Benmussa qui a adapté et mis en scène la Plage texte composé initialement pour l'Atelier de création radiophonique, l'autre, assez didactique, explique qu'il s'agit de variations sur un thème impliquant une structure musicale. Joint au dossier, le curriculum vitae de l'auteur, Severo Sarduy. Un premier roman lancé par Seix Barral (maison d'édition de Barcelone, tremplin assuré pour les jeunes auteurs latino-américains) : 1972 : Philippe Sollers traduisit le roman Cobras et la revue Tré qui fera connaître d'autres textes de Severo Sarduy. Cette biographie (un peu longue) n'est pas inutile à la compréhension du morceau de théâtre public

dans le numéro 93 des Cahiers Renaud-Barral.

Il y a, en effet, beaucoup d'allusions autobiographiques, de reminiscences personnelles dans la Plage. Severo Sarduy, à qui la fortune semble sourire, a visité maintes villes du monde, connaît l'odeur des aéroports et le moi balancement des yachts luxueux partis vers les destinations de rêve. Révoquons donc avec ce cosmopolite, bien introduit pourrait-on se dire, prêts à tous les départs imaginaires. Espoir vain.

On est resté là, devant cinq acteurs en quête d'un personnage et sans nom dans le texte : deux femmes : F. 1 la jeune, P. 2 la vieille (l'une, call-girl, l'autre, actrice de cinéma dans des films érotico-sadomaso) ; trois hommes : H. 1, H. 2, H. 3 (un riche américain, un gigolo allemand et, bien sûr, un écrivain « pour les lettres » (sic). Ces chiffres élégants (les costumes sont signés Courrèe, Sonia Rykiel et Yves Saint-Laurent) sont plantés sur des plaques de contreplaqué beige sable et brillantes comme les éléments intégrés d'une cuisine module redoutablement astiquée. Quand ils ne marchent pas sur ces planches glissantes et réfléchies, les protagonistes de ces vacances à Cannes sont assés — pour mémoire — dans des transatlantiques laqués blancs. Notons le côté pratique de ces chaises longues : une petite tablette est fixée à l'accoudoir pour poser le verre de rafraîchissement ou d'alcool porté, nous dit-on, par un garçon arabe.

Caron imaginaire, plage imaginaire : on n'a plus besoin de la notice explicative pour compren-

dre que ce décor froid et dur comme un tableau hyper-réaliste, représente ce qui peut-être une photographie polaroid, procédée Mélièsienne du bel été de ces braves gens. Pas braves du tout, très antipathiques même. Rien ne les sauve. Ils sont sinistres et vides. L'un dit : « Je m'enfonce comme une hache. » Dans la salle, on s'enfonce comme un cent d'huîtres qui, enfermées très serrées dans une bourriche, ne pourraient pas bâiller.

Tout ce « filtri de l'âme avec elle-même » est un peu dégoûtant et surtout renversant d'inintéressant. Comment Simone Benmussa peut-elle prétendre, et surtout croire qu'elle pourrait à la fois le travail accompli sur le Portrait de Doris, Comment a-t-elle pu trouver une ressemblance, une similitude avec l'innocent qu'elle étudie ? Ce manvais égal sur les bords, le repus, passait peut-être à la radio mais la Plage ne passe pas la rampe. Et pourtant, l'idée des souvenirs déformés, déformés est une bonne vieille idée, intéressante et aussi efficace qu'un solide lieu commun. M. Sarduy est trop séduisant par une certaine petite image de lui-même pas forcément jolies mais qui garde amoureusement, comme les deux dents de lait qu'un personnage de Kafka conserve au fond d'une boîte soigneusement fermée. Il faut se débarrasser de la petite boîte, la jeter sur le chemin, sans chercher à l'ouvrir. Elle n'en vaut pas la peine. Laissons la plage aux enfants qui jouent.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Théâtre d'Orsay, petite salle, à 20 h. 30.

A PARTIR DU MERCREDI 16 MARS

NETWORK
ANALYSE SUR LA TV

... politique-fiction ou mise en cause agressive de la télévision ?

FAYE DUNAWAY WILLIAM HOLDEN PETER FINCH ROBERT DUVALL

محسان النجل

THÉÂTRE OBLIQUE

76, rue de la Roquette (11)
métro Bastille et Voltaire
Tél. : 355-02-94

LES BONNES

de Jean GENET
mise en scène
Henri RONSE
décor : Joël KERMARREC

Tous les soirs à 21 h. sauf lundi.
matinée dimanche à 16 heures
Places : 40 F - Etudiants et moins
de 25 ans : 20 F - Collectif : 15 F

CONCERTS COLOMBE - CHATELET

Dimanche 19 mars, à 18 h. 30

REQUIEM Allemand

Johannes BRAHMS

Herr: RICKER, soprano
Wolfgang SCHONE, basse
Chorale Montjoie

Dir. : Justus von WEBSKY

Location : 13, rue de Tocqueville,
Tél. : 934-18-02 et toutes Agences

PREMIERE LE 12

atelier JEAN LE POULAIN

LE FAISEUR

de BALZAC

ODS 1972-1973

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

100 000 000 000 000

ODÉON

jusqu'au 3 avril inclus

TCHÉKHOV

L'ONCLE

VANIA

« Un spectacle maternel, singulier, très fidèle à TCHÉKHOV, très beau... »

Michel CURNOT.

Tous les soirs à 20 h. 30
sauf dimanche et lundi
Matinée dimanche à 16 h.

Renseign. et location : 326-70-32

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

HISTOIRE

UN CENTENAIRE

André Maginot, parrain de la « ligne »

André Maginot naquit il y a cent ans. Pour les survivants de 1914-1918, c'était le « sergent Maginot », un des plus illustres des laurs. Pour les générations d'aujourd'hui, un nom sur un mur de béton, symbole des remparts illustres, livrés aux touristes, aux ronces et aux amateurs de résidences secondaires hors du commun.

Né le 17 février 1877, l'homme n'était point un inconnu aux bords de la tranchée pour imposer la petite muraille de Chine que les Allemands contourneront en 1940. C'était un grand bourgeois parisien, d'origine lorraine, un colosse de 2 mètres, d'une vitalité pulsatrice, habitué de Maxim's, amateur de chasse, de jeu et de bons vins, capable lorsqu'il était ministre des colonies, malgré une jambe droite mutilée, de traverser en 1929 le Sahara en automobile.

Député de Bar-le-Duc de 1910 à sa mort, il était déjà sous-secrétaire d'Etat à la guerre en 1912 et le resta jusqu'en 2 juin 1914. La guerre : il s'engage comme simple soldat, à trente-sept ans, dans la « territoriale ». A Verdun, en novembre 1914, bien avant que débute la grande bataille, le sergent Maginot est blessé pour la seconde fois : sa jambe droite est lacérée par une balle. Cinq citations, Légion d'honneur, médaille militaire.

Il revient à la Chambre, froid, immense, guêré de blanc, appuyé sur une canne. L'incarnation de l'homme du front de la Lorraine, du patriote, il est élu président de la commission de l'armée, du groupe des mutilés, devient ministre des colonies en 1917 — il la redeviendra en 1928. La guerre finie, ce républicain conservateur — il anime le groupe de l'Alliance démocratique — sera l'adversaire acharné du Cartel des gauches. Ministre de la guerre, il se bat pour le service de dix-huit mois, lutte contre toute diminution des effectifs. Ce fut le 4 janvier 1930 qu'il fit voter la loi sur la construc-

tion des fortifications du Nord-Est. Il en eut « hérité » le 2 novembre précédent, lorsqu'il avait succédé à Paul Painlevé.

Painlevé et Pétain

En 1925, lorsque l'évacuation du glacis de la Rhénanie apparut inévitable, Painlevé avait créé une commission de défense des frontières. Celle-ci préconisa une série de fortifications en Lorraine, au nord de l'Alsace et le long du Rhin, et ajouta, dans son rapport de 1927 : « Tenant compte du tracé de la frontière, de l'existence des agglomérations industrielles et de la proximité de la Belgique, il n'est pas possible de faire une fortification directe de la frontière du Nord. La défense de cette frontière doit consister à effectuer une défense en Belgique, sinon en arrière... (1) ».

Le maréchal Pétain, pendant l'été 1927, Audia sur place et rectifia le tracé de la future ligne fortifiée. La commission des ministres du 17 janvier 1929 approuva l'entreprise. Une commission d'organisation des régions fortifiées fut créée pour la mener à bien.

André Maginot, devenu ministre de la guerre dans le premier cabinet Tardieu — il avait déjà occupé ce poste trois fois entre 1922 et juin 1924 et la commission de l'armée avait suivi et appuyé les travaux de Painlevé, — obtint sans difficulté le vote de la loi du 14 janvier 1930. Elle prévoyait 2 900 millions de francs (2 600 millions d'aujourd'hui environ) de crédits échelonnés sur cinq ans, pour les premiers grands travaux. Tombé un mois et demi plus tard, revenu rue Saint-Dominique au bout de quinze jours avec le second cabinet Tardieu, Maginot était membre, à sa mort, du premier cabinet de Pierre Laval. Il avait donc pu suivre, malgré de courtes éclipses, les chantiers de la « ligne ».

Quatre-vingt-treize ouvrages

Après 1934, le manque de crédits, les querelles de doctrine, ralentissant quelque peu la construction. On ne bâtit que quelques blockhaus le long du Rhin. Il fallait équiper les forces de manœuvre. Et la fortification de la frontière belge, pour des raisons notamment diplomatiques, ne fut pas entreprise.

(1) Citations extraites du livre du livre du colonel Rocelle, Deux mille ans de fortifications. (Chartes Lavauzelle).

Le Monde de l'éducation
NUMERO DE MARS
LES COMMUNES ET L'ÉCOLE

LA PENSÉE
REVUE DE RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
N° 191 - FÉVRIER 1977

- MARX, RENOUVIER ET L'HISTOIRE DU MATÉRIALISME, par Olivier-René BLOCH
- KEPLER OU LES LEÇONS D'UN CONTRE-EXEMPLE EN ÉPISTÉMOLOGIE, par Gérard SIMON
- PAUL LANGEVIN, UNE VIE AU SERVICE DE LA SCIENCE ET DE LA PAIX, par Georges COGNROT
- LES SCIENCES DE LA NATURE, LA PENSÉE ET PAUL LANGEVIN, par Paul LABERENNE
- PHILOSOPHIE ET SCIENCES HUMAINES, par Elisabeth GUIBERT-SLEDZIEWSKI
- LE TRAVAIL PRODUCTIF ET SA CRISE, par Jean GADREY
- SAVANT, CITOYEN, COMMUNISTE : JEAN ORCEL ET SON 80^e ANNIVERSAIRE, par Jean ORCEL

REGISTRATION ET ADMINISTRATION
146, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE - 75010 PARIS
1 an (6 numéros) : France : 70 F - Autres pays : 85 F.
Vendu au numéro : France : 15 F - Autres pays : 18 F.
C.C.P. ÉDITIONS SOCIALES PARIS 4209-70.

LIBÉRATEUR OU EXPLOITEUR ?

Las Casas et les Noirs

En canonisant récemment saint Jean Macías, l'Eglise a invité l'Amérique latine à se tourner vers ses sources les plus pures. Le corps du frère converti repose au couvent dominicain de Lima à côté de ceux de saint Martin de Porres et de sainte Rose. Ces trois figures de l'évangélisation du Nouveau Monde évoquent une victoire de la mission sur la conquête.

Bartholomé de Las Casas, dont on a célébré en 1974 le cinquième centenaire (« le Monde » du 12 octobre 1974), ce sera-t-il pas canonisé lui aussi ? Une récente déclaration à l'A.P.P. du Père Vencel, nouveau postulateur général de l'Ordre de Saint-Dominique, le laisse entendre. Pourquoi donc parler aujourd'hui de la sainteté de Las Casas ? Parce que, répond le Père

Vencel, on voit mieux son activité apostolique jaillir de sa personnalité morale sur le rythme d'un prophétisme évangélique affrontant le problème de la dignité humaine et du tiers-monde dans une perspective qui joint son temps avec le nôtre. Vatican II a traité de ces choses dans la constitution « Gaudium et Spes », et Paul VI, dans l'encyclique « Populorum progressio ».

Mais il y a des obstacles à soulever. L'un des plus lourds réside dans l'accusation qui fait de Las Casas l'organisateur de la traite des Noirs. Le Père André-Vincent, auteur du dernier livre paru sur Las Casas, développe les arguments favorables à frère Bartholomé.

par le père ANDRÉ-VINCENT (*)

de toutes les nations colonisatrices. Las Casas responsable de la traite des Noirs. Le premier dans la lutte contre l'esclavage des Indiens serait aussi le premier dans l'exploitation des esclaves noirs. Dans sa passion pour les « cultivateurs », Frère Bartholomé en serait-il venu à mépriser l'autre couleur ? Plus vraisemblable serait l'explication tirée du réalisme d'un clerc très engagé dans les affaires de son époque. Son idée de remplacer la main-d'œuvre amérindienne fatiguée et devenue rare par les bras plus vigoureux des Africains correspondait exactement aux nécessités économiques. Elle était dans les mœurs du temps. Elle s'est d'ailleurs réalisée bien au-delà des prévisions dans toutes les Amériques (et cela du fait de

C'est dans un premier temps et dans l'ignorance de l'injustice et tyrannique capture des esclaves noirs que Las Casas avait conseillé dans un mémoire au roi ce transfert de main-d'œuvre d'Espagne aux Antilles. « De cet avis qu'il donna il ne s'est pas peu repenti... (1) ». Et, après son avis, voici son analyse de la responsabilité de tous ceux qui coopèrent directement ou indirectement à la traite des Noirs.

« Comme les Portugais... se sont chargés de dépeupler la Guinée et de réduire les Noirs à l'esclavage contre toute justice... en voyant que nous en montrions le besoin et les acheteurs à bon prix, ils s'adonnèrent et s'adonnent chaque jour davantage à cette coupable capture d'esclaves. Alors, voyant avec quelle avidité ils les recherchent, les Noirs eux-mêmes se livrent à d'injustes guerres entre eux ; et par d'autres manières encore, ils se volent et se vendent aux Portugais. Ainsi, nous les Espagnols, nous sommes cause de tous les péchés que les uns et les autres commettent, en plus de ceux que nous commettons en les achetant ».

Cette imputable analyse tient-elle compte des différences de position et de responsabilité des uns et des autres ? D'aucuns, se réfugiant dans la théologie du volontaire indirect, excuseront ceux qui, en achetant des esclaves, les délivrent des mains de leurs bourreaux et leur procurent un traitement humain. La justice de Don Bartholomé est sévère aux puissants, compatissante aux opprimés. Son analyse politique marxiste des responsabilités impérialistes, des solidarités internationales, Sa charité découvre l'univers des « relations longues ».

Accusera-t-on Las Casas de n'avoir pas agi effectivement pour les Noirs comme il le fit pour les Indiens ? Autant accuser l'Espagne de n'avoir pas conquis le Portugal et toutes les côtes d'Afrique pour mettre fin à la traite. Une libération réelle voulait la restitution à l'esclave de sa liberté réelle (sa famille, son pays, son univers) : elle exigeait son rapatriement... Ainsi furent libérés les Indiens envoyés en Espagne comme

esclaves : ils furent rapatriés par ordre royal, mais le roi d'Espagne n'avait pas le pouvoir de renvoyer les Noirs dans leur pays d'Afrique, il ne pouvait que les rendre à leurs négriers. L'idée n'en vint pas à Las Casas. Paul-Vincent blâmer ?

Qu'a-t-il fait pour les Noirs ? Directement, rien. Indirectement, selon ses moyens d'action, beaucoup : en luttant pour les Indiens. Dans la position qu'il tenait auprès du pouvoir, il mena sa lutte pour les opprimés aussi loin qu'il pouvait. Toujours plus loin... Il en sortit cette législation brutale qui protège la liberté des Indiens et leur vie. La population indienne continuait d'être décimée par le choc microbien jusqu'au dix-septième siècle ; mais le reste vivace proliféra ; la paysannerie indienne doublea au dix-huitième siècle, gardant et cultivant ses terres et fournissant des ouvriers agricoles aux grands domaines du voisinage. L'importation des esclaves noirs diminua d'autant jusqu'à disparaître.

L'existence d'une main-d'œuvre indienne supprimait la traite des Noirs dans sa racine, le besoin économique.

C'est bien à tort qu'on a vu dans l'esclavage des Noirs la racine de la liberté des Indiens. Même au temps de son erreur première, Las Casas n'avait pas fait ce calcul. Plus tard, au plus haut de son destin et au plus fort de sa lutte, il eut l'évidence que la captivité des Noirs n'était pas moins injuste que celle des Indiens ; et il le proclama. Comme il n'était pas l'homme des compromis, verbalement il poussa son action du côté où il pouvait agir. Il travailla contre l'esclavage des Noirs en luttant jusqu'à la mort à son poste, pour les Indiens. La liberté des uns était solidaire de la liberté des autres. A sa place et à sa manière, Frère Bartholomé a donc bien travaillé aussi contre la traite des Noirs.

(*) Dominicus, auteur de Las Casas, apôtre des Indiens. Editions de la Nouvelle Aurora, 27, avenue Duquesne, 75007 Paris.

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez : **CAPELOU**

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • TEL. 557.48.55
Métro : Parmentier

le **GUIDE PRATIQUE 1977 DU VOYAGEUR SNCF**

est paru...

demandez le dans les gares et les agences de voyages. il est gratuit...

Essayez de trouver moins cher ailleurs.

Même pendant les Arts Ménagers, DARTY vous garantit les prix les plus bas sur 250 grandes marques mondiales en TV, électro-ménager, Hi Fi.

DARTY

Essayez de trouver moins cher ailleurs.

Même pendant les Arts Ménagers, DARTY vous garantit les prix les plus bas sur 250 grandes marques mondiales en TV, électro-ménager, Hi Fi.

DARTY

محضان النجل

EQUIPEMENT

SCIENCES

QUALITÉ DE LA VIE

Manifestations et protestations syndicales marquent le début des travaux à la centrale atomique de Flamanville (Manche)

De notre correspondant

Cherbourg. — Plusieurs organisations syndicales de la Manche viennent d'élever une vive protestation contre l'occupation du site de la future centrale nucléaire de Flamanville par un escadron de gendarmes mobiles. Le son côté, le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire (C.R.I.L.A.N.) signale que l'E.D.F. commence les travaux alors que les études d'impact écologique ne sont pas achevées, que le tracé des conduits de lignes à haute tension n'est pas rendu public et que l'utilité publique n'a pas été officiellement déclarée. « L'utilisation des forces de l'ordre pour pénétrer dans le site est la preuve que la société nucléaire est une société policière », ajoute le communiqué.

Face à face sur le site allant presque jusqu'à l'affrontement, l'occupation du site par les gendarmes mobiles, manifestations de rue à Cherbourg : la construction de la centrale de Flamanville commence dans la confusion.

Pour l'E.D.F., les choses sont claires. C'est au pied des falaises de Flamanville (proches du cap de la Hague et du centre de retraitement des combustibles irradiés) que ses ingénieurs ont résolu d'installer plusieurs réacteurs à eau ordinaire de très grande puissance (1300 mégawatts). Il faut d'abord faire sauter la roche sur une longueur de 1 000 mètres, puis réaliser sur la mer une vaste assise rocheuse et un port artificiel. A la suite de l'enquête publique, les commissaires enquêteurs ont donné un avis favorable à condition qu'avant la fin du premier semestre 1977 une étude précise des conduits de lignes à haute tension leur soit présentée.

Les opposants à la centrale répondent par une détermination qui va en se renforçant. Le référendum organisé à Flamanville en avril 1975 leur avait été défavorable. N'importe : ils entendent manifester jusqu'à bout leur mécontentement et leur opposition des manifestations sur le site.

Lorsque les entreprises de travaux publics se sont présentées pour ouvrir le chantier, l'opposition s'est encore durcie. En février, les engins et leurs conducteurs ont trouvé la route obstruée par un barrage de rochers étroitement gardés. Ce sont alors les partisans du nucléaire qui sont intervenus. Groupés derrière leur

Bulldozers et gendarmes

Devant l'échauffement des esprits auquel la proximité des élections municipales n'est évidemment pas étrangère, le sous-préfet de Cherbourg a décidé de faire intervenir les forces de l'ordre. Mardi 8 mars, les engins des entreprises travaillant pour l'E.D.F. sont arrivés précédés de bulldozers qui ont bousculé les barrières et escortés d'un escadron de gendarmes mobiles.

Cette opération, exécutée à l'aube, a surpris les occupants du site, qui résistent quinze vingtaine. Mais mercredi, la réaction a été massive. Environ huit cents manifestants ont défilé dans le centre de Cherbourg. Remontant vers la centrale, ils ont fait volte-face et ont organisé un raid automobile sur Cherbourg, bloquant la circulation.

Le centre de distribution de l'E.D.F. a été envahi par les manifestants. Au moment où un ancien ministre, M. Hubert Germain, candidat R.P.R. à Cherbourg sur la liste de la majorité, a reçu des jets de pétrole. Les manifestants ont échoué la sortie devant l'hôtel de police sans provoquer de réaction des forces de l'ordre et se sont dispersés sans incident.

RENE MOUTRAN.

Où entreposer sans danger les déchets nucléaires de la République fédérale d'Allemagne ?

De notre envoyé spécial

Corleben, Basse-Saxe. — « Aujourd'hui par nature, demain dépôt atomique ». Une grande pancarte placée au centre du village rappelle que Corleben a été choisi à la fin du mois dernier par le gouvernement de Basse-Saxe pour accueillir l'usine de retraitement des combustibles irradiés dont la République fédérale est obligée de se doter au cours des prochaines années si elle veut mener à bien son programme nucléaire. Corleben, cinq cents habitants, à 5 kilomètres de l'Elbe, qui marque la frontière avec la République démocratique allemande, était jadis un village de pêcheurs et de marins.

PÊCHE

AJOURNEMENT DES NÉGOCIATIONS ENTRE L'U.R.S.S. ET LA C.E.E.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Après quatre jours de débats, les négociations en vue de la conclusion d'un accord de pêche entre la Communauté et l'U.R.S.S. ont été suspendues jeudi soir 10 mars. Elles reprendront le 19 mars à Bruxelles. Les deux parties s'efforcent de mettre au point un accord à long terme, précisant selon quels critères les quotas de pêche seront délimités. Mais les Soviétiques ont demandé à savoir quelle serait, pour eux, la traduction concrète en 1977 (dommage des captures et nombre de bateaux autorisés) des critères que l'on envisage d'insérer dans l'accord. La délégation de la Communauté, spécialement pour mettre au point un accord de pêche, continue de travailler à Bruxelles. — Ph. L.

UNE ZONE DE 200 MILLIONS AU LARGE DU PORTUGAL. — Les députés portugais ont approuvé, jeudi 10 mars, à l'unanimité, un projet de loi étendant à 200 millions la zone économique maritime du Portugal. Ce projet, qui a été voté à l'unanimité, vise à protéger les ressources halieutiques de la zone. — A.F.F.

niers. Il a aussi la « chance » de posséder d'anciennes mines de sel « formidables pour le stockage des déchets nucléaires », dit M. Albrecht, ministre-président de Basse-Saxe.

Mais Corleben n'est pas sensible à l'honneur d'avoir été choisi parmi quatre sites possibles. « Nous sommes très déçus », déclare le maire du village, un paysan qui ne cache pourtant pas sa sympathie pour le gouvernement chrétien-démocrate de Hanovre. Dès que la décision a été connue, la protestation s'est organisée. Les paysans de la région ont défilé avec leurs tracteurs et les comités de défense de l'environnement ont organisé une grande manifestation — « comme à Brokdorf » — pour le prochain week-end.

Les adversaires du projet avancent trois arguments : la technique n'est pas sûre ; l'agriculture et le tourisme fuient une région déjà souillée par les déchets ; les trois ou quatre mille emplois qui seront créés seront occupés par des personnes extérieures au pays.

Un choix provisoire

Le chef du gouvernement de Basse-Saxe est circonspect. Il ne veut pas commettre les mêmes erreurs que son collègue du Schleswig-Holstein et faire intervenir tout de suite sa police (le Monde du 19 février). « Le choix de Corleben est encore provisoire et aucune décision définitive ne sera prise avant deux ou trois ans », a-t-il dit au comité de défense de l'environnement qu'il a tenu à recevoir déjà plusieurs fois. M. Albrecht ne manifeste lui-même aucun enthousiasme.

En mettant en avant Corleben de préférence aux trois sites envisagés par le gouvernement précédent, il a même peut-être — bien qu'il s'en défende — joué un mauvais tour aux dirigeants de Bonn qui le pressaient de prendre une décision. Ceux-ci, en effet, sont très réticents sur le choix du site à cause de la proximité de la République démocratique allemande. De difficiles négociations seront nécessaires avec Berlin-Est car la sécurité exige des mesures de la radioactivité dans un rayon de 20 à 30 kilomètres, c'est-à-dire sur la frontière est-allemande. « On bien des choses à faire », dit-il.

En attendant, les Soviétiques ont répliqué M. Albrecht, ou bien elles sont dangereuses et nous n'en voulons pas du tout.

DANIEL VERNET.

Un « détournement » de matériels contaminés relance la polémique autour du centre nucléaire de La Hague

De notre correspondant

Cherbourg. — Une enquête a été ouverte lundi 7 mars au centre nucléaire de la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires, filiale privée du C.E.A.) de la Hague après la découverte sur le chantier d'un ferrailleur de Valognes (Manche) d'un lot de matériaux en acier inoxydable en provenance de l'usine et comportant, selon la direction, un matériel régulièrement contrôlé et balisé détourné de sa destination réglementaire pour être l'assouviement d'un transport de matériaux incertains (nos dernières éditions du 10 mars).

L'affaire a été révélée par un he-

bitant de Valognes — chef-lieu de canton situé à quelque 35 kilomètres de l'usine de retraitement. C'est en recherchant « par hasard » des pièces métalliques chez le ferrailleur de cette localité, M. René Chabrier, qui est « en possession de balisage radioactif » — c'est ainsi que le C.F.D.T. a été alerté dans un communiqué l'auteur de la découverte — sur son attention attirée par deux étiquettes représentant un trèfle jaune sur fond violet. Ces étiquettes sont normalement apposées avec un certain nombre d'indications chiffrées sur les matériaux irradiés par contact après déscontamination par les services spécialisés du centre de retraitement des combustibles irradiés au terme du contrôle les matériaux sont classés en catégories et « balisés » en fonction du danger qu'ils peuvent représenter. Ceux qui portent le trèfle jaune doivent être stockés dans l'usine ou par la société intrinsèque qui conserve sur le même site des produits radioactifs contaminés. Seuls les pièces non radioactives peuvent être envoyées pour être les cas échéant revendus par des ferrailleurs de la région, mais elles doivent porter dans ce cas un trèfle blanc sur fond bleu.

Pour le directeur local de la Cogema, M. Maurice Delange, la manipulation de ce matériel ne présentait pas de risques, puisqu'il « avait subi en son temps les traitements de déscontamination nécessaires et suffisants ».

Une fois encore, précise le communiqué de la direction, il ne peut être exclu que cette affaire, dont l'origine malveillante semble évidente, n'entre dans le cadre concerté de la campagne antinucléaire qui se développe actuellement tant au plan local qu'au plan national. Le C.F.D.T., pour sa part, voit dans l'affaire de Valognes une conséquence de l'opération « Emmaüs » qui avait été décidée par la direction après la longue grève de 1976 — pour évacuer les déchets de toutes sortes qui encombraient les bâtiments nucléaires. Elle demande à la Cogema de faire effectuer de nouveaux contrôles chez le ferrailleur de Valognes — et à ses collègues qui auraient touché les matériaux contaminés de se faire connaître au centre de la Hague.

R.M.

Administrateur général depuis 1971

M. JAMES FLETCHER QUITTERA LA NASA LE 1^{er} MAI

Washington (A.F.P.). — M. James Fletcher qui est depuis mars 1971 administrateur général de la National Aeronautics and Space Administration (NASA), a annoncé, jeudi 10 mars, qu'il quitterait son poste le 1^{er} mai prochain pour retourner dans le secteur privé.

Sous la direction de M. Fletcher, la NASA a en particulier conduit à leur terme les grands programmes spatiaux américains habités, avec les trois dernières missions Apollo sur la Lune (Apollo 16, 17 et 18), les trois missions Skylab, et surtout, avec la vol conjointe Apollo-Soyouz de juillet 1976. Parallèlement, la NASA développait sa politique d'exploration spatiale, aussi bien tournée vers la Terre que vers les planètes du système solaire, politique qui a abouti, à l'été 1976, à l'arrivée des deux sondes Viking sur Mars.

Aujourd'hui, la NASA travaille d'arrache-pied sur la navette spatiale, qui subit actuellement une série d'essais passifs au vol et devrait être opérationnelle au début des années 80.

(Ré) le 5 juin 1976, M. James Fletcher est très actif dans la recherche spatiale, ayant présidé, des années durant, la Space Electronics Corporation, devenue en 1969 la Hughes Aircraft Company. Il avait participé notamment à des commissions consultatives civiles et militaires, et à la fin des années 60, aux travaux de la commission consultative sur les problèmes technologiques de la Mission Blanche, sous la présidence de M. Richard Nixon. Au moment de sa nomination à la tête de la NASA, M. Fletcher était président de l'université de l'Utah.)

SOCIÉTÉ

TROIS MAGISTRATS POUR EXAMINER LA COMMUNICATION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

On sait désormais que sera chargé de mettre en œuvre la « révolution », selon l'expression de M. Jean-Philippe Locat, porte-parole de l'Elcyce, que constitue le décret relatif à la communication du public de documents des administrations de l'Etat.

Ce décret avait été approuvé par le conseil des ministres du 25 janvier (le Monde du 27 janvier). Il prévoyait qu'une commission « pourvue d'une autorité morale incontestable » (déciderait) cas par cas, ou selon les catégories de documents, ceux qui seraient rendus publics.

Les membres de cette commission, dont la composition est publiée au Journal officiel du 11 mars, sont, pour les titulaires, MM. Pierre Oudonnet, conseiller d'Etat, président ; Jean-Marie Jégou, conseiller à la Cour de cassation ; Henri Ezal, conseiller maître à la cour des comptes et pour les suppléants, Mme Louise Cadoux, conseiller d'Etat ; M. Jean Jacquemart, conseiller à la Cour de cassation ; M. Jean Mascard, conseiller maître à la cour des comptes. Il s'agit donc, dans tous les cas, de magistrats. D'autre part, M. Hubert Blanc, chef du service d'information et de diffusion, représentera le premier ministre auprès de cette commission, ainsi que Mme Corinne Fabre, chargée de mission au secrétariat général du gouvernement.

« Aspects psychosociologiques de la toxicomanie » est le thème d'un numéro de la revue Problèmes politiques et sociaux que publie la Documentation française. Au sommaire figurent des textes de nombreux spécialistes sur la drogue et la crise de la société, le « profil » des toxicomanes, le « déconditionnement » et les difficultés de la réinsertion des anciens drogués. Parmi ces textes signalons le rapport d'un jeune médecin, le docteur Francis Marion, qui a passé une année à occuper des jeunes drogués au consulat général de France à Bombay.

« Documentation française », 31, quai Voltaire, 75001 Paris. Coût : 17 francs politiques et sociaux, n° 304, 44 pages, 6 F.

TRANSPORTS

La centrale syndicale américaine A.F.L.-C.I.O. apporte son appui à Concorde

M. Georges Meany, président de la toute-puissante centrale syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., a pris position, jeudi 10 mars, en faveur de l'atterrissage de Concorde à New-York. « Le moment est venu de permettre l'atterrissage de Concorde à l'aéroport Kennedy. Les coûts et les expériences à Washington-Dulles ont montré que Concorde ne présente pas de problèmes et qu'il n'y a aucun danger pour la sécurité de l'aviation », a-t-il indiqué dans un communiqué.

« Le fait que l'avance technologique que représente le transport supersonique ait été menée par des hommes de notre pays, que les Etats-Unis ne constituent véritablement pas une raison pour lui gêner l'accès au marché des transports internationaux pour la sécurité économique de l'Amérique », a affirmé M. Meany.

De son côté, M. Sanford M. Donnell Douglas, président de la firme aéronautique américaine de l'Etat de l'Ohio, a déclaré qu'il soutiendrait, le jeudi 10 mars, à Lon-

don, l'atterrissage de Concorde à New-York. « Nous estimons que les services aériens constituent une évolution normale des transports aériens, a-t-il dit. Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de prendre position contre le progrès technologique et opposer à des tests raisonnables de l'appareil. » On sait que le constructeur étudie, en coopération avec la NASA, un projet d'appareil supersonique.

Enfin, pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, les écologistes français viennent d'être officiellement représentés à l'Assemblée nationale. « Nous protestons contre le rôle joué par l'ensemble des partis politiques à l'Assemblée nationale », a déclaré M. Philippe Lebreton, professeur de biologie à l'université de Lyon. « Concorde brûle en un seul vol la consommation annuelle de pétrole consommée par l'ensemble des Français pendant un an », a-t-il ajouté. « Nous sommes convaincus que la question de l'impact social d'un avion qui ne transporte qu'une classe privilégiée. »

Faits et projets

ALSACE

● BROUILLAGE. — Dans l'article : « Les mouvements de protestation s'amplifient des deux côtés du Rhin » (le Monde du 6-7 mars), le nom du chanteur alsacien cité a été mal orthographié. Il s'agissait de François Brumbé (et non Brup).

ILE-DE-FRANCE

● UNE NOUVELLE SOUS-PREFECTURE DANS LE VAL-D'OISE. — Annonce par M. Gilbert Carrère, préfet du Val-d'Oise, en début d'année, la création d'une quatrième sous-préfecture administrative serait aujourd'hui imminente. Cette quatrième sous-préfecture serait installée à Garges-lès-Gonesse, conformément au plan d'organisation municipale et départementale. C'est un décret qui fixera officiellement le lieu d'implantation de la sous-préfecture. — (Corresp.)

NORD-PAS-DE-CALAIS

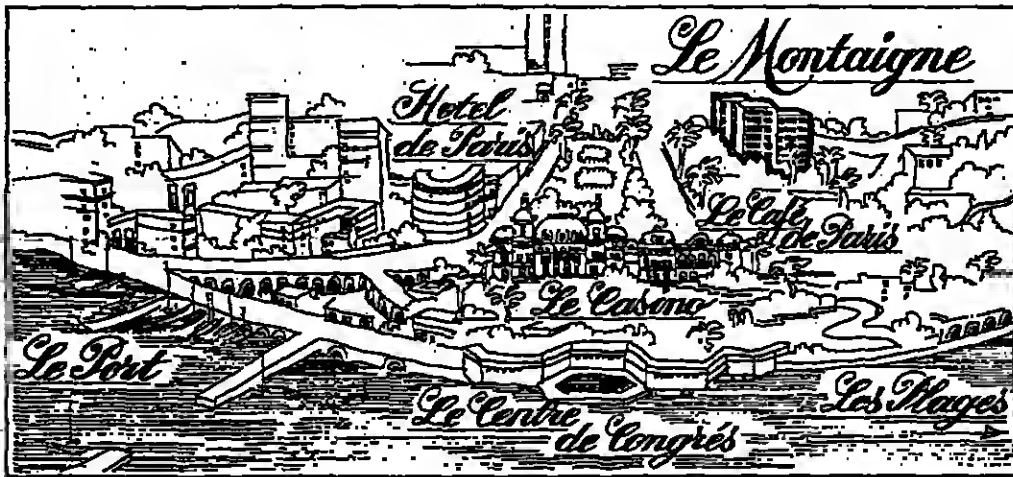
● BOULOGNE-SUR-MER, CA-FITALE DU FROID. — Le projet de création d'un centre de froid à Boulogne-sur-Mer entre dans une phase active. La société britannique Chris-

tian Salvesen, dont le siège est à Edimbourg, vient d'acheter près de Boulogne un terrain de 3 hectares sur lequel elle va construire un entrepôt frigorifique de 20 000 m² puis une usine de surgélation et conditionnement pouvant traiter annuellement 10 000 tonnes de produits. Cette installation entraînera à terme la création de cent vingt emplois. — (Corresp.)

TRANSPORTS

● RELANCE DU TUNNEL SOUS LA MANCHE. — La controverse sur le tunnel sous la Manche a rebondi jeudi 10 mars à Londres après les déclarations du secrétaire britannique aux transports, M. William Rodgers, selon lesquelles le projet pourrait de nouveau être examiné par le gouvernement travailliste si la C.E.E. acceptait de le financer. Dans les milieux d'affaires, les partisans du tunnel soulignent que l'adhésion définitive de la Grande-Bretagne à la C.E.E. rend plus que jamais nécessaire la construction de l'ouvrage. Ils font notamment remarquer que les liaisons commerciales entre l'Angleterre et le continent augmentent de plus de 50 % par an. — (A.F.F.)

2 bonnes raisons d'acheter au MONTAIGNE à MONTE-CARLO



première raison : Parce que l'emplacement où s'édifie la résidence Le Montaigne est le plus agréable et le plus pratique de la Principauté. Parce que la surface raisonnable des appartements évite de payer des mètres carrés inutiles. Vous réalisez un achat intelligent.

deuxième raison : Parce que la Principauté de Monaco est une stabilité absolue, sûre, favorise les investissements, les plus sûrs et les plus profitables qui soient. Vous réalisez un achat judicieux.

LE MONTAIGNE

Réalisation SEFRI-CIME
Tour Maine Montparnasse
33, Avenue du Maine - 75765 PARIS
Cedex 15. Tél. (1) 538.52.52

Pour tout complément d'information
téléphonez ou écrivez-nous.
Résidence LE MONTAIGNE
6, Bd. M. des Moulins, Monte-Carlo, Principauté de Monaco
tél. (93) 50.63.07

François Conseil

et les Noirs
TREPESIMINO
CAPEL
rouver moins chers ailleurs.
DART

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Les responsables de la Banque nationale de Suisse dénoncent les comptes à numéro

Berne. — Le secret bancaire suisse est sous le feu de critiques à l'étranger. Certains de ses aspects commencent à être ouvertement mis en cause en Suisse même. Les nouvelles attaques lancées ces jours-ci prennent d'autant plus de relief qu'elles viennent directement des responsables de l'Institut d'émission. Colloquons-en, la controverse a été ravivée simultanément par M. Leo Schürmann, vice-président de la Banque nationale, lors d'un débat télévisé, et par l'un de ses collaborateurs, M. Peter Klausner, dans un article paru dans une revue spécialisée.

Confronté à l'un des directeurs d'une grande banque privée, Oswald Appeli, du Crédit suisse, M. Schürmann n'a pas hésité à faire le procès des comptes numérotés, allant jusqu'à inviter son interlocuteur à donner à cette pratique, « Ce n'est pas des comptes à numéro, c'est la place financière suisse, c'est la force, mais de la société économique et sociale des pays ».

Interrogé sur les mesures appliquées pour éviter que « des capitaux acquis de façon criminelle viennent se blanchir en Suisse », le directeur du Crédit suisse a été amené à reconnaître que les banques ne disposaient d'aucun moyen pour contrôler l'origine douteuse de certains fonds lorsqu'ils avaient affaire à un mandataire.

De notre correspondant

Abordant le problème du trafic de devises, M. Schürmann a souligné que des mesures aient prises pour réprimer les fraudes. « L'ordre monétaire international sert l'intérêt de la Suisse », a-t-il ajouté. Le vice-président de la Banque nationale, nous devons donc nous interdire de protéger ceux qui enfreignent les dispositions en vigueur dans d'autres pays, comme la limitation des transferts de devises, si nous voulons restaurer cet ordre ».

De son côté, dans la dernière livraison de la revue Wirtschaft und Recht (Économie et Droit), un juriste de la Banque nationale, M. Peter Klausner, déplore « l'attitude active que certaines banques suisses, en collaboration avec des organisations étrangères spécialisées dans la fraude des capitaux, apportent à des fraudeurs de toute espèce ». L'auteur de l'article regrette aussi « l'attitude restrictive des autorités helvétiques dans le domaine de l'entraide judiciaire internationale ». En effet, à l'exception d'un récent accord passé avec les États-Unis, la Suisse se refuse à prêter son concours pour poursuivre les auteurs de fraude fiscale.

Protégées par le secret, constate M. Klausner, les banques suisses peuvent librement inciter leurs clients étrangers à se soustraire aux impôts et même collaborer activement à leur fraude. Il en va de même, ajoute-t-il, pour le trafic de devises, où des banques suisses collaborent systématiquement et en permanence avec des organisations françaises, italiennes et espagnoles spécialisées dans la fuite des capitaux ».

En conclusion de son étude, le juriste de la Banque nationale estime que le projet de loi sur les banques, en discussion devant le Parlement, ne représente qu'un « modeste progrès par rapport à la situation juridique actuelle ».

Selon M. Klausner, il faudrait notamment envisager la suppression des comptes numérotés. Afin de prévenir le trafic de devises et la fraude fiscale, il suggère également que, dans certains cas, le secret bancaire soit levé.

Soumis aux critiques et aux pressions de l'étranger, les autorités helvétiques et les responsables de la Banque nationale ont évidemment d'autres préoccupations que les banques privées. À leurs détracteurs celles-ci rétorquent que le secret bancaire « garantit les libertés individuelles face à un pouvoir étatique de plus en plus puissant ». Leurs arguments parviennent toutefois de plus en plus difficilement à masquer un malaise auquel il faudra bien un jour porter remède.

« Les représentants des outilleries en grève de la firme automobile British Leyland ont rejeté, le 10 mars, le compromis mis au point la veille avec le président du syndicat des métaux (A.U.E.W.), M. Hugh Scanlon. Après une réunion de plus de trois heures du comité de grève à Birmingham, les délégués ont décidé que le compromis « ne correspondait en rien aux aspirations des outilleries du département automobile de British Leyland ». Le leader des grévistes, M. Roy Fraser, va donc demander ce 11 mars, au cours d'une assemblée générale, la poursuite de la grève. Face aux délégués syndicaux nationaux, la direction et le gouvernement, qui ont unanimement condamné la grève, les représentants des trois mille outilleries en grève depuis trois semaines ont ainsi confirmé leur position « dure ».

LES GRÉVISTES DE BRITISH LEYLAND REJETENT LE COMPROMIS ÉLABORÉ À L'ÉCHELON NATIONAL

Les représentants des outilleries en grève de la firme automobile British Leyland ont rejeté, le 10 mars, le compromis mis au point la veille avec le président du syndicat des métaux (A.U.E.W.), M. Hugh Scanlon. Après une réunion de plus de trois heures du comité de grève à Birmingham, les délégués ont décidé que le compromis « ne correspondait en rien aux aspirations des outilleries du département automobile de British Leyland ». Le leader des grévistes, M. Roy Fraser, va donc demander ce 11 mars, au cours d'une assemblée générale, la poursuite de la grève. Face aux délégués syndicaux nationaux, la direction et le gouvernement, qui ont unanimement condamné la grève, les représentants des trois mille outilleries en grève depuis trois semaines ont ainsi confirmé leur position « dure ».

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS

AIR ALGÉRIE

APPEL D'OFFRES N° 07-76
AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La date limite de dépôts des offres concernant la fourniture d'un banc d'essais (A. T. E.) initialement fixée au 28 février 1977 est reportée au 20 mars 1977, délai de rigueur au-delà duquel aucune offre ne sera acceptée.

Les soumissionnaires des constructeurs devront être adressées à :

AIR ALGÉRIE - Direction Technique
Aéroport International d'Alger. — DAR-EL-BEIDA.

MATIÈRES PREMIÈRES

Brutale et très forte baisse du cacao et du café

Les cours du cacao, et dans une moindre mesure ceux du café, se sont littéralement effondrés le 10 mars sur le marché des matières premières de Londres, à l'annonce de mesures restrictives prises pour freiner la spéculation effrénée qui avait provoqué des hausses spectaculaires ces derniers mois à la faveur d'une menace de pénurie mondiale. Les autorités qui contrôlent le fonctionnement du marché ont porté le montant des dépôts en espèces demandés aux opérateurs à découvert sur le cacao de 10 % à 40 % des engagements. Ce relèvement massif et inattendu a provoqué un véritable effondrement des cours du cacao, qui ont accusé la plus forte baisse jamais enregistrée en une journée (500 livres, soit 20 %), revenant de 2 600 à 2 100 livres sterling la tonne. Les spéculateurs, qui, selon des estimations citées par le Financial Times, détiendraient 50 % des engagements à terme, ont dû, faute de pouvoir fournir les sommes demandées, procéder à des liquidations massives qui ont porté sur 130 000 tonnes, soit l'équivalent de 10 % de la production annuelle mondiale de cacao.

La panique qui a régné par moment a gagné le marché voisin du café, où la crainte de voir

prendre des mesures similaires a entraîné des liquidations tout aussi rapides, mais limitées à 10 %, les perspectives en matière de production étant beaucoup plus défavorables que sur le marché du cacao et les risques de pénurie demeurent plus réels en raison de la chute de la récolte brésilienne après les gélées de 1975.

La baisse s'est étendue par contagion aux métaux non ferreux, notamment l'étain, porté récemment à son plus haut niveau historique, et qui a dû céder 5 % sous l'effet de grosses liquidations bien que son cours en Malaisie ait battu son record jeudi soir. Le sucre, en revanche, s'est inscrit en hausse à l'annonce que les États-Unis et le Canada allaient interdire l'usage de la saccharine, soupçonnée de provoquer le cancer.

Signalons enfin que les États-Unis ont assoupli leur position dans les négociations ouvertes à Genève depuis lundi au sein de la CNUCED sur la création d'un Fonds de stabilisation des cours des matières premières. Opposés jusqu'à présent au principe même d'un tel mécanisme, ils n'ont plus « a priori d'objection pour un fonds régulateur et sont prêts à commencer à négocier activement ». C'est un véritable revirement d'attitude.

LA SACCHARINE EST INTERDITE AUX ÉTATS-UNIS

L'utilisation de la saccharine dans l'alimentation sera interdite en juillet prochain, a annoncé l'Agence fédérale pour le contrôle des aliments et des médicaments. Cette décision fait suite à la récente découverte par des savants américains et canadiens de tumeurs cancéreuses et de calculs de la vésicule sur des rats ayant absorbé de la saccharine. Les Américains consomment chaque année quelque 2 000 à 3 000 tonnes de saccharine. La même interdiction a été décrétée au Canada. — (A.F.P.)

● L'Australie va vendre 2 millions de tonnes de blé à la Chine. — Le contrat signé à cet effet, qui s'élève à 200 millions de dollars australiens (1 000 millions de francs), porte à 7 millions de tonnes le total des exportations australiennes cette année. L'Australie avait déjà vendu 700 000 tonnes de blé en janvier 1976 à la Chine et 500 000 tonnes en novembre.

● CUBA REVENT LE LAIT EN POUDDRE EUROPÉEN. — Il existe « la preuve irréfutable » que des milliers de tonnes de lait en poudre, données à Cuba par la Communauté économique européenne, au titre de l'assistance alimentaire, ont été revendues à la Jamaïque par les autorités de La Havane, a déclaré, le 10 mars à Strasbourg, devant le Parlement européen, le député britannique John Evans.

Aux États-Unis

CONSEQUENCE DE LA VAGUE DE FROID Les prix de gros ont fortement augmenté en février

Aux États-Unis, l'indice des prix de gros a augmenté fortement en février, progressant de 0,9 % par rapport à janvier. Invenant après plusieurs mois d'absence, les prix de gros ont ainsi atteint 0,9 % et 0,8 %, cette augmentation de 0,9 % est la plus importante enregistrée depuis octobre 1975 (+1,2 %).

En un an (février 1977 comparé février 1976), la hausse des prix de gros aux États-Unis atteint 1,2 %.

La sécheresse dans l'Ouest des États-Unis, le froid et le gel dans le Sud ont conjugué pour faire monter les prix des fruits et légumes. Les prix d'autres produits alimentaires, volaille notamment, ont subi un effet d'enlèvement. Quant aux tarifs de transport, du fait du gel, du gaz naturel, leur hausse a été proportionnelle à la rigueur du froid.

En la moitié du pays, l'augmentation des prix de gros a été de 1,1 % en janvier, contre 1,1 % en février, les produits alimentaires ont subi une transformation de 1,3 % en janvier, on avait relevé une hausse de 0,2 %.

La hausse des matières premières utilisées par l'industrie est à 0,6 % contre 0,5 % en janvier et 0,3 % en décembre 1976. — (A.G.E.P.)

ÉNERGIE

MOBIL OIL FRANCE ATTAQUE EN JUSTICE LE DÉCRET QUI FIXE AUTORISATIONS DE VENTE DE CARBURANTS

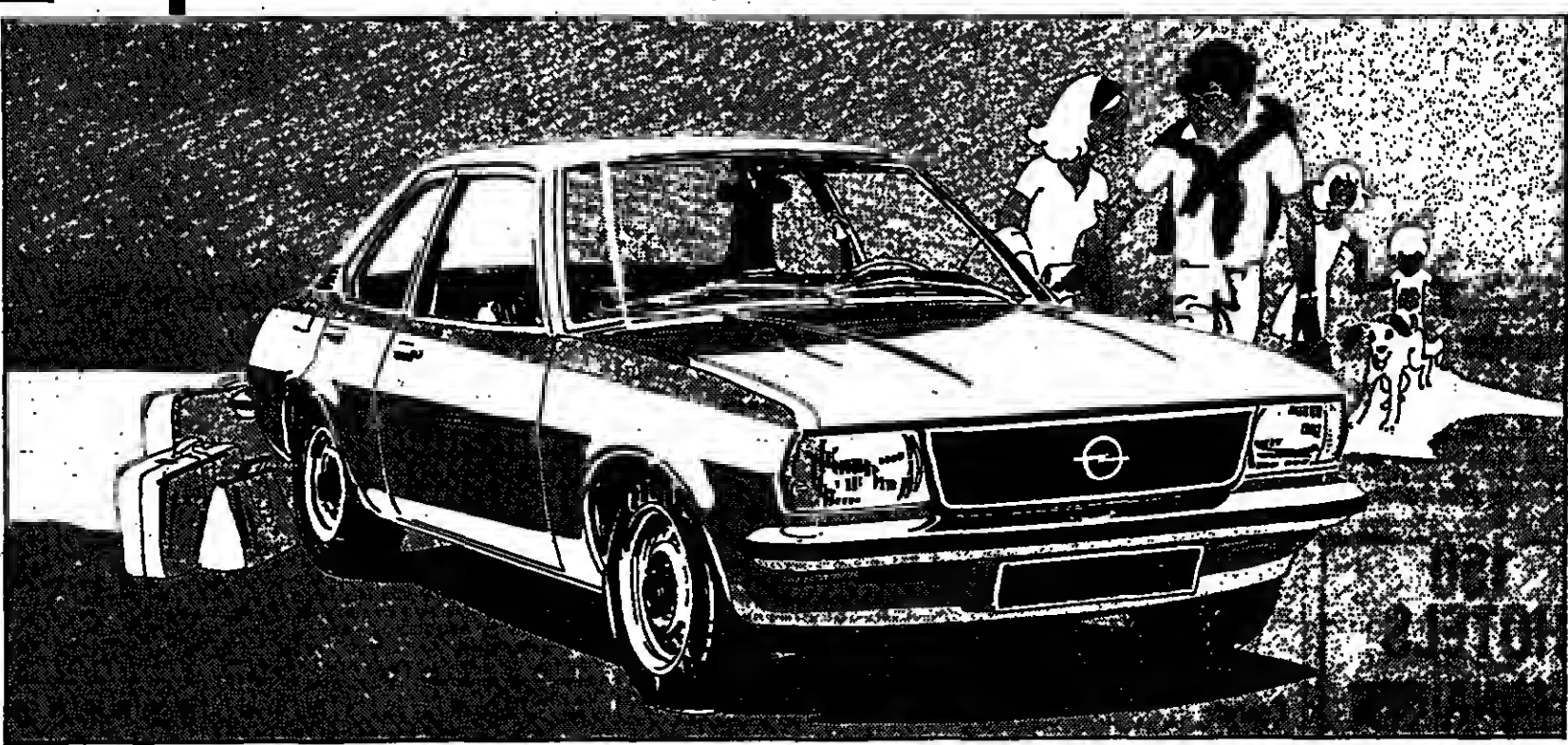
La société Mobil Oil France a, le 23 février, un recours en annulation au Conseil d'État contre le décret du 30 juin 1976, qui fixe les conditions de vente des carburants aux compagnies pétrolières et à la consommation (A.G.).

De juin à juillet, la société avait une vive protestation, estimant que le décret était « une atteinte à la liberté d'entreprise », et « une atteinte à la liberté de concurrence ».

Le décret, qui a été promulgué le 30 juin, a été contesté par la société Mobil Oil France, qui a demandé l'annulation du décret. La société a demandé l'annulation du décret, qui a été promulgué le 30 juin, a été contesté par la société Mobil Oil France, qui a demandé l'annulation du décret.

RECTIFICATIF. — Dans le plan de l'Agence pour les énergies (le Monde du 10 mars) l'investissement de 100 millions de francs correspond à une tonne d'équivalent de (TEP) et non d'un million tonnes. De même, pour le nucléaire, la géothermie et le solaire, l'investissement de 2 000, 4 000, et 10 000 francs correspond à une TEP.

Opel Ascona



"Familles je vous aime."

23.620 F.* Conçue pour la famille, l'Opel Ascona a 5 places, un grand coffre; elle est agréable à conduire même chargée - son moteur (7-9 ou 11 CV) est d'une fiabilité mécanique renommée.

Pour la famille encore, tous les éléments de sécurité : dégivrage arrière, double circuit de freinage, freins assistés à disque à l'avant, pare-brise feuilleté, ceintures à enrouleurs. Garantie un an pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

* Modèle L 7 CV, 4 portes. prix TVAC + frais de transport et de préparation : 964 FTVAC. Tarif au 10.02.77. Prix garanti 3 mois à partir de la date de la commande pour les modèles figurant au programme normal d'importation.



Avec Opel, partez tranquille.

مکان النزل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 MARS

Plus résistante

La Bourse de Paris s'est montrée plus résistante jeudi après la reprise de la veille. L'indice des valeurs a gagné 0,01 %, une certaine amélioration s'est même produite après les premiers cours.

Quelques hausses ont même été relevées sur l'annonce de résultats et de dividendes pour 1976. Ainsi, la Compagnie des agents de change a perdu moins de 0,01 %.

La Française de Raffinage est restée pratiquement stable malgré le réajustement d'un dividende.

Le marché des actions a été influencé par l'annonce de résultats et de dividendes pour 1976. Ainsi, la Compagnie des agents de change a perdu moins de 0,01 %.

La Française de Raffinage est restée pratiquement stable malgré le réajustement d'un dividende.

Le marché des actions a été influencé par l'annonce de résultats et de dividendes pour 1976. Ainsi, la Compagnie des agents de change a perdu moins de 0,01 %.

LONDRES

Repli

Le repli amorcé la veille après l'annonce de la rupture des négociations chez Leyland se poursuit. Baisse des mines et du métal, avec celles du pétrole.

Le marché des actions a été influencé par l'annonce de résultats et de dividendes pour 1976. Ainsi, la Compagnie des agents de change a perdu moins de 0,01 %.

NEW-YORK

Légère avance

Les cours ont légèrement progressé jeudi, à Wall Street, où, à l'issue d'une séance très tranquille, l'indice Dow Jones est parvenu à regagner 0,01 %, après avoir perdu 0,01 % la veille.

Le marché des actions a été influencé par l'annonce de résultats et de dividendes pour 1976. Ainsi, la Compagnie des agents de change a perdu moins de 0,01 %.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 1000 le 1er jan. 1970)

Valeur française	101,5
Valeur américaine	101,5
C. DES AGENTS DE CHANGE	101,5
Indice général	101,5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GROUPES ROYAL DUTCH-SHELL
Le bénéfice net a été révisé à la hausse de 1,300 millions de livres contre 1,200 millions en 1976. Le dividende a été augmenté d'une somme de 20 millions de livres (différence de 20 millions de livres) contre 18 millions en 1976. Le dividende est fixé à 1,300 million de livres (différence de 20 millions de livres) contre 1,200 millions en 1976.

MINES D'OR
Déclaration de dividendes pour 1976 : 1,300 million de livres (différence de 20 millions de livres) contre 1,200 millions en 1976.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 231 975 / 231 99

BOURSE DE PARIS 10 MARS - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

CROUZET

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4
Alcatel	58 1/8	58 1/8
A.L.F.	52 1/4	52 1/4

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
 - Le complot nucléaire germano-britannique.
 - La visite de M. Callaghan à Washington.
- 2-3. **AMERIQUES**
3. **EUROPE**
 - ESPAÑE : plusieurs ministres pourraient se présenter aux élections.
3. **AFRIQUE**
 - ZAIRE : la polémique s'envenime entre Kinshasa et Luanda.
4. **PROCHE-ORIENT**
 - Au Caire, le Conseil national palestinien est appelé à entériner le projet d'un mini-Etat en Cisjordanie.
4. **DROITS DE L'HOMME**
5. **ASIE**
 - INDE : malgré le maintien de l'état d'urgence, le campagne électorale se déroule dans une relative liberté.
- 6 à 11. **POLITIQUE**
 - Les élections municipales.
12. **DÉFENSE**
14. **JUSTICE**
15. **CATASTROPHES**
- 15-16. **ÉDUCATION**
 - L'école catholique en Bretagne : l'IVT, par André Mesny.

LE MONDE DU JOUR

PRÈS DE 27
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI :
Comment se servit de la mode-
lisme ?
PLAISIRS DE LA TABLE :
3 dans le 06
CLUB D'ÉTÉ : Aux Français !
Mode : Nation ; Animaux ;
Chasse ; Jeux ; Philatélie.

28. SPORTS

30 à 33. **ARTS ET SPECTACLES**
— THEATRE : la Plage, de Se-
vero Sarduy ; Parcours véné-
tien, de Benedetto.

35. HISTOIRE

— Les Cazes et les Noirs.
— André Maginot, parain de la
« ligne ».

37. SCIENCES

38 à 40. **LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
— MONNAIES : le Fonds moné-
taire négocierait une nouvelle
augmentation de ses res-
sources.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (38)
Annonces classées (24 et 35) :
Aujourd'hui (128) ; Carant (129) ;
Journal officiel (128) ; Loto
(128) ; Nébuleuse (128) ; Mots
croisés (128) ; Bourso (141).

LE RANGEMENT A VOS MESURES

contemporain
ou style
l'armoire universelle
3 dimensions, 3 styles, 3 couleurs
faciles de personnaliser.
145 av. E. ZOLA PARIS XV
26 av. div. Leclerc ANTONY
575-25-06 / 575-23-20
PARKING ASSURÉ
catalogue gratuit

FORMATION CONTINUE

du 4 au 22 avril 1977

- R d M
- Béton armé
- VRD
- Métre
- Const. métal.
- Topographie
- Comptabilité

brto organisme privé
1, rue Thénard
75140 Paris 18e
329.21.99

A B C D E F G

AU PALAIS DE JUSTICE DE NICE

L'évasion rocambolesque d'Albert Spaggiari

Albert Spaggiari s'est évadé, jeudi 10 mars, vers 17 heures, du Palais de justice de Nice, où il avait été conduit pour y subir, devant M. Richard Bouazis, juge d'instruction, son vingtième interrogatoire depuis son arrestation, le 27 octobre 1976. Celui qui est présenté comme le « cerveau » du gang qui mit à sac, au cours du week-end du 18 juillet 1976, la salle des coffres de l'agence centrale de la Société générale de Nice, était attendu par le magistrat pour décrire la dernière partie du pillage.

Nice. — Albert Spaggiari s'est évadé d'une hauteur de 7 mètres sur une corniche, pour « aller » enfin sur le toit d'une voiture en stationnement. A peine rétabli, il a enfourché le moto d'un complice qui l'attendait, moteur en route et qui a démarré aussitôt pour se perdre dans les venelles du vieux Nice. Aux cris de « voleur », poussés par le juge d'instruction, qui a essayé, mais en vain, sa stupéfaction, de retenir Spaggiari, un moto-rideur prit en chasse les fuyards, mais il perdit leur trace, au bout d'une trentaine de mètres. Il est 17 heures. Le « cerveau » s'est envolé, devant des dizaines de témoins médusés.

Son avocat, M. Jacques Peyrat, qui assistait à l'interrogatoire, a cru un instant que Spaggiari voulait se tuer et s'est écrié : « Non, pas ça ! ». C'était mal connaître, sans doute, « l'homme tranquille » de la maison d'arrêt de Nice, dont le comportement souriant et l'apparente bonne volonté ont réussi à endormir tous les vigilances. « Nous nous étions toujours méfiés de son allure flegmatique », disent des policiers qui ont approché Spaggiari. « Mais nous pensions plutôt qu'il tentait de se suicider lors d'un transfert de la maison d'arrêt au palais de justice. Nous avions même pensé qu'il pourrait être enlevé par un gang adverse, rou-

De notre correspondant

tant lui faire jouer son magot.

De fait, plusieurs échoués, mais cadraient étroitement le fourgon cellulaire à chacune des tentatives, mais, curieusement, comme s'il ne s'était agi que d'un banal voleur à la tire, Spaggiari n'était pas surveillé pendant les interrogatoires qu'il subissait tous les jours à la même heure, chez M. Bouazis, qui avait pris la responsabilité de demander en garde de ne pas y assister et de rester dans un bureau voisin.

« Il nous a bernés »

« Spaggiari avait bien préparé son affaire », dit M. Peyrat, amer, il nous a bernés. « Depuis cette évasion rocambolesque, la police n'a pu sur les dents. La nuit dernière, un véritable conseil de guerre s'est réuni à la direction départementale de la sûreté, en présence du contrôleur général Callet, arrivé de Paris toutes affaires cessantes. Quelques mille policiers, C.R.S. et gendarmes sont depuis lors jetés dans une vaste opération pour retrouver l'homme dont l'évasion est ressentie comme un défi. On ne peut pas imaginer que pour retrouver Spaggiari, on ne

manquera pas de s'interroger sur ce que certains, à commencer par le ministre de l'Intérieur, considèrent comme une intolérable négligence. M. Poniatowski a demandé, en effet, que soient établies, dans les meilleurs délais, les différentes responsabilités qui se trouvent engagées dans cette évasion et qu'un rapport lui soit aussitôt remis.

Il n'est pas douteux que les recherches vont s'orienter vers les amis sûrs, dont certains avaient juré de tout mettre en œuvre pour « le sortir de là ». La nuit dernière, dans un petit bar de la rue de Marseille que fréquentait un proche du « cerveau », c'était l'effervescence. La joie. Sept bouteilles de champagne ont été mises au frais ; on les boira quand « la nouvelle sera confirmée », entendez quand « Bert » sera en lieu sûr. A n'en pas douter, les amis de Spaggiari en savent long. Tout au long de la nuit, les amis de Spaggiari en savent long. Tout au long de la nuit, les amis de Spaggiari en savent long.

« Je suis très fatigué », lui a-t-elle dit, je prends des vacances. « Elle n'a pas donné d'adresse. « Je n'ai à ce que personne ne me dérange. »

MICHEL VIVÉS.

Un organisateur méticuleux

Baroudeur nostalgique des hideux indochinois et des coups de main de l'O.A.S., ou grand enfant égaré dans son univers de mythologie ? C'est la question que se posent encore le commissaire Jacques Besson, sur les dents de la police judiciaire nicoise, en ce matin du 30 octobre 1976, après deux jours d'audition d'Albert Spaggiari.

Grand, athlétique, toujours élégant malgré quarante-huit heures dans des locaux de police peu confortables, c'est un homme impeccablement taillé, un éternel cigare Don Miguel au coin des lèvres soulignant un rictus — satisfaction ou mépris ? — l'homme penché sur l'écouteuse de la police attachée à sa poitrine, faisant face avec un calme parfait à l'assaut des questions, n'offrant pas la moindre faille à la perspicacité des enquêteurs. Soudain, alors que la garde à vue touchait à sa fin, Spaggiari, « Bert », annonce avec la plus grande calme : « Oui, c'est moi... »

Dès lors, son attitude changeait radicalement. Il devenait disert, présentait tout par le menu, énumérait son arsenal de « cerveau », refusant seulement de trahir ses complices ;

Il se souvenait de l'idée de « casse » de la Société générale de Nice, il s'était procuré les plans des sous-sols, il avait exploré pendant des nuits ce monde souterrain, il avait fait, avec un grand luxe de moyens, creuser un tunnel de huit mètres de long, forer les parois de béton de la chambre torse, vider trois cent sept tonnes de terre, dans la salle des coffres, au-dessus des canots pneumatiques, en passant par les médicaments contre la claustrophobie, il avait supervisé toutes les acquisitions. C'est encore lui qui avait signé le frie-trac sur un mur de la salle : « Sans arme, sans haine et sans violence. »

Spaggiari, l'organisateur méticuleux, n'avait négligé aucun détail : la maladresse de ses complices, qui devaient se faire prendre au cours de semaines suivantes en tentant d'écouler leur part du butin ; outre

le chef présumé du commando, douze « écouilleurs » se retrouvaient bientôt en prison.

Pourtant, cette heureuse conclusion ne satisfaisait personne. La question de la bulle demeurait introuvable, Spaggiari affirmant avoir donné sa part à une mystérieuse organisation internationale d'extrême droite en difficulté — la Calans — dont aucune trace ne pouvait être retrouvée. En outre, on remarquait que Spaggiari avait conservé l'amitié de nombreux amis, qu'il avait passé agréablement un été à l'été d'Indochine, où il avait combattu deux ans avant de rentrer en France peu glorieusement, à bord de la cale, suite à une obscure affaire de hold-up ; de l'époque algérienne, où la vit s'engager dans l'O.A.S. à préparer, même, un attentat contre le général de Gaulle le 8 novembre 1961.

Les grandes entrées

Depuis, il cultivait plausiblement cette image de « dur », de guerrier. Il collectionnait les armes. Sur la porte de sa propriété de Bezaudun, le nom du lieu les « Oies sauvages » s'annonçait d'une croix celtique et de runes SS.

Devenu photographe, Albert Spaggiari avait ses petites et grandes entrées à la mairie de Nice. On le vit souvent dans les réceptions officielles données par M. Jacques Médecin, et il fit partie du voyage de ce dernier au Japon, quelques jours avant son arrestation. Il comptait quelques bons amis dans l'entourage du maire de Nice, où les liens se sont souvent tissés au feu du « nationalisme ».

La clet du « casse » de Nice se trouve-t-elle quelque part dans l'entrelacs complexe de toutes ces amitiés ? Le véritable « cerveau » se dissimule-t-il dans l'ombre protectrice des « soldats perdus » et d'« idéologues » parfois jetés par la gangstérisme ? L'évasion de Spaggiari — et les complications sans aucun doute insupportables pour la mener à bien — montre que d'aucuns préfèrent voir « Bert » hors de portée de la justice et étaient prêts à risquer gros pour lui rendre sa liberté.

JAMES SARAZIN.

L'ENTREVUE ENTRE M. BEULLAC ET LA C.G.T.

M. Ségué : « aucune de nos propositions n'a été accueillie favorablement »

M. Baillac, qu'environnaient ses principaux collaborateurs et M. Stollé, secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels, se sont entretenus pendant deux heures et demi, ce vendredi matin 11 mars, avec M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., qui était accompagné de Mme Lambert et de MM. Calvet, Le Guen et Piot. A l'issue de cet entretien, M. Ségué a déclaré : « On ne peut dire que la situation soit délicate, et nous la regrettons. Si j'avais eu seulement une réponse affirmative à nos huit propositions, par exemple sur notre demande de réunion de la commission supérieure de la convention collective ou du comité supérieur de l'emploi, nous aurions pu, à l'ordre du jour, l'établissement d'un nouvel indice des prix et l'établissement d'un budget-type, et l'élection du SMIIC à 2000 francs par mois ; réunion du Comité supérieur de l'emploi pour réordonner le chômage en vue notamment de l'instauration du droit à la retraite à cinquante ans ; réunion du Conseil supérieur de la formation professionnelle ; examen des atteintes à la représentativité des cadres C.G.T. (UGICT), en défenses des libertés syndicales ; négociations sur les conditions de travail ; négociation de la réforme de la Sécurité sociale avec annulation des ordonnances de 1967 ; examen de la situation des travailleurs du Parisien libéré. Sur tous ces points, selon M. Ségué, M. Baillac n'a apporté aucune réponse dans le sens souhaité par la C.G.T.

Le ministre du travail devait faire connaître, dans l'après-midi, son point de vue sur l'entretien.

La délégation C.G.T. a ensuite formulé huit propositions : réunion de la Commission supérieure des conventions collectives avec, à l'ordre du jour, l'établissement d'un nouvel indice des prix et l'élection du SMIIC à 2000 francs par mois ; réunion du Comité supérieur de l'emploi pour réordonner le chômage en vue notamment de l'instauration du droit à la retraite à cinquante ans ; réunion du Conseil supérieur de la formation professionnelle ; examen des atteintes à la représentativité des cadres C.G.T. (UGICT), en défenses des libertés syndicales ; négociations sur les conditions de travail ; négociation de la réforme de la Sécurité sociale avec annulation des ordonnances de 1967 ; examen de la situation des travailleurs du Parisien libéré. Sur tous ces points, selon M. Ségué, M. Baillac n'a apporté aucune réponse dans le sens souhaité par la C.G.T.

Le ministre du travail devait faire connaître, dans l'après-midi, son point de vue sur l'entretien.

M. Didier Motchane (P.S.) accuse M. Chirac d'avoir produit un faux à TF1 contre M. Sarre

A propos de l'article intitulé : « Gestionnaire ou révolutionnaire ? », publié dans le Monde du 10 mars et rendant compte d'un débat télévisé entre M. Chirac et M. Didier Motchane, membre du comité directeur du parti socialiste et rédacteur en chef de la revue Repères, écrite par la minorité du P.S., le C.R.S. (auquel M. Sarre appartient également), nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit :

« Votre rédacteur attribue à M. Chirac une citation de Voltaire, socialiste, intitulée : "révolutionnaire", qui, telle qu'elle figure dans votre journal, est partiellement fautive et, malgré sa brièveté, ne dénature pas notre pensée. Il se trouve que le texte a été cité par M. Chirac (et repris par l'Aurore du 9 mars) n'est pas celui-ci, mais le suivant :

« Utiliser les maîtres comme embryon du pouvoir révolutionnaire, avec création de comités de voisinage et de quartier, qui doivent représenter le pouvoir populaire révolutionnaire en s'inspirant des formes d'approvisionnement et de contrôle des prix, des commandes communales, des conseils paysans du Chili et des comités de moradores au Portugal. »

« Il s'agit là du maquillage d'un texte tronqué. L'original a été publié dans le numéro 31 de la revue Repères (p. 16). Le passage est le suivant :

« Dans toutes les périodes révolutionnaires, l'une des formes les plus radicales du contrôle populaire est, à côté de la constitution de conseils de travailleurs dans les entreprises, celle de comités de voisinage (Juntas d'apoyo) et de comités de quartier. »

« Dans de telles périodes où se pose le problème du passage du pouvoir politique des mains des classes exploitées à celles des travailleurs, ces comités sont des embryons du nouveau pouvoir populaire. Au sein d'un régime capitaliste, des organismes apparemment similaires ne peuvent jouer un rôle qualitativement différent. Pas plus qu'un conseil municipal un comité de quartier n'est un conseil, le pouvoir cependant constitue l'un des voies de développement d'un contrôle populaire susceptible de s'inscrire dans la perspective du socialisme autogestionnaire. »

« Ainsi, M. Chirac n'hésite-t-il pas à fausser nos textes, grossièrement soupçonnés de "fausseté" révolutionnaire pour faire bonne mesure, en faisant passer le texte d'un conseil municipal à un conseil de quartier. En bon français, cela s'appelle un faux. »

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F.)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 501 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques
sous le n° 15117
Affiliée à la Société Bancaire de Paris
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

